BUDGET DE DÉPENSES
2001-2002

VOLUME II

Crédits des ministères et organismes

pour l'année financière
se terminant le 31 mars 2002

Déposé à l'Assemblée nationale
conformément
aux articles 45 et 47
de la *Loi sur l'administration publique* (2000, chapitre 8)
par monsieur Sylvain Simard,
ministre d'État à l'Administration et à la Fonction publique,
ministre responsable de l'Administration et de la Fonction publique
et président du Conseil du trésor

Québec
Conseil du trésor

ISSN 0706-0319
ISBN 2-551-21313-4

Dépôt légal, 1er trimestre 2001
Bibliothèque nationale du Québec

101-03607/

AVANT-PROPOS

Les informations touchant le Budget de dépenses 2001-2002 se retrouvent dans quatre volumes :

Volume I : *Crédits et plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées*
Volume II : *Crédits des ministères et organismes*
Volume III : *Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes*
Volume IV : *Message du Président du Conseil du trésor et renseignements supplémentaires*

Le Volume I regroupe les informations se rapportant à l'Assemblée nationale et aux personnes désignées par cette dernière, c'est-à-dire le Vérificateur général, le Directeur général des élections et le Protecteur du citoyen. La section portant sur l'Assemblée nationale comprend le message de son président, suivi des crédits 2001-2002 et du plan annuel de gestion des dépenses pour la prochaine année financière. L'autre section présente les crédits et les plans annuels de gestion de dépenses de chacune des personnes désignées.

Le Volume II présente les crédits requis par le gouvernement pour l'exercice financier 2001-2002 en distinguant les crédits, le budget de dépenses et le budget d'investissements. Ces crédits sont ventilés par portefeuille et programme. Il est à noter que les tableaux apparaissant au début de ce volume englobent non seulement les crédits et les dépenses des ministères et organismes du gouvernement mais aussi les crédits et les dépenses du Volume I concernant l'Assemblée nationale et les personnes désignées par cette dernière. Ces tableaux sont présentés ainsi afin de faciliter l'accès à l'information portant sur les crédits et le budget de dépenses.

Le Volume III regroupe les *Plans annuels de gestion des dépenses* élaborés par chacun des ministères en vertu de la *Loi sur l'Administration publique* (2000, c. 8); ces plans présentent les choix effectués dans l'allocation des ressources et les actions envisagées pour atteindre les objectifs fixés dans les plans stratégiques déposés à l'Assemblée nationale. On retrouve au début de ce volume un sommaire du budget de dépenses par portefeuille.

Le Volume IV débute par un message du Président du Conseil du trésor qui donne les faits saillants du prochain budget de dépenses. Les chapitres qui suivent fournissent des informations additionnelles sur le budget de dépenses ainsi que d'autres renseignements portant sur des sujets qui y sont rattachés.

Table des matières

Page

NOTES EXPLICATIVES

Objet du Budget de dépenses A-3
Nouvelles modalités régissant les crédits à compter de 2001-2002 ..... A-3
Contenu du Volume II du Budget de dépenses A-6
Explications des termes apparaissant au Budget de dépenses A-7
Définition des supercatégories A-9
Définition des catégories A-10
Modifications à la structure des portefeuilles et des programmes A-11

SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS

Budget de dépenses B-3
Distinction entre le budget de dépenses et les crédits B-4
Sommaire des crédits B-5
Sommaire des crédits portant sur des dépenses imputables à l'année financière 2002-2003 ..... B-6
Sommaire des crédits pouvant être reportés en 2002-2003 ..... B-7
Programmes faisant l'objet d'un crédit au net B-8

CRÉDITS PAR PORTEFEUILLE

Affaires municipales et Métropole 1-1
Agriculture, Pêcheries et Alimentation 2-1
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique 3-1
Conseil exécutif 4-1
Culture et Communications 5-1
Éducation 6-1
Emploi et Solidarité sociale 7-1
Environnement 8-1
Famille, Enfance et Condition féminine 9-1

Table des matières

	Page
Faune et Parcs	10-1
Finances	11-1
Industrie et Commerce	12-1
Justice	13-1
Recherche, Science et Technologie	14-1
Régions	15-1
Relations avec les citoyens et Immigration	16-1
Relations internationales	17-1
Ressources naturelles	18-1
Revenu	19-1
Santé et Services sociaux	20-1
Sécurité publique	21-1
Tourisme, Loisir et Sport	22-1
Transports	23-1
Travail	24-1

NOTES EXPLICATIVES

Notes explicatives

1. OBJET DU BUDGET DE DÉPENSES

Le Budget de dépenses 2001-2002 est déposé à l'Assemblée nationale aux fins de faire autoriser les crédits requis au cours de l'année financière se terminant le 31 mars 2002. Selon l'un des fondements de notre système parlementaire, les revenus perçus par le gouvernement sont versés au Fonds consolidé du revenu et aucune somme ne peut y être prélevée sans le consentement des parlementaires.

Les crédits à voter déterminent les sommes maximales que le gouvernement est autorisé à engager au cours de l'exercice financier. Les crédits apparaissant au Budget de dépenses comprennent aussi les montants prévus au titre des « crédits permanents », ceux-ci n'ayant pas à être votés parce que déjà autorisés en vertu d'une loi particulière.

2. NOUVELLES MODALITÉS RÉGISSANT LES CRÉDITS À COMPTER DE 2001-2002

La *Loi sur l'administration publique* (2000, c. 8) adoptée en mai 2000 instaure un cadre de gestion axée sur les résultats assorti d'une plus grande flexibilité pour les ministères et les organismes. À cet effet, le Budget de dépenses inclut de nouveaux mécanismes en ce qui concerne le vote et l'utilisation des crédits.

REPORT DES CRÉDITS

Jusqu'ici, les règles établies stipulaient que les crédits non dépensés à la fin de l'année financière devenaient périmés. Selon les nouvelles dispositions prévues à la *Loi sur l'administration publique* (2000, c. 8), il est maintenant possible, sous certaines conditions, de reporter dans l'exercice suivant un crédit non utilisé à la fin de l'année financière. Ce nouveau mécanisme a pour but d'améliorer les pratiques de gestion en permettant aux ministères et aux organismes d'utiliser l'année suivante certaines sommes économisées au cours d'une année.

Le Budget de dépenses 2001-2002 précise les modalités qui régissent le report, en 2002-2003, du solde des crédits qui pourraient ne pas être entièrement utilisés au cours de l'année financière prenant fin le 31 mars 2002.

On retrouve au début du Budget de dépenses un sommaire des montants de crédits qui pourront être reportés en 2002-2003, si les conditions fixées au Budget de dépenses sont respectées. Le cas échéant, les conditions qui s'appliquent sont précisées au bas des tableaux visant à présenter chacun des programmes. Il est à noter que le mécanisme de report de crédits ne s'applique pas aux crédits permanents.

Notes explicatives (suite)

LE VOTE DE CRÉDITS PORTANT SUR UNE PÉRIODE DE PLUS D'UN AN

Traditionnellement, les crédits sont autorisés par l'Assemblée nationale, soit sur base annuelle (crédits votés), soit sur base permanente (crédits permanents). La *Loi sur l'administration publique* (2000, c. 8) prévoit maintenant qu'un crédit voté peut porter sur une période de plus d'un an, sans excéder trois ans.

Le Budget de dépenses 2001-2002 inclut des crédits qui portent sur des dépenses imputables à l'année financière 2002-2003. Ces crédits, qui se retrouvent au portefeuille « Emploi et Solidarité sociale » et au portefeuille « Famille, Enfance et Condition féminine », ont pour objet de permettre le versement, au plus tard le 31 mars 2002, de prestations imputables à l'exercice 2002-2003.

On retrouve au début du Budget de dépenses un sommaire présentant le montant des crédits portant sur les dépenses imputables à l'année financière 2002-2003. De l'information plus complète est fournie dans les portefeuilles concernés à la suite de la présentation de leurs programmes.

LE CRÉDIT AU NET

Sauf dans le cas d'opérations réalisées dans le cadre d'un fonds spécial, l'approche traditionnellement en vigueur au gouvernement du Québec fait en sorte que les dépenses sont gérées indépendamment des revenus. Ainsi, un ministère peut dépenser tout son budget même si les revenus qu'il perçoit sont inférieurs à ceux budgétisés en début d'année. De la même manière, un ministère ne peut, à moins d'obtenir des crédits additionnels, dépenser plus même si les revenus qu'il perçoit sont supérieurs à ceux escomptés puisque ceux-ci sont versés au Fonds consolidé du revenu.

La *Loi sur l'administration publique* (2000, c. 8) prévoit maintenant la possibilité que des crédits soient votés selon la technique du crédit au net. Ce nouveau mécanisme vise à favoriser une meilleure intégration du processus de budgétisation en établissant une correspondance plus étroite entre les coûts et les revenus reliés à certaines activités.

Le recours au crédit au net s'avère une solution particulièrement intéressante dans les cas où les revenus et les dépenses sont influencés directement par la variation du volume d'activité. Ainsi, si la demande pour un service augmente, les revenus peuvent croître dans la même proportion, de sorte que le coût net reste le même. Par ailleurs, si la demande diminue, la baisse des revenus associés à ce service doit s'accompagner d'une réduction des coûts de production. Il est à noter que le mécanisme de crédit au net ne s'applique pas à des revenus fiscaux tels que l'impôt et les taxes à la consommation, non plus qu'à des transactions entre ministères et aux transferts en provenance du gouvernement fédéral.

En vertu de la technique du crédit au net, les revenus perçus continuent d'être versés au Fonds consolidé du revenu, conformément à la pratique courante. Cependant, la législature permet que, sous certaines conditions décrites au Budget de dépenses, le crédit autorisé pour un programme donné peut augmenter si les revenus associés au crédit au net sont supérieurs à ceux prévus. En contrepartie, si les revenus sont inférieurs à ceux prévus, le montant des dépenses imputables sur le crédit du programme doit être diminué d'autant.

Notes explicatives (suite)

Un sommaire apparaissant au début du Budget de dépenses 2001-2002 énumère les programmes qui font l'objet d'un crédit au net. Les modalités d'application du crédit au net sont décrites à la fin de la présentation des programmes des portefeuilles concernés.

LES VIREMENTS DE CRÉDITS ENTRE PROGRAMMES

En vertu de la réglementation en vigueur, les ministères peuvent, en cours d'exercice, modifier la répartition de leurs crédits à l'intérieur d'un même programme. L'approbation préalable du Conseil du trésor est toutefois requise pour les virements de crédits en provenance ou au bénéfice de la supercatégorie « Transfert » ou de la catégorie « Support » comprise à l'intérieur de la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial ».

Par ailleurs, les programmes apparaissant au Budget de dépenses contiennent des provisions en vertu desquelles le Conseil du trésor peut, pour certains objets spécifiques, autoriser des virements de crédits entre programmes ou portefeuilles. C'est le cas, entre autres, du « Fonds de suppléance » prévu au programme 5 du portefeuille « Conseil du trésor, Administration et Fonction publique » dont l'objet est de pourvoir aux insuffisances de crédits qui peuvent survenir en cours d'exercice dans l'un ou l'autre des programmes apparaissant au Budget de dépenses.

Sous réserve des objets spécifiques visés par le mécanisme des « provisions », il n'était pas possible jusqu'à maintenant de modifier la répartition des crédits entre les divers programmes d'un même portefeuille, une fois adoptés les crédits par l'Assemblée nationale.

Afin de permettre une plus grande flexibilité de gestion aux ministères et d'assurer une plus grande cohérence entre le vote des crédits et l'approche des enveloppes fermées, la *Loi sur l'administration publique* (2000, c. 8) habilite le Conseil du trésor à autoriser le transfert de crédits entre programmes d'un même portefeuille et ce, dans les limites fixées dans les lois sur les crédits. Pour 2001-2002, il sera proposé à l'Assemblée nationale que des transferts entre programmes d'un même portefeuille puissent être autorisés dans la mesure où de tels transferts n'aient pas pour effet d'augmenter ou de réduire de plus de 10 % le montant du crédit d'un programme, tel que voté par les lois sur les crédits.

Il y a lieu de mentionner enfin que la *Loi sur l'administration publique* (2000, c. 8) prévoit également un autre mécanisme afin de faciliter l'échange de services entre ministères, lorsque cela permet de partager ou de réduire les coûts. À cet effet, l'article 55 prévoit que « lorsqu'un ministère ou un organisme fournit un service à un autre ministère ou organisme, les crédits afférents pour payer ce service peuvent être transférés du ministère ou de l'organisme qui en bénéficie à celui qui le fournit... ». De tels transferts de crédits ne sont possibles que dans les cas et selon les conditions que détermine le Conseil du trésor.

Notes explicatives (suite)

3. CONTENU DU VOLUME II DU BUDGET DE DÉPENSES

Comme il est indiqué en avant-propos, la présentation des crédits se retrouve maintenant dans deux volumes. Le Volume I regroupe l'ensemble de l'information se rapportant à l'Assemblée nationale et aux Personnes désignées par cette dernière, c'est-à-dire le Vérificateur général, le Directeur général des élections et le Protecteur du citoyen. De son côté, le Volume II présente les crédits requis par le gouvernement pour chacun des ministères et des organismes.

Les premières pages du Volume II présentent des tableaux sommaires sur le Budget de dépenses et les crédits. Ainsi, le premier tableau est un sommaire du Budget de dépenses 2001-2002 comparé à la dépense probable de 2000-2001; le second tableau établit la distinction à faire entre le budget de dépenses, le budget d'investissements et les crédits. Un troisième tableau donne le sommaire des crédits. Suivent d'autres tableaux faisant état des crédits pouvant être reportés, des crédits portant sur des dépenses imputables à l'année financière 2002-2003 et finalement, des programmes faisant l'objet d'un crédit au net.

Après les tableaux sommaires du début, le Volume II présente les crédits, le budget de dépenses et le budget d'investissements prévus pour les portefeuilles ministériels. Au début de chacun de ceux-ci, on retrouve un sommaire qui présente le budget global et les crédits de l'ensemble des programmes compris dans le portefeuille. Une brève description explique pour chacun des programmes à quelles fins les crédits sont utilisés. L'élément représente une subdivision du programme. Suivent, pour chacun des programmes, des tableaux répartissant les crédits par éléments ainsi que les budgets de dépenses et les budgets d'investissements par éléments et par supercatégories. S'il y a lieu, on y trouve l'effectif affecté pour chacun des programmes et ses éléments.

Enfin, la présentation de chacun des portefeuilles ministériels se termine par de l'information sur les fonds spéciaux et les crédits de transfert et, pour certains portefeuilles, d'information sur les crédits au net et les crédits portant sur plus d'un an. Les crédits affectés aux fonds spéciaux sont distingués par fonds, alors que l'effectif indiqué porte sur l'ensemble des fonds concernés. Pour leur part, les crédits de transfert sont détaillés pour chacun des programmes, puis répartis par bénéficiaires et par catégories de dépenses.

Notes explicatives (suite)

4. EXPLICATIONS DES TERMES APPARAISSANT AU BUDGET DE DÉPENSES

CRÉDITS 2001-2002

Les crédits portent sur les dépenses et les investissements dont le déboursement grève les sommes versées au Fonds consolidé du revenu et sur lequel le Parlement a droit d'allocation.

Les crédits sont votés par programmes. Cependant, certains programmes comportent des crédits permanents, octroyés en vertu d'une loi particulière, et dont le montant est fourni afin de présenter l'ensemble du Budget de dépenses.

CRÉDITS COMPARATIFS POUR 2000-2001

Pour établir le comparatif avec les crédits 2001-2002, les crédits 2000-2001 comprennent les crédits inscrits au Budget de dépenses 2000-2001 et, pour certains programmes, les crédits supplémentaires votés en cours d'exercice. Ils incorporent également les variations de crédits permanents ainsi que les virements récurrents de crédits en provenance du programme « Fonds de suppléance » apparaissant au portefeuille du « Conseil du trésor, Administration et Fonction publique ». Les crédits comparatifs 2000-2001 reflètent aussi les changements qui ont été apportés aux structures de programmes ou de portefeuilles pour l'exercice 2001-2002.

BUDGET DE DÉPENSES ET BUDGET D'INVESTISSEMENTS

Le Volume II du Budget de dépenses 2001-2002 présente distinctement le budget de dépenses et le budget d'investissements pour chaque portefeuille, programme et élément. Le Budget de dépenses regroupe les supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Affectation à un fonds spécial », « Transfert » et « Créances douteuses et autres provisions ». Le budget d'investissements comprend les supercatégories « Immobilisations » et « Prêts, Placements et Avances ».

Les investissements en immobilisations sont capitalisés et seul l'amortissement est inscrit à la dépense de l'exercice à l'intérieur de la supercatégorie « Fonctionnement ». L'amortissement découle de crédits autorisés antérieurement pour l'acquisition d'immobilisations; il s'agit d'une dépense qui ne requiert pas de crédit puisque son inscription au Budget de dépenses n'exige pas de déboursé.

Bien qu'ils ne constituent pas une dépense, les investissements en prêts, placements et avances sont inclus au Budget de dépenses puisque les déboursés qu'ils entraînent ne peuvent se faire sans crédit.

Notes explicatives (suite)

EFFECTIF

L'effectif apparaît au budget de dépenses de chacun des portefeuilles et de chacun de leurs programmes ainsi que dans le sommaire des crédits affectés aux fonds spéciaux rattachés au portefeuille.

L'effectif est exprimé en équivalent temps complet (ETC). Ce chiffre correspond à la durée d'emploi de l'ensemble du personnel régulier et occasionnel et constitue une prévision pour l'année. L'effectif comparatif comprend l'effectif indiqué au Budget de dépenses de l'exercice précédent, modifié s'il y a lieu pour refléter les changements à la structure de programmes, les transferts de postes entre ministères ainsi que les ajustements effectués en cours d'exercice.

Les stagiaires et les étudiants ne sont pas comptabilisés à l'effectif.

CRÉDITS AFFECTÉS À UN FONDS SPÉCIAL

L'information financière sur les fonds spéciaux est fournie au volume III *Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes*. Au Volume II du Budget de dépenses, seuls les montants de la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial » sont présentés dans les données par programme. Ces crédits sont également répartis par fonds spéciaux et par catégories de dépenses pour chaque portefeuille.

CRÉDITS DE TRANSFERT

Les crédits de transfert font l'objet d'un tableau spécifique terminant la section de chacun des portefeuilles, lorsque ceux-ci en comportent. La répartition des crédits de transfert par projets y est présentée pour chaque programme. Le détail par bénéficiaires et par catégories de dépenses y apparaît pour l'ensemble du portefeuille.

SUPERCATÉGORIES

Les supercatégories regroupent les catégories utilisées par les ministères pour la comptabilisation de leurs dépenses et de leurs investissements. Au Budget de dépenses, seules les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » sont réparties par catégories.

Notes explicatives (suite)

5. DÉFINITION DES SUPERCATÉGORIES

Rémunération

Cette supercatégorie comprend la rémunération de base, le temps supplémentaire et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, aux employés à temps partiel et aux occasionnels, et les employés saisonniers du secteur public. Elle comprend également les traitements versés aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec ainsi qu'aux étudiants et aux stagiaires. Elle inclut enfin les avantages sociaux et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

Fonctionnement

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues pour l'acquisition, la location-exploitation et l'utilisation de biens et de services. Elle inclut également l'amortissement des immobilisations.

Service de la dette

Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, les intérêts sur le compte des régimes de retraite, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et les frais associés à la gestion de la dette. On ne retrouve cette supercatégorie qu'au portefeuille « Finances ».

Affectation à un fonds spécial

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues par un ministère ou un organisme pour assumer la totalité ou une partie des dépenses imputées sur un fonds spécial qu'il administre, afin notamment d'en assurer l'équilibre entre les revenus et les dépenses.

Transfert

Cette supercatégorie comprend les dépenses qui ne constituent pas pour le gouvernement des acquisitions directes de biens ou de services. Elle regroupe les paiements qui sont effectués dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes.

Créances douteuses et autres provisions

Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant de la variation à la « Provision pour créances douteuses » et à la « Provision pour pertes sur interventions financières garanties par le gouvernement ».

Immobilisations

Notes explicatives (suite)

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les frais encourus pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations.

Prêts, Placements et Avances

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle regroupe, entre autres, les paiements à effectuer en vue d'acquérir certains éléments d'actif. On y retrouve les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et aux entreprises du gouvernement, ainsi que l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé.

6. DÉFINITION DES CATÉGORIES

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les cinq catégories suivantes.

Rémunération

Pour la supercatégorie « Transfert », cette catégorie comprend la rémunération du personnel d'organismes et d'entreprises du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

Pour la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial », cette catégorie comprend la rémunération du personnel affecté à un fonds spécial.

Fonctionnement

Pour la supercatégorie « Transfert », cette catégorie comprend le fonctionnement, autre que la rémunération, des organismes et des entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

Pour la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial », cette catégorie comprend le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial.

Notes explicatives (suite)

Capital

Pour la supercatégorie « Transfert », cette catégorie comprend les immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations.

Pour la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial », cette catégorie comprend l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial.

Intérêt

Pour la supercatégorie « Transfert », cette catégorie comprend le paiement des intérêts sur emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une entreprise, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement.

Pour la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial », cette catégorie comprend les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial.

Support

Pour la supercatégorie « Transfert », cette catégorie comprend le soutien financier versé aux bénéficiaires, autre que celui mentionné à l'intérieur de la même supercatégorie, aux catégories « Rémunération », « Fonctionnement », « Capital » et « Intérêt ».

Pour la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial », cette catégorie comprend les paiements destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes.

7. MODIFICATIONS À LA STRUCTURE DES PORTEFEUILLES ET DES PROGRAMMES

Le Budget de dépenses prévu pour l'année financière 2001-2002 reflète la structure de programmes qui découle de la nouvelle composition du Conseil des ministres annoncée le 8 mars 2001 par le premier ministre. D'autres changements sont intégrés au Volume II portant sur les *Crédits des ministères et des organismes*. Cette section décrit les principales modifications apportées aux structures de programmes. Un signe (+) indique l'ajout d'une responsabilité alors qu'un signe (-) signifie le retrait d'une responsabilité.

Notes explicatives (suite)

Affaires municipales et Métropole

(+) L'élément de programme « Mesures financières du pacte fiscal » est ajouté au programme « Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités ».

(-) L'élément de programme « Régie des installations olympiques » qui apparaissait au programme « Promotion et développement de la Métropole » en 2000-2001 est transféré au portefeuille « Environnement ». L'élément « Conseil des aînés et Secrétariat aux aînés » qui apparaissait au programme « Organismes administratifs et quasi judiciaires » se retrouve maintenant dans le portefeuille « Famille, Enfance et Condition féminine ».

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

(+) Le programme « Financière agricole du Québec » est ajouté. Il résulte de la fusion des programmes « Financement agricole » et « Assurances agricoles ».

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

(-) Les activités reliées à l'Autoroute de l'information sont transférées au ministère de la Culture et des Communications.

Conseil exécutif

Dans le programme « Jeunesse », l'élément « Sommet du Québec et de la jeunesse » a été fusionné avec l'élément « Secrétariat à la jeunesse ».

Culture et Communications

À compter de 2001-2002, les programmes « Soutien à la culture et aux communications » et « Organismes et sociétés d'État » sont regroupés pour former le programme « Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État ».

(+) Le programme « Charte de la langue française » est ajouté à la suite du transfert de ce programme en provenance du ministère des Relations internationales. Les activités reliées à l'Autoroute de l'information sont transférées du portefeuille « Conseil du trésor, Administration et Fonction publique ».

(-) L'élément « Régie du cinéma » est retiré. À partir du 1er janvier 2001, la Régie du cinéma est devenue un organisme dont le budget n'apparaît plus aux crédits dans le Budget de dépenses déposé à l'Assemblée nationale.

Notes explicatives (suite)

Éducation

(-) Le programme « Consolidation et développement des services éducatifs » est retiré à compter de 2001-2002. Le budget correspondant est intégré aux programmes « Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire » et « Enseignement supérieur ».

Emploi et Solidarité sociale

(-) Dans le programme « Mesures d'aide à l'emploi », l'élément « Carrefours Jeunesse-emploi » a été fusionné à l'élément « Emploi-Québec ».

Environnement

(+) L'élément de programme « Régie des installations olympiques » est transféré du ministère « Affaires municipales et Métropole » et devient le programme « Régie des installations olympiques ».

Famille, Enfance et Condition féminine

(+) Le programme « Condition féminine » s'ajoute à la suite du transfert de ce programme qui apparaissait au ministère de la Justice en 2000-2001. L'élément « Conseil des aînés et Secrétariat aux aînés » en provenance du ministère des Affaires municipales et de la Métropole s'ajoute au programme « Organismes-conseils ».

Industrie et Commerce

À compter de 2001-2002, les programmes « Soutien technique aux secteurs manufacturiers et commerciaux et au développement du commerce extérieur » ainsi que « Soutien financier aux secteurs manufacturiers et commerciaux et au développement de commerce extérieur » sont regroupés et forment le programme « Soutien technique et financier aux entreprises et au développement des marchés ».

(+) Le programme « Placement étudiant du Québec » est créé et contient l'élément de programme « Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants ».

Notes explicatives (suite)

Justice

(+) L'élément « Traitement des infractions et perception des amendes » est ajouté au programme « Administration de la justice ».

(-) Le programme « Condition féminine » est retiré. Ces activités se retrouvent maintenant au portefeuille « Famille, Enfance et Condition féminine ».

Recherche, Science et Technologie

(+) L'élément « Centre de recherche industrielle du Québec » s'ajoute au programme « Mesures d'aide à la recherche, à la science, à la technologie et à l'innovation ».

(-) Les éléments de programme « Innovation Québec » et « Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit visant le soutien au développement de la recherche, de la science et de la technologie » qui apparaissaient au programme « Soutien financier au développement de la recherche, de la science et de la technologie » sont retirés. Le budget relié à Innovation Québec est redistribué à l'intérieur du portefeuille.

Régions

(+) Au programme « Mesures de soutien au développement local et régional », l'élément « Plan de développement des régions ressources » intègre, à compter de 2001-2002, l'élément « Plan de diversification économique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ».

Relations internationales

(-) Le programme « Charte de la langue française » est transféré au ministère de la Culture et des Communications.

Santé et Services sociaux

(-) Le programme « Loisir et Sport » est retiré à la suite du transfert de ces activités au portefeuille « Tourisme, Loisir et Sport ». Le programme « Consolidation et développement des services sociosanitaires » est retiré, son budget ayant été intégré à celui des autres programmes.

Tourisme, Loisir et Sport

(+) Le programme « Développement du loisir et du sport » est ajouté à la suite de son transfert du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Notes explicatives (suite)

Autres modifications à la structure de programmes

La structure de présentation des crédits 2001-2002 incorpore d'autres modifications pouvant provenir du regroupement ou de la scission de programmes ou d'éléments de programmes. Le cas échéant, le comparatif 2000-2001 a été rajusté pour assurer la cohérence des données. Des modifications au libellé de certains programmes ou d'éléments de programmes ont aussi été apportées.

SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS

Budget de dépenses

	2001-2002 Budget de dépenses	2000-2001 Dépense probable
	(000 $)	
Assemblée nationale*	84 020,2	80 667,2
Personnes désignées par l'Assemblée nationale*	43 575,1	42 611,2
Affaires municipales et Métropole	1 445 863,1	1 342 750,8
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	627 152,2	677 127,3
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	558 103,4	490 973,0 **
Conseil exécutif	71 090,6	61 179,8
Culture et Communications	479 858,9	531 840,1 **
Éducation	10 634 797,2	10 078 899,1
Emploi et Solidarité sociale	3 913 596,6	4 101 150,1 **
Environnement	193 977,7	234 907,6
Famille, Enfance et Condition féminine	1 677 649,8	1 536 456,0 ***
Faune et Parcs	113 990,5	147 193,2
Finances (excluant le service de la dette)	571 084,4	465 299,7 **
Industrie et Commerce	144 109,8	265 790,3 **
Justice	468 729,3	469 419,5
Recherche, Science et Technologie	221 538,7	257 446,0
Régions	194 326,5	143 581,7 **
Relations avec les citoyens et Immigration	180 106,2	179 308,8
Relations internationales	105 656,4	102 358,7
Ressources naturelles	310 447,2	337 415,2
Revenu	683 863,5	709 611,1
Santé et Services sociaux	16 715 816,9	15 992 783,2
Sécurité publique	745 584,6	745 268,3
Tourisme, Loisir et Sport	138 839,9	134 343,9
Transports	1 531 516,2	1 490 542,8
Travail	73 805,1	71 877,4
Dépenses de programmes	41 929 100,0	40 690 802,0
Service de la dette	7 243 000,0	6 996 000,0
Total	49 172 100,0	47 686 802,0

* Les informations portant sur les crédits et les dépenses de l'Assemblée Nationale et des personnes désignées par cette dernière se retrouvent dans le volume I.

** Ce portefeuille contient une ou des provisions qui permettent des transferts de crédits à d'autres portefeuilles et les dépenses qui y sont comptabilisées en 2000-2001 tiennent compte des virements à l'un ou l'autre des portefeuilles.

*** Un redressement a été effectué afin de présenter la dépense probable 2000-2001 sur la même base qu'en 2001-2002. Ce redressement entraîne, pour 2000-2001, une hausse de 43,4 M$ au portefeuille « Famille, Enfance et Condition féminine » vu que la politique familiale a pour effet de remplacer graduellement certaines mesures auparavant comptabilisées en déduction des revenus.

Distinction entre le budget de dépenses et les crédits

	2001-2002			
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits totaux
		(000 $)		
Assemblée nationale*	84 020,2	3 850,0	5 078,8	85 249,0
Personnes désignées par l'Assemblée nationale*	43 575,1	2 035,9	700,0	42 239,2
Affaires municipales et Métropole	1 445 863,1	2 069,3	10 193,1	1 453 986,9
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	627 152,2	5 145,1	10 583,8	632 590,9
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	558 103,4	161,0	300 029,0	857 971,4
Conseil exécutif	71 090,6	672,5	372,1	70 790,2
Culture et Communications	479 858,9	1 597,2	2 154,3	480 416,0
Éducation	10 634 797,2	3 988,4	183 878,7	10 814 687,5
Emploi et Solidarité sociale	3 913 596,6	1 141,6	1 276,2	3 913 731,2
Environnement	193 977,7	6 188,2	10 250,7	198 040,2
Famille, Enfance et Condition féminine	1 677 649,8	2 284,6	3 429,0	1 678 794,2
Faune et Parcs	113 990,5	6 821,9	7 851,3	115 019,9
Finances	7 814 084,4	4 021,3	4 656,7	7 814 719,8
Industrie et Commerce	144 109,8	1 445,8	4 641,9	147 305,9
Justice	468 729,3	4 615,0	14 644,0	478 758,3
Recherche, Science et Technologie	221 538,7	400,0	521,3	221 660,0
Régions	194 326,5	528,0	25 668,3	219 466,8
Relations avec les citoyens et Immigration	180 106,2	5 251,0	4 953,0	179 808,2
Relations internationales	105 656,4	1 040,4	1 430,0	106 046,0
Ressources naturelles	310 447,2	16 646,6	19 470,3	313 270,9
Revenu	683 863,5	1 500,0	3 764,9	686 128,4
Santé et Services sociaux	16 715 816,9	1 423,8	1 020,0	16 715 413,1
Sécurité publique	745 584,6	17 015,5	27 984,4	756 553,5
Tourisme, Loisir et Sport	138 839,9	16,3	30,0	138 853,6
Transports	1 531 516,2	241 623,2	30 544,0	1 320 437,0
Travail	73 805,1	2 065,0	2 642,9	74 383,0
Total	49 172 100,0	333 547,6	677 768,7	49 516 321,1

* Les informations portant sur les crédits et les dépenses de l'Assemblée Nationale et des personnes désignées par cette dernière se retrouvent dans le volume I.

Sommaire des crédits

	2001-2002			2000-2001
	Crédits à voter	Crédits permanents	Crédits totaux	Crédits comparatifs
			(000 $)	
Assemblée nationale*	-	85 249,0	85 249,0	81 093,6
Personnes désignées par l'Assemblée nationale*	22 296,6	19 942,6	42 239,2	39 783,9
Affaires municipales et Métropole	1 452 548,3	1 438,6	1 453 986,9	1 329 506,8
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	632 513,3	77,6	632 590,9	722 860,4
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	571 190,4	286 781,0	857 971,4	914 051,3
Conseil exécutif	69 713,9	1 076,3	70 790,2	62 255,2
Culture et Communications	478 293,3	2 122,7	480 416,0	528 627,8
Éducation	10 214 847,9	599 839,6	10 814 687,5	10 301 336,9
Emploi et Solidarité sociale	3 878 912,0	34 819,2	3 913 731,2	4 109 841,2
Environnement	198 005,6	34,6	198 040,2	231 431,3
Famille, Enfance et Condition féminine	1 678 784,6	9,6	1 678 794,2	1 556 523,4
Faune et Parcs	114 944,9	75,0	115 019,9	141 436,9
Finances	561 458,2	7 253 261,6	7 814 719,8	7 602 535,5
Industrie et Commerce	147 296,3	9,6	147 305,9	151 769,7
Justice	394 881,0	83 877,3	478 758,3	455 641,9
Recherche, Science et Technologie	221 650,4	9,6	221 660,0	255 084,5
Régions	214 295,7	5 171,1	219 466,8	185 389,7
Relations avec les citoyens et Immigration	179 330,2	478,0	179 808,2	172 772,6
Relations internationales	105 936,4	109,6	106 046,0	88 109,9
Ressources naturelles	308 229,3	5 041,6	313 270,9	335 370,5
Revenu	427 777,8	258 350,6	686 128,4	711 279,9
Santé et Services sociaux	9 960 970,4	6 754 442,7	16 715 413,1	15 989 485,2
Sécurité publique	750 201,2	6 352,3	756 553,5	679 137,5
Tourisme, Loisir et Sport	138 844,0	9,6	138 853,6	128 116,9
Transports	1 320 417,8	19,2	1 320 437,0	1 277 203,1
Travail	71 942,1	2 440,9	74 383,0	68 763,6
Total	34 115 281,6	15 401 039,5	49 516 321,1	48 119 409,2

* Les informations portant sur les crédits et les dépenses de l'Assemblée Nationale et des personnes désignées par cette dernière se retrouvent dans le volume I.

Sommaire des crédits portant sur des dépenses imputables à l'année financière 2002-2003

	2002-2003 (000 $)
Emploi et Solidarité sociale	
Programme 2 - Mesures d'aide financière	287 000,0
Famille, Enfance et Condition féminine	
Programme 2 - Services à la famille et à l'enfance	85 000,0
Programme 3 - Prestations familiales	45 400,0
Total	417 400,0

Sommaire des crédits pouvant être reportés en 2002-2003

	Budget de dépenses			Budget d'investissements
	Report ne requérant pas l'approbation du Conseil du trésor	Report requérant l'approbation du Conseil du trésor	Total	Report ne requérant pas l'approbation du Conseil du trésor
			(000 $)	
Assemblée nationale	-	-	-	-
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	202,3	-	202,3	6,0
Affaires municipales et Métropole	1 741,1	18 867,4	20 608,5	305,8
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	5 383,1	-	5 383,1	317,5
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	2 286,7	-	2 286,7	9 000,9
Conseil exécutif	1 342,9	-	1 342,9	11,2
Culture et Communications	2 861,9	-	2 861,9	64,6
Éducation	3 443,0	29 809,1	33 252,1	5 516,4
Emploi et Solidarité sociale	12 179,2	-	12 179,2	38,3
Environnement	4 102,8	-	4 102,8	307,5
Famille, Enfance et Condition féminine	1 322,2	-	1 322,2	102,9
Faune et Parcs	2 435,4	-	2 435,4	235,5
Finances	2 908,4	-	2 908,4	139,7
Industrie et Commerce	2 271,2	-	2 271,2	139,3
Justice	8 687,5	-	8 687,5	439,3
Recherche, Science et Technologie	673,2	-	673,2	15,6
Régions	499,6	-	499,6	770,0
Relations avec les citoyens et Immigration	4 511,5	-	4 511,5	148,6
Relations internationales	2 459,1	-	2 459,1	42,9
Ressources naturelles	6 142,9	-	6 142,9	584,1
Revenu	11 931,6	2 000,0	13 931,6	112,9
Santé et Services sociaux	3 210,5	15 494,9	18 705,4	30,6
Sécurité publique	21 122,9	-	21 122,9	839,5
Tourisme, Loisir et Sport	149,5	-	149,5	,9
Transports	27 447,7	7 679,6	35 127,3	916,3
Travail	1 595,4	-	1 595,4	77,3
Total	130 911,6	73 851,0	204 762,6	20 163,6

Programmes faisant l'objet d'un crédit au net

	Référence
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	
Programme 4 - Appui réglementaire	2-8
Emploi et Solidarité sociale	
Programme 3 - Soutien à la gestion	7-6
Environnement	
Programme 1 - Protection de l'environnement	8-6
Relations avec les citoyens et Immigration	
Programme 2 - Immigration, intégration et régionalisation	16-6

* Les données concernant les crédits au net sont fonction de variations de revenus et de modalités qui sont précisées dans les pages présentant chacun des portefeuilles.

CRÉDITS PAR PORTEFEUILLE

Affaires municipales et Métropole

Programmes	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Promotion et développement de la Métropole	77 423,6	-	4 763,2	**82 186,8**	114 286,8
2. Réseaux d'aqueduc et d'égout, assainissement des eaux et infrastructures	628 913,9	-	-	**628 913,9**	400 851,5
3. Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	428 985,3	-	-	**428 985,3**	453 527,1
4. Administration générale	44 753,4	1 790,0	5 279,9	**48 243,3**	42 903,8
5. Commission municipale du Québec	2 784,4	43,3	10,0	**2 751,1**	2 273,4
6. Habitation	249 258,5	-	-	**249 258,5**	302 575,9
7. Régie du logement	13 744,0	236,0	140,0	**13 648,0**	13 088,3
	1 445 863,1	2 069,3	10 193,1	**1 453 986,9**	1 329 506,8
Moins : Crédits permanents				**1 438,6**	1 438,6
Crédits à voter				**1 452 548,3**	1 328 068,2

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**42 279,0**	40 063,3
Fonctionnement	**17 837,7**	15 607,1
Affectation à un fonds spécial	**1 960,0**	199 274,2
Transfert	**1 382 357,4**	1 066 890,0
Créances douteuses et autres	**1 429,0**	1 429,0
Total	**1 445 863,1**	1 323 263,6
Effectif des programmes	**743**	743
Effectif total	**743**	743
Budget d'investissements		
Immobilisations	**5 429,9**	3 085,0
Prêts, Placements et Avances	**4 763,2**	4 763,2
Total	**10 193,1**	7 848,2

Affaires municipales et Métropole

Programme 1
Promotion et développement de la Métropole

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Société du Palais des congrès de Montréal	16 248,7	-	-	**16 248,7**	16 248,7
2. Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	21 930,8	-	4 763,2	**26 694,0**	26 694,0
3. Aide au développement de la Métropole	39 244,1	-	-	**39 244,1**	71 344,1
	77 423,6	-	4 763,2	**82 186,8**	114 286,8
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'administration financière, (2000, c.15)					
Élément 2				**1 429,0**	1 429,0
Crédits à voter				**80 757,8**	112 857,8

Ce programme consiste à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la Métropole afin d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. De plus, il vise à fournir un soutien financier à la réalisation d'initiatives ayant comme objectifs le développement et la promotion de la Métropole tout en agissant comme catalyseur et rassembleur pour la promotion de ses intérêts. Il facilite la concertation entre de nombreux partenaires métropolitains, tant du secteur privé que public, veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire et assume la responsabilité de la politique gouvernementale de soutien au développement local et régional pour les régions administratives de Montréal et de Laval.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	2001-2002	2000-2001
			(000 $)		
Affectation à un fonds spécial	-	1 960,0	-	**1 960,0**	1 960,0
Transfert	16 248,7	18 541,8	39 244,1	**74 034,6**	106 134,6
Créances douteuses et autres	-	1 429,0	-	**1 429,0**	1 429,0
	16 248,7	21 930,8	39 244,1	**77 423,6**	109 523,6
Budget d'investissements					
Prêts, Placements et Avances	-	4 763,2	-	**4 763,2**	4 763,2
	-	4 763,2	-	**4 763,2**	4 763,2

Affaires municipales et Métropole

Programme 2
Réseaux d'aqueduc et d'égout, assainissement des eaux et infrastructures

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	13 998,7	-	-	**13 998,7**	5 815,2
2. Assainissement des eaux du Québec	529 241,3	-	-	**529 241,3**	311 058,6
3. Infrastructures	85 673,9	-	-	**85 673,9**	83 977,7
	628 913,9	-	-	**628 913,9**	400 851,5
Crédits à voter				**628 913,9**	400 851,5

Ce programme assure une participation financière du gouvernement pour faciliter la construction de réseaux d'aqueduc et d'égout ainsi que l'assainissement des eaux usées municipales au sein de toutes les régions du Québec. De plus, il permet d'apporter un soutien financier à la réfection d'infrastructures au sein des municipalités, des communautés urbaines de même qu'en milieu nordique.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	2001-2002	2000-2001
			(000 $)		
Affectation à un fonds spécial	-	-	-	-	197 314,2
Transfert	13 998,7	529 241,3	85 673,9	**628 913,9**	203 537,3
	13 998,7	529 241,3	85 673,9	**628 913,9**	400 851,5

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant du crédit.

Affaires municipales et Métropole

Programme 3
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	17 912,1	-	-	**17 912,1**	17 889,5
2. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	225 009,2	-	-	**225 009,2**	239 558,7
3. Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	3 191,1	-	-	**3 191,1**	4 334,7
4. Aménagement du territoire municipal	8 759,1	-	-	**8 759,1**	8 759,1
5. Aide financière aux municipalités, aux villages nordiques et à l'Administration régionale Kativik	32 253,3	-	-	**32 253,3**	27 885,1

Suite à la page 1 - 5

Ce programme vise à fournir aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement, des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que des gouvernements étrangers. Il a aussi pour but d'inciter au regroupement de municipalités, et ce, à travers toutes les régions du Québec. De plus, il permet d'accorder une aide financière et technique au milieu municipal, aux villages nordiques et à l'Administration régionale Kativik. Il couvre le soutien aux municipalités régionales de comté, notamment pour l'aménagement du territoire. Il reflète également les mesures financières du pacte fiscal incluses dans l'entente conclue avec le monde municipal au cours de l'an 2000.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	4	5	Sous-total
			(000 $)			
Transfert	17 912,1	225 009,2	3 191,1	8 759,1	32 253,3	287 124,8
	17 912,1	225 009,2	3 191,1	8 759,1	32 253,3	287 124,8

Affaires municipales et Métropole

Programme 3 (suite)

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
6. Mesures financières du pacte fiscal	141 860,5	-	-	**141 860,5**	155 100,0
	428 985,3	-	-	**428 985,3**	453 527,1
Crédits à voter				**428 985,3**	453 527,1

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	Éléments 6	2001-2002	2000-2001
		(000 $)		
Transfert	287 124,8	141 860,5	**428 985,3**	453 527,1
	287 124,8	141 860,5	**428 985,3**	453 527,1

Affaires municipales et Métropole

Programme 4
Administration générale

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Direction	5 375,3	-	-	**5 375,3**	3 928,0
2. Gestion	39 378,1	1 790,0	5 279,9	**42 868,0**	38 975,8
	44 753,4	1 790,0	5 279,9	**48 243,3**	42 903,8
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				**9,6**	9,6
Crédits à voter				**48 233,7**	42 894,2

Ce programme regroupe la direction du Ministère. Il englobe également la planification, la direction et la coordination des ressources nécessaires à la gestion des différents programmes du Ministère et à l'élaboration des politiques. En outre, il permet d'assurer une représentation au sein des diverses régions du Québec dans la mise en oeuvre des orientations et des politiques ministérielles et gouvernementales.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2001-2002	2000-2001
	1	2		
			(000 $)	
Rémunération	2 575,4	27 503,2	**30 078,6**	28 318,8
Fonctionnement	1 934,8	11 574,9	**13 509,7**	11 800,0
Transfert	865,1	300,0	**1 165,1**	1 115,1
	5 375,3	39 378,1	**44 753,4**	41 233,9
Effectif total	27	466	**493**	491
Budget d'investissements				
Immobilisations	-	5 279,9	**5 279,9**	2 975,0
	-	5 279,9	**5 279,9**	2 975,0

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Affaires municipales et Métropole

Programme 5
Commission municipale du Québec

Élément	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédit
			(000 $)		
1. Commission municipale du Québec	2 784,4	43,3	10,0	**2 751,1**	2 273,4
Crédits à voter				**2 751,1**	2 273,4

Ce programme permet d'agir auprès des municipalités en matière d'organisation territoriale, de régulation technique, de tutelle et d'adjudication.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2001-2002	2000-2001
		(000 $)		
Rémunération	1 762,7		**1 762,7**	1 670,0
Fonctionnement	1 021,7		**1 021,7**	636,7
	2 784,4		**2 784,4**	2 306,7
Effectif total	25		**25**	27
Budget d'investissements				
Immobilisations	10,0		**10,0**	10,0
	10,0		**10,0**	10,0

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Affaires municipales et Métropole

Programme 6
Habitation

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	**Crédits**	Crédits
			(000 $)		
1. Société d'habitation du Québec	248 508,5	-	-	**248 508,5**	300 803,6
2. Immobilière SHQ	750,0	-	-	**750,0**	1 772,3
	249 258,5	-	-	**249 258,5**	302 575,9
Crédits à voter				**249 258,5**	302 575,9

Ce programme vise à faciliter, aux citoyens du Québec, l'accès à des conditions adéquates de logement tenant compte de leur capacité financière, de la diversité de leurs besoins et de la conjoncture économique et sociodémographique, à promouvoir l'amélioration des conditions générales de l'habitat au Québec et à favoriser le développement et la reconnaissance du savoir-faire québécois en habitation.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	**Éléments**		2001-2002	2000-2001
	1	2		
		(000 $)		
Transfert	248 508,5	750,0	**249 258,5**	302 575,9
	248 508,5	750,0	**249 258,5**	302 575,9

Affaires municipales et Métropole

Programme 7
Régie du logement

Élément	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Régie du logement	13 744,0	236,0	140,0	**13 648,0**	13 088,3
Crédits à voter				**13 648,0**	13 088,3

Ce programme permet de renseigner les locataires et les propriétaires sur leurs droits et obligations résultant du bail d'un logement, de créer un climat propice à la conciliation et de trancher par décision les différends qui persistent.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Élément 1	2001-2002	2000-2001
	(000 $)		
Rémunération	10 437,7	**10 437,7**	10 074,5
Fonctionnement	3 306,3	**3 306,3**	3 170,4
	13 744,0	**13 744,0**	13 244,9
Effectif total	225	**225**	225
Budget d'investissements			
Immobilisations	140,0	**140,0**	100,0
	140,0	**140,0**	100,0

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Affaires municipales et Métropole

Crédits affectés à un fonds spécial

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Promotion et développement de la Métropole		
Fonds de développement régional	1 960,0	1 960,0
Programme 2 - Réseaux d'aqueduc et d'égout, assainissement des eaux et infrastructures		
Fonds spécial de financement des activités locales	-	197 314,2
Total	1 960,0	199 274,2

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Capital	-	88 207,5
Intérêt	-	109 106,7
Support	1 960,0	1 960,0
Total	1 960,0	199 274,2

Affaires municipales et Métropole

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Programme 1 - Promotion et développement de la Métropole		
Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	18 541,8	18 541,8
Conversion de la tour du Stade olympique	-	20 000,0
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	13 944,1	13 944,1
Fonds de développement de la Métropole	25 300,0	37 400,0
Société du Palais des congrès de Montréal	16 248,7	16 248,7
Total du programme 1	74 034,6	106 134,6
Programme 2 - Réseaux d'aqueduc et d'égout, assainissement des eaux et infrastructures		
Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques	10 206,9	11 000,6
Assainissement des eaux du Québec	529 241,3	113 744,4
Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	1 784,9	2 469,8
Eaux vives du Québec	12 213,8	3 345,4
Infrastructures Canada-Québec	74 343,0	72 354,8
Infrastructures municipales en milieu nordique	1 124,0	622,3
Total du programme 2	628 913,9	203 537,3
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités		
Compensation financière pour les équipements antipollution	10 000,0	10 000,0
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	3 191,1	4 334,7
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	225 009,2	239 558,7
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	17 912,1	17 889,5
Financement des services municipaux nordiques	6 385,4	6 284,8
Mesures financières du pacte fiscal	141 860,5	155 100,0
Programme d'aide aux municipalités régionales de comté	6 000,0	6 000,0
Programme de neutralité	2 737,4	1 422,0
Regroupement municipal	8 759,1	8 759,1
Subvention à l'Administration régionale Kativik	2 983,7	2 808,7
Autres crédits de transfert	4 146,8	1 369,6
Total du programme 3	428 985,3	453 527,1
Programme 4 - Administration générale		
Autres crédits de transfert	1 165,1	1 115,1
Programme 6 - Habitation		
Aide à l'amélioration de l'habitat	28 386,0	44 328,3
Aide au logement social	193 613,5	231 429,4
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	700,0	700,0
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	25 809,0	24 345,9
Immobilière SHQ	750,0	1 772,3
Total du programme 6	249 258,5	302 575,9
Total du portefeuille	1 382 357,4	1 066 890,0

Affaires municipales et Métropole

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises	16 555,4	35 759,2
Entreprises et organismes d'État	42 807,7	42 366,9
Municipalités	1 064 791,9	672 619,3
Organismes à but non lucratif	121 288,2	185 188,3
Personnes	136 914,2	150 956,3
Total du portefeuille	1 382 357,4	1 066 890,0

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	25 765,0	25 092,2
Fonctionnement	9 676,6	9 490,3
Capital	265 143,4	190 888,7
Intérêt	474 255,5	149 110,8
Support	607 516,9	692 308,0
Total du portefeuille	1 382 357,4	1 066 890,0

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Programmes	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	2001-2002 Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Formation, recherche et développement technologique	34 575,8	-	2 323,0	**36 898,8**	35 819,6
2. Financière agricole du Québec	300 000,0	-	-	**300 000,0**	403 909,5
3. Aide aux entreprises agroalimentaires	181 666,0	-	501,0	**182 167,0**	176 038,9
4. Appui réglementaire	40 035,9	128,6	2 339,9	**42 247,2**	40 744,6
5. Gestion interne et soutien	50 700,7	5 016,5	4 374,8	**50 059,0**	47 102,3
6. Développement des pêches et de l'aquiculture	20 173,8	-	1 045,1	**21 218,9**	19 245,5
	627 152,2	5 145,1	10 583,8	**632 590,9**	722 860,4
Moins : Crédits permanents				**77,6**	119,8
Crédits à voter				**632 513,3**	722 740,6

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**118 531,2**	114 108,4
Fonctionnement	**40 428,1**	39 457,2
Transfert	**467 942,9**	565 643,3
Créances douteuses et autres	**250,0**	260,0
Total	**627 152,2**	719 468,9
Effectif des programmes	**2 162**	2 162
Effectif total	**2 162**	2 162
Budget d'investissements		
Immobilisations	**10 583,8**	7 836,6
Total	**10 583,8**	7 836,6

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Programme 1
Formation, recherche et développement technologique

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Recherche et développement technologique	15 977,7	-	251,0	**16 228,7**	15 294,3
2. Formation bioalimentaire	18 598,1	-	2 072,0	**20 670,1**	20 525,3
	34 575,8	-	2 323,0	**36 898,8**	35 819,6
Crédits à voter				**36 898,8**	35 819,6

Ce programme vise à développer le potentiel et améliorer les performances technologiques reliées à la production, à la transformation et à la conservation des produits agroalimentaires tout en respectant l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes en agriculture.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	Éléments 2	2001-2002	2000-2001
		(000 $)		
Rémunération	8 488,2	14 230,8	**22 719,0**	22 927,7
Fonctionnement	1 080,1	3 095,3	**4 175,4**	4 289,5
Transfert	6 409,4	1 272,0	**7 681,4**	6 490,3
	15 977,7	18 598,1	**34 575,8**	33 707,5
Effectif total	174	285	**459**	468
Budget d'investissements				
Immobilisations	251,0	2 072,0	**2 323,0**	2 112,1
	251,0	2 072,0	**2 323,0**	2 112,1

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Programme 2
Financière agricole du Québec

Élément	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	**Crédits**	Crédits
			(000 $)		
1. Financière agricole du Québec	300 000,0	-	-	**300 000,0**	403 909,5
Moins : Crédits permanents					
Loi sur la Société de financement agricole, (L.R.Q., c. S-11.0101)					
Élément 1				-	32,2
Loi sur l'administration financière, (2000, c.15)					
Élément 1				-	10,0
Crédits à voter				**300 000,0**	403 867,3

Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat, à compenser les pertes de rendement dans les récoltes et à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles selon certaines modalités.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	**Élément**		**2001-2002**	**2000-2001**
	1			
		(000 $)		
Transfert	300 000,0		**300 000,0**	403 899,5
Créances douteuses et autres	-		-	10,0
	300 000,0		**300 000,0**	403 909,5

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Programme 3
Aide aux entreprises agroalimentaires

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Appui financier	143 634,7	-	-	**143 634,7**	139 626,7
2. Appui professionnel et technique	38 031,3	-	501,0	**38 532,3**	36 412,2
	181 666,0	-	501,0	**182 167,0**	176 038,9
Crédits à voter				**182 167,0**	176 038,9

Ce programme vise à améliorer la compétitivité des entreprises ainsi qu'à promouvoir le développement des marchés internes et externes.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	2001-2002	2000-2001
		(000 $)		
Rémunération	-	33 757,4	**33 757,4**	31 915,4
Fonctionnement	-	4 273,9	**4 273,9**	4 213,9
Transfert	143 634,7	-	**143 634,7**	139 626,7
	143 634,7	38 031,3	**181 666,0**	175 756,0
Effectif total	-	684	**684**	673
Budget d'investissements				
Immobilisations	-	501,0	**501,0**	282,9
	-	501,0	**501,0**	282,9

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Programme 4
Appui réglementaire

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Contrôle de la qualité des produits	28 983,7	-	1 756,1	**30 739,8**	29 449,8
2. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	3 194,4	-	20,8	**3 215,2**	3 154,5
3. Commission de protection du territoire agricole du Québec	7 857,8	128,6	563,0	**8 292,2**	8 140,3
	40 035,9	128,6	2 339,9	**42 247,2**	40 744,6
Crédits à voter*				**42 247,2**	40 744,6

Ce programme vise à assurer des produits de qualité aux consommateurs, à favoriser la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et à préserver la vocation des sols arables.

* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	2001-2002	2000-2001
			(000 $)		
Rémunération	19 952,9	2 488,3	6 224,0	**28 665,2**	27 686,5
Fonctionnement	4 597,0	706,1	1 633,8	**6 936,9**	6 411,9
Transfert	4 433,8	-	-	**4 433,8**	4 433,8
	28 983,7	3 194,4	7 857,8	40 035,9	38 532,2
Effectif total	441	43	107	**591**	596
Budget d'investissements					
Immobilisations	1 756,1	20,8	563,0	**2 339,9**	2 341,0
	1 756,1	20,8	563,0	**2 339,9**	2 341,0

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit des éléments 2 et 3 de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3% du montant de ce crédit, excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance. De plus, dans le cadre d'une entente de gestion à intervenir entre le ministre responsable et le Conseil du trésor, le solde du crédit à l'élément 1 excluant sa partie « transfert » peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence d'un montant de 1 500 000 $.

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Programme 5
Gestion interne et soutien

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	**Crédits**	Crédits
			(000 $)		
1. Direction	5 890,7	-	29,0	**5 919,7**	5 199,8
2. Soutien administratif	44 810,0	5 016,5	4 345,8	**44 139,3**	41 902,5
	50 700,7	5 016,5	4 374,8	**50 059,0**	47 102,3
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				**9,6**	9,6
Loi sur l'administration financière, (2000, c.15)					
Élément 2				**68,0**	68,0
Crédits à voter				**49 981,4**	47 024,7

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles essentielles à la gestion des programmes du Ministère.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2001-2002	2000-2001
	1	2		
		(000 $)		
Rémunération	4 884,6	22 023,0	**26 907,6**	25 538,0
Fonctionnement	1 006,1	22 537,0	**23 543,1**	23 064,2
Créances douteuses et autres	-	250,0	**250,0**	250,0
	5 890,7	44 810,0	**50 700,7**	48 852,2
Effectif total	67	231	**298**	299
Budget d'investissements				
Immobilisations	29,0	4 345,8	**4 374,8**	2 566,6
	29,0	4 345,8	**4 374,8**	2 566,6

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Programme 6
Développement des pêches et de l'aquiculture

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	**Crédits**	Crédits
			(000 $)		
1. Planification et recherche	7 019,2	-	955,1	**7 974,3**	6 105,2
2. Contribution à la pêche, l'aquiculture et la transformation	13 154,6	-	90,0	**13 244,6**	13 140,3
	20 173,8	-	1 045,1	**21 218,9**	19 245,5
Crédits à voter				**21 218,9**	19 245,5

Ce programme vise à orienter le développement des pêches et de l'aquiculture et à fournir aux entreprises une aide financière, des services et des équipements d'appui aptes à améliorer le rendement du secteur.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	**Éléments**		2001-2002	2000-2001
	1	2		
		(000 $)		
Rémunération	4 480,4	2 001,6	**6 482,0**	6 040,8
Fonctionnement	1 038,8	460,0	**1 498,8**	1 477,7
Transfert	1 500,0	10 693,0	**12 193,0**	11 193,0
	7 019,2	13 154,6	**20 173,8**	18 711,5
Effectif total	89	41	**130**	126
Budget d'investissements				
Immobilisations	955,1	90,0	**1 045,1**	534,0
	955,1	90,0	**1 045,1**	534,0

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Crédit au net

	2001-2002 (000 $)
Programme 4 - Appui réglementaire	
Dépenses du programme (excluant amortissement)	39 907,3
Moins: revenus associés au crédit au net	7 400,0
Crédit au net	32 507,3

Ce crédit au net, octroyé dans le cadre d'une entente de gestion à intervenir entre le ministre responsable et le Conseil du trésor, concerne les activités du secteur de la qualité des aliments et de la santé animale à la Direction générale de l'alimentation. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de l'émission des permis (excluant les permis touristiques) pour un montant de 7 000 000 $ et des services offerts par le Laboratoire de pathologie animale pour un montant de 400 000 $.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, le crédit de ce programme augmente d'un montant équivalent à la hausse des revenus qui excèdent 400 000 $ dans le cas du Laboratoire de pathologie animale et à 20 % des revenus qui excèdent 7 000 000 $ dans le cas des permis émis (excluant les permis touristiques).

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Formation, recherche et développement technologique		
Formation d'exploitants agricoles	897,0	897,0
Organismes de recherche	3 427,7	2 933,6
Recherche universitaire	2 981,7	2 384,7
Autres crédits de transfert	375,0	275,0
Total du programme 1	7 681,4	6 490,3
Programme 2 - Financière agricole du Québec		
Financière agricole du Québec	300 000,0	403 899,5
Programme 3 - Aide aux entreprises agroalimentaires		
Appui au développement en région	12 752,5	12 049,5
Associations et organismes agricoles	2 977,0	2 877,0
Prime-Vert	42 052,5	34 252,5
Programme d'analyse des troupeaux laitiers	1 500,0	1 500,0
Secteur bioalimentaire : gestion des entreprises et développement de nouveaux produits	6 343,6	5 213,6
Services vétérinaires	12 000,0	12 650,0
Taxes municipales et scolaires : remboursement partiel	64 500,0	69 600,0
Autres crédits de transfert	1 509,1	1 484,1
Total du programme 3	143 634,7	139 626,7
Programme 4 - Appui réglementaire		
Inspection des aliments	4 433,8	4 433,8
Programme 6 - Développement des pêches et de l'aquiculture		
Appui financier à la pêche commerciale	4 350,0	2 354,7
Associations du secteur des pêches	588,0	465,0
Pêches maritimes : consolidation et développement des entreprises	5 755,0	7 963,3
Soutien financier à la recherche et au développement	1 500,0	410,0
Total du programme 6	12 193,0	11 193,0
Total du portefeuille	467 942,9	565 643,3

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises	405 424,7	512 829,0
Entreprises et organismes d'État	46 301,0	38 878,2
Institutions d'enseignement	3 878,7	3 281,7
Municipalités	4 433,8	4 433,8
Organismes à but non lucratif	7 904,7	6 220,6
Total du portefeuille	467 942,9	565 643,3

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	35 847,0	29 899,8
Fonctionnement	10 454,0	8 978,4
Capital	43 356,1	35 556,1
Support	378 285,8	491 209,0
Total du portefeuille	**467 942,9**	565 643,3

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Programmes	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	2001-2002 Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Secrétariat du Conseil du trésor	56 310,8	141,0	11,0	**56 180,8**	55 660,4
2. Fonctions gouvernementales	90 463,1	-	-	**90 463,1**	96 553,1
3. Commission de la fonction publique	2 538,5	20,0	18,0	**2 536,5**	2 102,9
4. Régimes de retraite et d'assurances	291 133,5	-	-	**291 133,5**	269 009,3
5. Fonds de suppléance	117 657,5	-	300 000,0	**417 657,5**	490 725,6
	558 103,4	161,0	300 029,0	**857 971,4**	914 051,3
Moins : Crédits permanents				**286 781,0**	264 691,6
Crédits à voter				**571 190,4**	649 359,7

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**374 359,3**	355 741,4
Fonctionnement	**132 136,6**	202 584,3
Affectation à un fonds spécial	**24 791,4**	26 769,7
Transfert	**26 816,1**	25 980,3
Total	**558 103,4**	611 075,7
Effectif des programmes	**764**	756
Effectif des fonds spéciaux	**932**	932
Effectif total	**1 696**	1 688
Budget d'investissements		
Immobilisations	**18,0**	23,5
Prêts, Placements et Avances	**300 011,0**	304 499,5
Total	**300 029,0**	304 523,0

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Programme 1
Secrétariat du Conseil du trésor

Élément	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Secrétariat du Conseil du trésor	56 310,8	141,0	11,0	**56 180,8**	55 660,4
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				**9,6**	9,6
Crédits à voter				**56 171,2**	55 650,8

Ce programme regroupe les crédits visant à établir des politiques générales de gestion des ressources humaines, à assurer l'encadrement normatif et réglementaire concernant l'acquisition des biens et services, à assurer la mise en oeuvre de l'inforoute gouvernementale, à déterminer l'allocation des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles conformément aux priorités du gouvernement et à veiller à ce que les ministères et les organismes les utilisent efficacement dans l'exécution de leurs programmes. On y retrouve également les crédits visant à fournir divers services aux ministères et organismes.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Élément 1	2001-2002	2000-2001
	(000 $)		
Rémunération	40 915,3	**40 915,3**	39 721,2
Fonctionnement	13 754,1	**13 754,1**	15 457,4
Affectation à un fonds spécial	1 511,4	**1 511,4**	1 809,7
Transfert	130,0	**130,0**	195,0
	56 310,8	**56 310,8**	57 183,3
Effectif total	645	**645**	637
Budget d'investissements			
Prêts, Placements et Avances	11,0	**11,0**	11,0
	11,0	**11,0**	11,0

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Programme 2
Fonctions gouvernementales

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Soutien au développement de l'employabilité	9 507,5	-	-	**9 507,5**	15 260,7
2. Coordination et soutien à la gestion des ressources	8 168,0	-	-	**8 168,0**	3 194,8
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés à l'inforoute gouvernementale*	6 000,0	-	-	**6 000,0**	6 000,0
4. Contributions du gouvernement à titre d'employeur	43 507,6	-	-	**43 507,6**	47 137,6
5. Fonds relatif à la tempête de verglas	11 680,0	-	-	**11 680,0**	12 350,0

Suite à la page 3 - 4

Ce programme regroupe les crédits reliés aux fonctions centrales se rapportant au développement de l'employabilité, de même qu'à la coordination et au soutien à la gestion des ressources, particulièrement les ressources humaines. Ce programme pourvoit également au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées suite au verglas de janvier 1998 et aux pluies diluviennes de juillet 1996. On y retrouve également la provision de crédits permettant d'augmenter tout crédit d'un ministère ou organisme pour appuyer la réalisation de projets visant la mise en oeuvre de l'inforoute gouvernementale.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	4	5	Sous-total
			(000 $)			
Rémunération	9 503,0	7 706,1	-	43 507,6	-	60 716,7
Fonctionnement	4,5	461,9	-	-	-	466,4
Affectation à un fonds spécial	-	-	-	-	11 680,0	11 680,0
Transfert	-	-	6 000,0	-	-	6 000,0
	9 507,5	8 168,0	6 000,0	43 507,6	11 680,0	78 863,1
Effectif total	48	38	-	-	-	86

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Programme 2 (suite)

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
6. Fonds d'assistance financière aux régions sinistrées	11 600,0	-	-	**11 600,0**	12 610,0
	90 463,1	-	-	**90 463,1**	96 553,1
Crédits à voter				**90 463,1**	96 553,1

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	Éléments 6	2001-2002	2000-2001
		(000 $)		
Rémunération	60 716,7	-	**60 716,7**	64 871,7
Fonctionnement	466,4	-	**466,4**	721,4
Affectation à un fonds spécial	11 680,0	11 600,0	**23 280,0**	24 960,0
Transfert	6 000,0	-	**6 000,0**	6 000,0
	78 863,1	11 600,0	**90 463,1**	96 553,1
Effectif total	86	-	**86**	87

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit des éléments 1 et 2 de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance ou par des virements en provenance des autres éléments du même programme.

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Programme 3
Commission de la fonction publique

Élément	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Commission de la fonction publique	2 538,5	20,0	18,0	**2 536,5**	2 102,9
Crédits à voter				**2 536,5**	2 102,9

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par les fonctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et des règlements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation, de produire des études, de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celui-ci décide de soustraire un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Élément 1	2001-2002	2000-2001
	(000 $)		
Rémunération	2 179,9	**2 179,9**	1 824,5
Fonctionnement	358,6	**358,6**	268,4
	2 538,5	**2 538,5**	2 092,9
Effectif total	33	**33**	32
Budget d'investissements			
Immobilisations	18,0	**18,0**	23,5
	18,0	**18,0**	23,5

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Programme 4
Régimes de retraite et d'assurances

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Régime de retraite des fonctionnaires	37 169,0	-	-	**37 169,0**	31 419,0
2. Régime de retraite de certains enseignants	17 393,0	-	-	**17 393,0**	16 527,0
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	201 432,4	-	-	**201 432,4**	183 521,0
4. Assurance collective sur la vie des employés publics	4 374,1	-	-	**4 374,1**	4 339,3
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels	5 961,0	-	-	**5 961,0**	5 830,0
6. Régime de retraite des juges	6 561,0	-	-	**6 561,0**	7 803,0

Suite à la page 3 - 7

Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments						Sous-total
	1	2	3	4	5	6	
			(000 $)				
Rémunération	37 169,0	-	201 432,4	1 081,0	5 961,0	6 561,0	252 204,4
Transfert	-	17 393,0	-	3 293,1	-	-	20 686,1
	37 169,0	17 393,0	201 432,4	4 374,1	5 961,0	6 561,0	272 890,5

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Programme 4 (suite)

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec	18 243,0	-	-	**18 243,0**	19 570,0
	291 133,5	-	-	**291 133,5**	269 009,3
Moins : Crédits permanents					
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12) Élément 1				**37 169,0**	31 419,0
Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1) Élément 2				**17 393,0**	16 527,0
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10) Élément 3				**201 432,4**	183 521,0
Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte, (L.Q. 1970, c. 6) Élément 4				**12,0**	12,0
Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2) Élément 5				**5 961,0**	5 830,0
Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16) Élément 6				**6 561,0**	7 803,0
Loi sur la police, (2000, chapitre 12) Élément 7				**18 243,0**	19 570,0
Crédits à voter				**4 362,1**	4 327,3

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	Éléments 7	2001-2002	2000-2001
		(000 $)		
Rémunération	252 204,4	18 243,0	**270 447,4**	249 224,0
Transfert	20 686,1	-	**20 686,1**	19 785,3
	272 890,5	18 243,0	**291 133,5**	269 009,3

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Programme 5
Fonds de suppléance

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	**Crédits**	Crédits
			(000 $)		
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté*	117 457,5	-	-	**117 457,5**	186 137,1
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération*	100,0	-	-	**100,0**	100,0
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'année financière 2001-2002*	-	-	300 000,0	**300 000,0**	304 488,5
4. Provision pour réallouer, avec l'approbation du Conseil du trésor, toute partie de crédit applicable à des activités devant être transférées d'un portefeuille à un autre pour donner suite à la réorganisation gouvernementale annoncée le 8 mars 2001*	100,0	-	-	**100,0**	-
	117 657,5	-	300 000,0	**417 657,5**	490 725,6
Crédits à voter				**417 657,5**	490 725,6

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux. Il vise également à combler temporairement des manques de liquidités des ministères et organismes.

* Tous les montants remboursés au présent crédit peuvent être utilisés à nouveau pour les mêmes fins, le tout aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	**Éléments**				**2001-2002**	**2000-2001**
	1	2	3	4		
			(000 $)			
Rémunération	-	100,0	-	-	**100,0**	100,0
Fonctionnement	117 457,5	-	-	100,0	**117 557,5**	186 137,1
	117 457,5	100,0	-	100,0	**117 657,5**	186 237,1
Budget d'investissements						
Prêts, Placements et Avances	-	-	300 000,0	-	**300 000,0**	304 488,5
	-	-	300 000,0	-	**300 000,0**	304 488,5

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Crédits affectés à un fonds spécial

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor		
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor	**1 511,4**	1 809,7
Fonds des services gouvernementaux	**-**	-
Total du programme 1	**1 511,4**	1 809,7
Programme 2 - Fonctions gouvernementales		
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées	**11 600,0**	12 610,0
Fonds relatif à la tempête de verglas	**11 680,0**	12 350,0
Total du programme 2	**23 280,0**	24 960,0
Total	**24 791,4**	26 769,7
Effectif total	**932**	932

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Fonctionnement	**18 840,0**	19 720,0
Capital	**1 276,4**	1 524,7
Intérêt	**175,0**	225,0
Support	**4 500,0**	5 300,0
Total	**24 791,4**	26 769,7

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor		
Autres crédits de transfert	**130,0**	195,0
Programme 2 - Fonctions gouvernementales		
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés à l'Inforoute gouvernementale	**6 000,0**	6 000,0
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances		
Assurance collective sur la vie des employés publics	**3 293,1**	3 258,3
Régime de retraite de certains enseignants	**17 393,0**	16 527,0
Total du programme 4	**20 686,1**	19 785,3
Total du portefeuille	**26 816,1**	25 980,3

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises et organismes d'État	**6 000,0**	6 000,0
Établissements de santé et de services sociaux	**1 426,1**	1 391,3
Institutions d'enseignement	**19 260,0**	18 394,0
Organismes à but non lucratif	**130,0**	195,0
Total du portefeuille	**26 816,1**	25 980,3

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	**20 686,1**	19 785,3
Support	**6 130,0**	6 195,0
Total du portefeuille	**26 816,1**	25 980,3

Conseil exécutif

Programmes	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	2001-2002 Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	938,7	-	-	**938,7**	929,4
2. Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif	28 457,5	504,6	180,0	**28 132,9**	27 668,6
3. Affaires intergouvernementales canadiennes	9 946,9	110,8	150,2	**9 986,3**	9 772,3
4. Affaires autochtones	22 279,2	43,2	16,8	**22 252,8**	16 006,5
5. Jeunesse	9 468,3	13,9	25,1	**9 479,5**	7 878,4
	71 090,6	672,5	372,1	**70 790,2**	62 255,2
Moins : Crédits permanents				**1 076,3**	1 076,3
Crédits à voter				**69 713,9**	61 178,9

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**26 703,2**	25 896,6
Fonctionnement	**19 808,4**	20 183,1
Transfert	**24 579,0**	16 475,9
Total	**71 090,6**	62 555,6
Effectif des programmes	**382**	381
Effectif total	**382**	381
Budget d'investissements		
Immobilisations	**265,6**	265,6
Prêts, Placements et Avances	**106,5**	106,5
Total	**372,1**	372,1

Conseil exécutif

Programme 1
Cabinet du lieutenant-gouverneur

Élément	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	938,7	-	-	**938,7**	929,4
Crédits à voter				**938,7**	929,4

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Élément	2001-2002	2000-2001
	1		
	(000 $)		
Rémunération	382,7	**382,7**	373,4
Fonctionnement	556,0	**556,0**	556,0
	938,7	**938,7**	929,4

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Conseil exécutif

Programme 2
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Cabinet du premier ministre	4 220,0	-	-	**4 220,0**	4 141,6
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	13 486,0	-	-	**13 486,0**	13 231,3
3. Direction générale de l'administration	9 684,8	504,6	180,0	**9 360,2**	9 229,0
4. Indemnités de l'exécutif	1 066,7	-	-	**1 066,7**	1 066,7
	28 457,5	504,6	180,0	**28 132,9**	27 668,6
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				**9,6**	9,6
Élément 4				**1 066,7**	1 066,7
Crédits à voter				**27 056,6**	26 592,3

Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	4	2001-2002	2000-2001
			(000 $)			
Rémunération	3 214,1	7 826,6	3 887,4	1 066,7	**15 994,8**	15 530,5
Fonctionnement	561,4	4 809,4	5 797,4	-	**11 168,2**	11 168,2
Transfert	444,5	850,0	-	-	**1 294,5**	1 294,5
	4 220,0	13 486,0	9 684,8	1 066,7	**28 457,5**	27 993,2
Effectif total	-	151	49	-	**200**	193
Budget d'investissements						
Immobilisations	-	-	173,5	-	**173,5**	173,5
Prêts, Placements et Avances	-	-	6,5	-	**6,5**	6,5
	-	-	180,0	-	**180,0**	180,0

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Conseil exécutif

Programme 3
Affaires intergouvernementales canadiennes

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Cabinet du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes	823,4	10,2	3,0	**816,2**	805,9
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	5 355,9	100,6	147,2	**5 402,5**	5 311,5
3. Représentation du Québec au Canada	2 008,7	-	-	**2 008,7**	2 086,0
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	1 758,9	-	-	**1 758,9**	1 568,9
	9 946,9	110,8	150,2	**9 986,3**	9 772,3
Crédits à voter				**9 986,3**	9 772,3

Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec dans ses rapports avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces du Canada.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	4	2001-2002	2000-2001
			(000 $)			
Rémunération	441,6	4 106,7	1 167,1	-	**5 715,4**	5 494,8
Fonctionnement	309,1	1 249,2	841,6	155,0	**2 554,9**	2 751,5
Transfert	72,7	-	-	1 603,9	**1 676,6**	1 486,6
	823,4	5 355,9	2 008,7	1 758,9	**9 946,9**	9 732,9
Effectif total	-	70	25	-	**95**	95
Budget d'investissements						
Immobilisations	3,0	47,2	-	-	**50,2**	50,2
Prêts, Placements et Avances	-	100,0	-	-	**100,0**	100,0
	3,0	147,2	-	-	**150,2**	150,2

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Conseil exécutif

Programme 4
Affaires autochtones

Élément	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Secrétariat aux affaires autochtones	22 279,2	43,2	16,8	**22 252,8**	16 006,5
Crédits à voter				**22 252,8**	16 006,5

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Élément 1	2001-2002	2000-2001
	(000 $)		
Rémunération	2 515,5	**2 515,5**	2 454,2
Fonctionnement	1 563,7	**1 563,7**	1 718,0
Transfert	18 200,0	**18 200,0**	11 860,7
	22 279,2	**22 279,2**	16 032,9
Effectif total	45	**45**	45
Budget d'investissements			
Immobilisations	16,8	**16,8**	16,8
	16,8	**16,8**	16,8

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Conseil exécutif

Programme 5
Jeunesse

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Secrétariat à la jeunesse	8 753,1	13,9	9,1	**8 748,3**	7 161,1
2. Conseil permanent de la jeunesse	715,2	-	16,0	**731,2**	717,3
	9 468,3	13,9	25,1	**9 479,5**	7 878,4
Crédits à voter				**9 479,5**	7 878,4

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et des initiatives en matière de jeunesse et à exercer le suivi des engagements pris lors du Sommet du Québec et de la jeunesse ainsi que ceux pris en matière d'économie sociale lors du Sommet sur l'économie et l'emploi.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2001-2002	2000-2001
	1	2		
		(000 $)		
Rémunération	1 571,8	523,0	**2 094,8**	2 043,7
Fonctionnement	3 773,4	192,2	**3 965,6**	3 989,4
Transfert	3 407,9	-	**3 407,9**	1 834,1
	8 753,1	715,2	**9 468,3**	7 867,2
Effectif total	32	10	**42**	48
Budget d'investissements				
Immobilisations	9,1	16,0	**25,1**	25,1
	9,1	16,0	**25,1**	25,1

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Conseil exécutif

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif		
Mission gouvernementale auprès de l'ÉNAP	150,0	150,0
Autres crédits de transfert	1 144,5	1 144,5
Total du programme 2	1 294,5	1 294,5
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes		
Activités de coopération intergouvernementale	354,3	314,3
Organismes francophones hors-Québec	1 249,6	1 099,6
Autres crédits de transfert	72,7	72,7
Total du programme 3	1 676,6	1 486,6
Programme 4 - Affaires autochtones		
Fonds de développement pour les autochtones	17 000,0	10 815,0
Organismes autochtones	1 200,0	1 045,7
Total du programme 4	18 200,0	11 860,7
Programme 5 - Jeunesse		
Autres crédits de transfert	3 407,9	1 834,1
Total du portefeuille	24 579,0	16 475,9

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises	3 400,0	1 600,0
Entreprises et organismes d'État	949,3	949,3
Institutions d'enseignement	255,0	215,0
Organismes à but non lucratif	19 974,7	13 711,6
Total du portefeuille	24 579,0	16 475,9

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Support	24 579,0	16 475,9
Total du portefeuille	24 579,0	16 475,9

Culture et Communications

Programmes	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels	73 501,2	1 150,3	2 019,3	**74 370,2**	69 761,9
2. Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	382 117,5	-	-	**382 117,5**	436 287,0
3. Charte de la langue française	24 240,2	446,9	135,0	**23 928,3**	22 578,9
	479 858,9	1 597,2	2 154,3	**480 416,0**	528 627,8
Moins : Crédits permanents				**2 122,7**	4 464,4
Crédits à voter				**478 293,3**	524 163,4

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**61 190,9**	58 156,1
Fonctionnement	**35 813,0**	34 266,9
Transfert	**382 058,5**	436 021,2
Créances douteuses et autres	**796,5**	796,5
Total	**479 858,9**	529 240,7
Effectif des programmes	**1 024**	1 018
Effectif total	**1 024**	1 018
Budget d'investissements		
Immobilisations	**2 154,3**	854,3
Total	**2 154,3**	854,3

Culture et Communications

Programme 1
Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Gestion interne et soutien	41 693,6	1 150,3	1 643,0	**42 186,3**	39 040,7
2. Archives nationales du Québec	12 265,0	-	243,0	**12 508,0**	12 095,4
3. Centre de conservation du Québec	2 117,0	-	43,8	**2 160,8**	1 947,6
4. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	17 003,4	-	89,5	**17 092,9**	16 264,3
5. Commission des biens culturels du Québec	422,2	-	-	**422,2**	413,9
	73 501,2	1 150,3	2 019,3	**74 370,2**	69 761,9
Moins : Crédits permanents Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) Élément 1				**9,6**	9,6
Crédits à voter				**74 360,6**	69 752,3

Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but de favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique, à assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires. Enfin, par l'action de la Commission des biens culturels, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	4	5	2001-2002	2000-2001
			(000 $)				
Rémunération	28 163,7	5 364,5	1 212,5	11 116,1	251,0	**46 107,8**	43 870,9
Fonctionnement	13 529,9	6 900,5	904,5	5 887,3	171,2	**27 393,4**	26 192,0
	41 693,6	12 265,0	2 117,0	17 003,4	422,2	**73 501,2**	70 062,9
Effectif total	398	119	23	194	4	**738**	738
Budget d'investissements							
Immobilisations	1 643,0	243,0	43,8	89,5	-	**2 019,3**	719,3
	1 643,0	243,0	43,8	89,5	-	**2 019,3**	719,3

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Culture et Communications

Programme 2
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	**Crédits**	Crédits
			(000 $)		
1. Action culturelle et communications	130 478,8	-	-	**130 478,8**	174 290,3
2. Musées nationaux	62 375,7	-	-	**62 375,7**	64 162,2
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	23 589,2	-	-	**23 589,2**	24 770,7
4. Société de développement des entreprises culturelles	39 146,7	-	-	**39 146,7**	42 142,1
5. Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	466,9	-	-	**466,9**	374,1
6. Société de télédiffusion du Québec	53 856,6	-	-	**53 856,6**	54 230,6

Suite à la page 5 - 4

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes: assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; appuyer la réalisation de projets visant la mise en oeuvre de la politique de l'autoroute de l'information; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; assurer la reconnaissance des associations d'artistes et celles de producteurs et encadrer les relations de travail dans les domaines concernés; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments						Sous-total
	1	2	3	4	5	6	
			(000 $)				
Transfert	130 478,8	62 375,7	23 589,2	38 350,2	466,9	53 856,6	309 117,4
Créances douteuses et autres	-	-	-	796,5	-	-	796,5
	130 478,8	62 375,7	23 589,2	39 146,7	466,9	53 856,6	309 913,9

Culture et Communications

Programme 2 (suite)

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	**Crédits**	Crédits
			(000 $)		
7. Conseil des arts et des lettres du Québec	50 407,9	-	-	**50 407,9**	60 934,5
8. Grande bibliothèque du Québec	11 076,5	-	-	**11 076,5**	4 779,1
9. Bibliothèque nationale du Québec	10 719,2	-	-	**10 719,2**	10 603,4
	382 117,5	-	-	**382 117,5**	436 287,0
Moins : Crédits permanents					
Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal, (L.R.Q., c. S-11.03) Élément 3				**2 113,1**	4 454,8
Crédits à voter				**380 004,4**	431 832,2

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	Éléments 7	8	9	2001-2002	2000-2001
			(000 $)			
Transfert	309 117,4	50 407,9	11 076,5	10 719,2	**381 321,0**	435 490,5
Créances douteuses et autres	796,5	-	-	-	**796,5**	796,5
	309 913,9	50 407,9	11 076,5	10 719,2	**382 117,5**	436 287,0

Culture et Communications

Programme 3
Charte de la langue française

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Coordination de la politique linguistique	2 169,4	11,7	5,0	**2 162,7**	1 536,5
2. Office de la langue française	16 333,9	400,0	91,0	**16 024,9**	15 579,6
3. Conseil de la langue française	1 917,5	20,5	9,0	**1 906,0**	1 871,5
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française*	2 026,0	-	-	**2 026,0**	2 000,0
5. Commission de protection de la langue française	1 793,4	14,7	30,0	**1 808,7**	1 591,3
	24 240,2	446,9	135,0	**23 928,3**	22 578,9
Crédits à voter				**23 928,3**	22 578,9

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activités. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments					2001-2002	2000-2001
	1	2	3	4	5		
			(000 $)				
Rémunération	672,6	11 846,4	1 154,5	-	1 409,6	**15 083,1**	14 285,2
Fonctionnement	1 013,2	4 243,7	752,9	2 026,0	383,8	**8 419,6**	8 074,9
Transfert	483,6	243,8	10,1	-	-	**737,5**	530,7
	2 169,4	16 333,9	1 917,5	2 026,0	1 793,4	**24 240,2**	22 890,8
Effectif total	7	231	21	-	27	**286**	280
Budget d'investissements							
Immobilisations	5,0	91,0	9,0	-	30,0	**135,0**	135,0
	5,0	91,0	9,0	-	30,0	**135,0**	135,0

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Culture et Communications

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État		
Aide aux institutions muséales	**15 107,5**	19 921,7
Autoroute de l'information	**8 675,0**	10 100,0
Bibliothèque nationale du Québec	**10 719,2**	10 603,4
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	**466,9**	374,1
Concertation régionale et locale	**3 569,0**	3 250,1
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	**4 444,4**	4 371,0
Coopération et développement international	**1 895,5**	4 915,2
Culture scientifique et technique , Loisir culturel et scientifique	**3 196,7**	3 196,7
Développement des communications	**2 777,7**	2 777,7
Diffusion des arts	**4 988,5**	4 988,5
Événements majeurs et intervenants nationaux	**1 726,7**	1 701,7
Formation professionnelle et développement de la main-d'oeuvre	**4 729,0**	4 729,0
Grande bibliothèque du Québec	**11 076,5**	4 779,1
Lecture et livre	**18 733,7**	32 973,5
Musée d'Art contemporain de Montréal	**8 335,2**	8 272,9
Musée de la Civilisation	**21 298,3**	20 571,7
Musée des Beaux-Arts de Montréal	**17 275,5**	19 895,4
Musée du Québec	**15 466,7**	15 422,2
Programmes d'aide aux arts et aux lettres administrés par le Conseil des arts et des lettres du Québec	**45 963,5**	56 563,5
Programmes de soutien aux entreprises culturelles oeuvrant dans le domaine du livre, du disque et du spectacle administrés par la SODEC	**9 316,2**	14 390,2
Sensibilisation et formation des jeunes	**3 190,5**	3 690,5
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	**5 368,4**	5 289,8
Société de la Place des Arts de Montréal	**18 718,1**	20 089,6
Société de télédiffusion du Québec	**53 856,6**	54 230,6
Société du Grand Théâtre de Québec	**4 871,1**	4 681,1
Soutien à la mise en valeur du patrimoine	**15 855,5**	11 730,6
Soutien aux équipements culturels	**39 701,9**	66 266,6
Soutien, promotion du cinéma et production télévisuelle administrés par la SODEC	**23 665,6**	21 665,6
Autres crédits de transfert	**6 331,6**	4 048,5
Total du programme 2	**381 321,0**	435 490,5
Programme 3 - Charte de la langue française		
Promotion et diffusion de la langue française	**727,4**	520,7
Autres crédits de transfert	**10,1**	10,0
Total du programme 3	**737,5**	530,7
Total du portefeuille	**382 058,5**	436 021,2

Culture et Communications

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises	**40 870,1**	45 888,8
Entreprises et organismes d'État	**154 621,4**	148 685,5
Institutions d'enseignement	**618,5**	418,5
Municipalités	**38 575,5**	51 866,0
Organismes à but non lucratif	**139 065,1**	181 254,6
Personnes	**8 307,9**	7 907,8
Total du portefeuille	**382 058,5**	436 021,2

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	**72 423,7**	70 856,3
Fonctionnement	**60 290,3**	57 453,3
Capital	**41 359,2**	70 786,3
Intérêt	**52 233,8**	46 359,8
Support	**155 751,5**	190 565,5
Total du portefeuille	**382 058,5**	436 021,2

Éducation

Programmes	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Administration et consultation	109 227,1	3 268,7	10 561,2	**116 519,6**	108 677,2
2. Formation en tourisme et hôtellerie	16 106,5	-	-	**16 106,5**	16 815,3
3. Aide financière aux études	352 753,8	719,7	173 317,5	**525 351,6**	470 516,8
4. Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	6 397 262,8	-	-	**6 397 262,8**	6 111 425,7
5. Enseignement supérieur	3 222 251,0	-	-	**3 222 251,0**	3 080 781,8
6. Régimes de retraite	537 196,0	-	-	**537 196,0**	513 120,1
	10 634 797,2	3 988,4	183 878,7	**10 814 687,5**	10 301 336,9
Moins : Crédits permanents				**599 839,6**	566 344,7
Crédits à voter				**10 214 847,9**	9 734 992,2

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**76 152,4**	73 002,7
Fonctionnement	**42 613,4**	41 588,2
Transfert	**10 438 081,4**	9 907 304,4
Créances douteuses et autres	**77 950,0**	78 200,0
Total	**10 634 797,2**	10 100 095,3
Effectif des programmes	**1 396**	1 389
Effectif total	**1 396**	1 389
Budget d'investissements		
Immobilisations	**20 878,7**	11 575,6
Prêts, Placements et Avances	**163 000,0**	193 780,0
Total	**183 878,7**	205 355,6

Éducation

Programme 1
Administration et consultation

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Direction	12 273,3	126,0	114,5	**12 261,8**	11 854,0
2. Services à la gestion	27 819,6	218,8	182,0	**27 782,8**	27 312,7
3. Administration de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire	28 991,5	556,6	490,8	**28 925,7**	27 860,0
4. Administration de l'enseignement supérieur	8 403,0	106,2	70,0	**8 366,8**	8 431,5
5. Administration de la formation professionnelle et technique	5 580,0	73,3	55,0	**5 561,7**	5 619,3
6. Planification, recherche et technologie de l'information	21 925,6	2 142,1	9 613,9	**29 397,4**	23 505,8

Suite à la page **6 - 3**

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère, sauf celui de l'aide financière aux études, et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'éducation.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	4	5	6	Sous-total
			(000 $)				
Rémunération	6 746,8	11 226,7	22 791,1	7 437,2	4 879,5	11 011,8	64 093,1
Fonctionnement	2 940,6	16 592,9	5 870,4	965,8	700,5	10 913,8	37 984,0
Transfert	2 585,9	-	330,0	-	-	-	2 915,9
	12 273,3	27 819,6	28 991,5	8 403,0	5 580,0	21 925,6	104 993,0
Effectif total	108	98	470	126	98	235	1 135
Budget d'investissements							
Immobilisations	114,5	182,0	490,8	70,0	55,0	9 613,9	10 526,2
	114,5	182,0	490,8	70,0	55,0	9 613,9	10 526,2

Éducation

Programme 1 (suite)

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
7. Conseil supérieur de l'éducation	2 267,5	10,5	15,0	**2 272,0**	2 176,6
8. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	1 966,6	35,2	20,0	**1 951,4**	1 917,3
	109 227,1	3 268,7	10 561,2	**116 519,6**	108 677,2
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				**9,6**	9,6
Crédits à voter				**116 510,0**	108 667,6

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	Éléments 7	Éléments 8	2001-2002	2000-2001
			(000 $)		
Rémunération	64 093,1	1 602,1	1 467,5	**67 162,7**	65 012,8
Fonctionnement	37 984,0	665,4	499,1	**39 148,5**	38 361,7
Transfert	2 915,9	-	-	**2 915,9**	2 915,9
	104 993,0	2 267,5	1 966,6	**109 227,1**	106 290,4
Effectif total	1 135	32	28	**1 195**	1 195
Budget d'investissements					
Immobilisations	10 526,2	15,0	20,0	**10 561,2**	5 881,5
	10 526,2	15,0	20,0	**10 561,2**	5 881,5

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Éducation

Programme 2
Formation en tourisme et hôtellerie

Élément	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	16 106,5	-	-	**16 106,5**	16 815,3
Crédits à voter				**16 106,5**	16 815,3

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle et technique dans le domaine de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il soutient également la recherche et fournit de l'aide technique et des services dans ces domaines.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Élément 1	2001-2002	2000-2001
		(000 $)	
Transfert	16 106,5	**16 106,5**	16 815,3
	16 106,5	**16 106,5**	16 815,3

Éducation

Programme 3
Aide financière aux études

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	**Crédits**	Crédits
			(000 $)		
1. Bourses consécutives aux prêts	170 687,9	-	-	**170 687,9**	135 959,1
2. Intérêts et remboursements aux banques	162 836,0	-	163 000,0	**325 836,0**	311 534,9
3. Autres bourses	6 775,3	-	-	**6 775,3**	6 731,6
4. Administration de l'aide financière aux études	12 454,6	719,7	10 317,5	**22 052,4**	16 291,2
	352 753,8	719,7	173 317,5	**525 351,6**	470 516,8
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'administration financière, (2000, c.15)					
Élément 2				**62 634,0**	53 215,0
Crédits à voter				**462 717,6**	417 301,8

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études supérieures et à la formation secondaire professionnelle en fournissant un soutien financier aux étudiants qui en ont besoin.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments				2001-2002	2000-2001
	1	2	3	4		
			(000 $)			
Rémunération	-	-	-	8 989,7	**8 989,7**	7 989,9
Fonctionnement	-	-	-	3 464,9	**3 464,9**	3 226,5
Transfert	170 687,9	84 886,0	6 775,3	-	**262 349,2**	224 845,6
Créances douteuses et autres	-	77 950,0	-	-	**77 950,0**	78 200,0
	170 687,9	162 836,0	6 775,3	12 454,6	**352 753,8**	314 262,0
Effectif total	-	-	-	201	**201**	194
Budget d'investissements						
Immobilisations	-	-	-	10 317,5	**10 317,5**	5 694,1
Prêts, Placements et Avances	-	163 000,0	-	-	**163 000,0**	151 180,0
	-	163 000,0	-	10 317,5	**173 317,5**	156 874,1

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de l'élément 4 de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance ou par des virements en provenance des autres éléments du même programme.

Éducation

Programme 4
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Commissions scolaires	4 978 202,4	-	-	**4 978 202,4**	4 766 341,3
2. Commissions scolaires à statut particulier	142 220,9	-	-	**142 220,9**	147 435,0
3. Service de la dette des commissions scolaires	540 616,7	-	-	**540 616,7**	497 608,8
4. Enseignement privé	307 298,7	-	-	**307 298,7**	295 041,8
5. Soutien à des partenaires en éducation	37 319,4	-	-	**37 319,4**	33 507,3

Suite à la page 6 - 7

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves de ces niveaux les services d'enseignement et de soutien à l'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux institutions privées et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les ressources financières attribuées pour le transport scolaire.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	4	5	Sous-total
			(000 $)			
Transfert	4 978 202,4	142 220,9	540 616,7	307 298,7	37 319,4	6 005 658,1
	4 978 202,4	142 220,9	540 616,7	307 298,7	37 319,4	6 005 658,1
Budget d'investissements						
Prêts, Placements et Avances	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-

Éducation

Programme 4 (suite)

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
6. Aide au transport scolaire	391 604,7	-	-	**391 604,7**	371 491,5
	6 397 262,8	-	-	**6 397 262,8**	6 111 425,7
Crédits à voter				**6 397 262,8**	6 111 425,7

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	Éléments 6	2001-2002	2000-2001
		(000 $)		
Transfert	6 005 658,1	391 604,7	**6 397 262,8**	6 068 825,7
	6 005 658,1	391 604,7	**6 397 262,8**	6 068 825,7
Budget d'investissements				
Prêts, Placements et Avances	-	-	-	42 600,0
	-	-	-	42 600,0

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde du crédit qui n'aura pas été utilisé à l'élément 3 peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de cette partie du crédit.

Éducation

Programme 5
Enseignement supérieur

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	**Crédits**	Crédits
			(000 $)		
1. Cégeps	1 146 388,1	-	-	**1 146 388,1**	1 112 059,8
2. Universités	1 539 391,7	-	-	**1 539 391,7**	1 443 942,3
3. Enseignement privé au collégial	77 175,2	-	-	**77 175,2**	74 344,5
4. Service de la dette des cégeps	196 393,5	-	-	**196 393,5**	188 872,6
5. Service de la dette des universités	256 628,0	-	-	**256 628,0**	256 613,1

Suite à la page 6 - 9

Ce programme vise à rendre accessibles aux étudiants de ce niveau les services d'enseignement et de soutien à l'enseignement en fournissant aux établissements publics et privés les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement. De plus, ce programme vise à fournir les ressources financières nécessaires au soutien de la recherche universitaire.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	4	5	Sous-total
			(000 $)			
Transfert	1 146 388,1	1 539 391,7	77 175,2	196 393,5	256 628,0	3 215 976,5
	1 146 388,1	1 539 391,7	77 175,2	196 393,5	256 628,0	3 215 976,5

Éducation

Programme 5 (suite)

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
6. Soutien à des partenaires en éducation	6 274,5	-	-	**6 274,5**	4 949,5
	3 222 251,0	-	-	**3 222 251,0**	3 080 781,8
Crédits à voter				**3 222 251,0**	3 080 781,8

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	Éléments 6	2001-2002	2000-2001
		(000 $)		
Transfert	3 215 976,5	6 274,5	**3 222 251,0**	3 080 781,8
	3 215 976,5	6 274,5	**3 222 251,0**	3 080 781,8

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde du crédit qui n'aura pas été utilisé aux éléments 4 et 5 peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de cette partie du crédit.

Programme 6
Régimes de retraite

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Régime de retraite des enseignants	108 095,0	-	-	**108 095,0**	106 430,0
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	429 101,0	-	-	**429 101,0**	406 690,1
	537 196,0	-	-	**537 196,0**	513 120,1
Moins : Crédits permanents					
Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11) Élément 1				**108 095,0**	106 430,0
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10) Élément 2				**429 101,0**	406 690,1
Crédits à voter				-	-

Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement au régime de retraite des enseignants et au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics applicables au personnel des réseaux.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2001-2002	2000-2001
	1	2		
		(000 $)		
Transfert	108 095,0	429 101,0	**537 196,0**	513 120,1
	108 095,0	429 101,0	**537 196,0**	513 120,1

Éducation

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Programme 1 - Administration et consultation		
Autres crédits de transfert	2 915,9	2 915,9
Programme 2 - Formation en tourisme et hôtellerie		
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	16 106,5	16 815,3
Programme 3 - Aide financière aux études		
Bourses consécutives aux prêts	170 687,9	135 959,1
Intérêts et remboursements aux banques	84 886,0	82 154,9
Autres crédits de transfert	6 775,3	6 731,6
Total du programme 3	262 349,2	224 845,6
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire		
Comités patronaux de négociation	6 747,6	6 724,6
Éducation populaire	19 584,1	15 877,7
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	5 120 423,3	4 869 119,6
Enseignement privé	307 298,7	295 041,8
Investissements des commissions scolaires à statut particulier	-	2 056,7
Service de la dette des commissions scolaires	540 616,7	497 608,8
Transport scolaire	391 604,7	371 491,5
Autres crédits de transfert	10 987,7	10 905,0
Total du programme 4	6 397 262,8	6 068 825,7
Programme 5 - Enseignement supérieur		
Cégeps	1 146 388,1	1 112 059,8
Enseignement privé au collégial	77 175,2	74 344,5
Service de la dette des cégeps	196 393,5	188 872,6
Service de la dette des universités	256 628,0	256 613,1
Universités	1 539 391,7	1 443 942,3
Autres crédits de transfert	6 274,5	4 949,5
Total du programme 5	3 222 251,0	3 080 781,8
Programme 6 - Régimes de retraite		
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	429 101,0	406 690,1
Régime de retraite des enseignants	108 095,0	106 430,0
Total du programme 6	537 196,0	513 120,1
Total du portefeuille	10 438 081,4	9 907 304,4

Éducation

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises et organismes d'État	**14 306,5**	15 015,3
Institutions d'enseignement	**10 126 233,6**	9 637 305,8
Organismes à but non lucratif	**35 192,1**	30 137,7
Personnes	**262 349,2**	224 845,6
Total du portefeuille	**10 438 081,4**	9 907 304,4

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	**7 887 207,5**	7 537 052,3
Fonctionnement	**819 493,3**	750 065,5
Capital	**365 177,9**	331 368,4
Intérêt	**666 039,0**	651 657,5
Support	**700 163,7**	637 160,7
Total du portefeuille	**10 438 081,4**	9 907 304,4

Emploi et Solidarité sociale

Programmes	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	2001-2002 Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Mesures d'aide à l'emploi	961 464,9	-	-	**961 464,9**	979 806,1
2. Mesures d'aide financière	2 753 974,5	-	103,0	**2 754 077,5**	2 931 948,3
3. Soutien à la gestion	198 157,2	1 141,6	1 173,2	**198 188,8**	198 086,8
	3 913 596,6	1 141,6	1 276,2	**3 913 731,2**	4 109 841,2
Moins : Crédits permanents				**34 819,2**	34 819,2
Crédits à voter				**3 878 912,0**	4 075 022,0

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**195 216,4**	193 575,1
Fonctionnement	**133 953,2**	138 279,1
Affectation à un fonds spécial	**1 008 103,8**	1 022 197,4
Transfert	**2 541 523,2**	2 720 855,0
Créances douteuses et autres	**34 800,0**	34 800,0
Total	**3 913 596,6**	4 109 706,6
Effectif des programmes	**3 614**	3 615
Effectif des fonds spéciaux	**2 767**	2 768
Effectif total	**6 381**	6 383
Budget d'investissements		
Immobilisations	**1 176,2**	1 176,2
Prêts, Placements et Avances	**100,0**	100,0
Total	**1 276,2**	1 276,2

Emploi et Solidarité sociale

Programme 1
Mesures d'aide à l'emploi

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	**Crédits**	Crédits
			(000 $)		
1. Emploi-Québec	957 233,3	-	-	**957 233,3**	975 907,5
2. Politiques d'emploi	2 453,6	-	-	**2 453,6**	2 120,6
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi*	1 778,0	-	-	**1 778,0**	1 778,0
	961 464,9	-	-	**961 464,9**	979 806,1
Crédits à voter				**961 464,9**	979 806,1

Ce programme vise à pourvoir au financement d'Emploi-Québec et de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement de la main-d'oeuvre et la Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'oeuvre. Il vise également le développement des politiques d'emploi.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	2001-2002	2000-2001
			(000 $)		
Rémunération	-	2 017,6	-	**2 017,6**	1 898,3
Fonctionnement	-	436,0	-	**436,0**	222,3
Affectation à un fonds spécial	957 233,3	-	-	**957 233,3**	975 907,5
Transfert	-	-	1 778,0	**1 778,0**	1 778,0
	957 233,3	2 453,6	1 778,0	**961 464,9**	979 806,1
Effectif total	-	37	-	**37**	37

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de l'élément 2 de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance ou par des virements en provenance des autres éléments du même programme.

Emploi et Solidarité sociale

Programme 2
Mesures d'aide financière

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Gestion du réseau de la sécurité du revenu	184 652,5	-	-	**184 652,5**	182 227,6
2. Politiques de sécurité du revenu	4 775,3	-	3,0	**4 778,3**	4 507,5
3. Assistance-emploi	2 463 097,1	-	100,0	**2 463 197,1**	2 640 117,2
4. Gestion du dénuement	29 000,0	-	-	**29 000,0**	29 000,0
5. Aide aux parents pour leurs revenus de travail	38 053,3	-	-	**38 053,3**	41 783,8
6. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	17 496,3	-	-	**17 496,3**	17 412,2

Suite à la page 7 - 4

Ce programme vise à rendre accessibles à tous les citoyens et citoyennes, qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau de la sécurité du revenu et celui de la ville de Montréal. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Également, ce programme verse à des personnes à faible revenu, ayant des enfants à charge, un supplément basé sur le revenu de travail, afin de les inciter à demeurer ou à entrer sur le marché du travail. De plus, le programme accorde à l'Office de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Enfin, il vise le développement des politiques de sécurité du revenu.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	4	5	6	Sous-total
			(000 $)				
Rémunération	126 639,7	4 022,8	-	-	-	-	130 662,5
Fonctionnement	57 012,8	752,5	-	-	-	-	57 765,3
Transfert	1 000,0	-	2 428 297,1	29 000,0	38 053,3	17 496,3	2 513 846,7
Créances douteuses et autres	-	-	34 800,0	-	-	-	34 800,0
	184 652,5	4 775,3	2 463 097,1	29 000,0	38 053,3	17 496,3	2 737 074,5
Effectif total	2 617	74	-	-	-	-	2 691
Budget d'investissements							
Immobilisations	-	3,0	-	-	-	-	3,0
Prêts, Placements et Avances	-	-	100,0	-	-	-	100,0
	-	3,0	100,0	-	-	-	103,0

Emploi et Solidarité sociale

Programme 2 (suite)

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	**Crédits**	Crédits
			(000 $)		
7. Allocations de maternité	7 300,0	-	-	**7 300,0**	7 300,0
8. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi*	9 600,0	-	-	**9 600,0**	9 600,0
	2 753 974,5	-	103,0	**2 754 077,5**	2 931 948,3
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'administration financière, (2000, c.15) Élément 3				**34 800,0**	34 800,0
Crédits à voter**				**2 719 277,5**	2 897 148,3

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

** Tel qu'indiqué à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille, les crédits à voter à ce programme comprennent également des montants pour des dépenses imputables à l'année financière 2002-2003.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	**Sous-total**	**Éléments** 7	8	**2001-2002**	**2000-2001**
			(000 $)		
Rémunération	130 662,5	-	-	**130 662,5**	132 019,9
Fonctionnement	57 765,3	-	-	**57 765,3**	54 712,2
Transfert	2 513 846,7	7 300,0	9 600,0	**2 530 746,7**	2 710 313,2
Créances douteuses et autres	34 800,0	-	-	**34 800,0**	34 800,0
	2 737 074,5	7 300,0	9 600,0	**2 753 974,5**	2 931 845,3
Effectif total	2 691	-	-	**2 691**	2 712
Budget d'investissements					
Immobilisations	3,0	-	-	**3,0**	3,0
Prêts, Placements et Avances	100,0	-	-	**100,0**	100,0
	103,0	-	-	**103,0**	103,0

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

F2

Emploi et Solidarité sociale

Programme 3
Soutien à la gestion

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Direction	30 887,3	-	11,9	**30 899,2**	28 329,0
2. Soutien à la gestion	161 030,6	1 141,6	1 161,3	**161 050,3**	163 113,3
3. Centre de recouvrement	6 239,3	-	-	**6 239,3**	6 644,5
	198 157,2	1 141,6	1 173,2	**198 188,8**	198 086,8
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				**19,2**	19,2
Crédits à voter*				**198 169,6**	198 067,6

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes.

* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments			2001-2002	2000-2001
	1	2	3		
			(000 $)		
Rémunération	17 104,7	39 674,5	5 757,1	**62 536,3**	59 656,9
Fonctionnement	4 784,1	70 485,6	482,2	**75 751,9**	83 344,6
Affectation à un fonds spécial	-	50 870,5	-	**50 870,5**	46 289,9
Transfert	8 998,5	-	-	**8 998,5**	8 763,8
	30 887,3	161 030,6	6 239,3	**198 157,2**	198 055,2
Effectif total	339	435	113	**886**	866
Budget d'investissements					
Immobilisations	11,9	1 161,3	-	**1 173,2**	1 173,2
	11,9	1 161,3	-	**1 173,2**	1 173,2

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit des éléments 1 et 2 de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3% du montant de ce crédit, excluant sa partie «transfert» et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance. De plus, dans le cadre d'une entente de gestion à intervenir entre le ministre responsable et le Conseil du trésor, le solde non utilisé du crédit à l'élément 3 « Centre de recouvrement » peut être reporté en 2002-2003, jusqu'à concurrence d'un montant de 1 000 000 $.

Emploi et Solidarité sociale

Crédit au net

	2001-2002 (000 $)
Programme 3 - Soutien à la gestion	
Dépenses du programme (excluant amortissement)	197 015,6
Moins: revenus associés au crédit au net	7 000,0
Crédit au net	190 015,6

Ce crédit au net, octroyé dans le cadre d'une entente de gestion à intervenir entre le ministre responsable et le Conseil du trésor, concerne les activités du Centre de recouvrement dont la mission est de recouvrer les comptes à recevoir du ministère en matière de sécurité du revenu. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent des sommes recouvrées pour les garants défaillants et les créances radiées.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation de revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent au tiers des revenus qui excèdent 7 000 000 $.

Emploi et Solidarité sociale

Crédits portant sur des dépenses imputables à l'année financière 2002-2003

	2002-2003 (000 $)
Budget de dépenses	
Programme 2 - Mesures d'aide financière	
Élément 3 - Assistance-emploi	
Transfert	275 000,0
Élément 4 - Gestion du dénuement	
Transfert	3 000,0
Élément 5 - Aide aux parents pour leurs revenus de travail	
Transfert	5 000,0
Élément 6 - Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	
Transfert	4 000,0
Total	287 000,0

Ces crédits ont pour objet de permettre le versement, au plus tard le 31 mars 2002, de prestations imputables à l'exercice financier 2002-2003.

Emploi et Solidarité sociale

Crédits affectés à un fonds spécial

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi		
Fonds de développement du marché du travail	**957 233,3**	975 907,5
Fonds national de formation de la main-d'oeuvre	**-**	-
Total du programme 1	**957 233,3**	975 907,5
Programme 2 - Mesures d'aide financière		
Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail	**-**	-
Fonds des technologies de l'information du ministère de la Solidarité sociale	**-**	-
Total du programme 2	**-**	-
Programme 3 - Soutien à la gestion		
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	**-**	-
Fonds des technologies de l'information du ministère de la Solidarité sociale	**50 870,5**	46 289,9
Total du programme 3	**50 870,5**	46 289,9
Total	**1 008 103,8**	1 022 197,4
Effectif total	**2 767**	2 768

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	**153 822,0**	146 995,3
Fonctionnement	**16 979,7**	16 998,4
Capital	**46 156,5**	41 919,1
Intérêt	**4 400,8**	4 200,8
Support	**786 744,8**	812 083,8
Total	**1 008 103,8**	1 022 197,4

Emploi et Solidarité sociale

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi		
Autres crédits de transfert	1 778,0	1 778,0
Programme 2 - Mesures d'aide financière		
Aide aux parents pour leurs revenus de travail	38 053,3	41 783,8
Allocations de maternité	7 300,0	7 300,0
Assistance-emploi	2 438 897,1	2 614 617,2
Gestion du dénuement	29 000,0	29 000,0
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	17 496,3	17 412,2
Total du programme 2	2 530 746,7	2 710 313,2
Programme 3 - Soutien à la gestion		
Tribunal administratif du Québec	8 548,5	8 313,8
Autres crédits de transfert	450,0	450,0
Total du programme 3	8 998,5	8 763,8
Total du portefeuille	2 541 523,2	2 720 855,0

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises	4 800,0	4 800,0
Entreprises et organismes d'État	9 640,9	9 352,1
Municipalités	500,0	500,0
Organismes à but non lucratif	7 528,0	6 528,0
Personnes	2 519 054,3	2 699 674,9
Total du portefeuille	2 541 523,2	2 720 855,0

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	7 917,7	7 628,9
Fonctionnement	1 636,6	1 636,6
Capital	86,6	86,6
Support	2 531 882,3	2 711 502,9
Total du portefeuille	2 541 523,2	2 720 855,0

Environnement

Programmes	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	2001-2002 Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Protection de l'environnement	161 198,0	6 138,6	10 230,3	**165 289,7**	141 048,7
2. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	4 476,6	49,6	20,4	**4 447,4**	4 353,8
3. Développement de la Capitale nationale	28 303,1	-	-	**28 303,1**	43 353,1
4. Régie des installations olympiques	-	-	-		42 675,7
	193 977,7	6 188,2	10 250,7	**198 040,2**	231 431,3
Moins : Crédits permanents				**34,6**	34,6
Crédits à voter				**198 005,6**	231 396,7

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**101 233,7**	87 005,4
Fonctionnement	**41 724,0**	43 216,2
Transfert	**50 995,0**	99 827,2
Créances douteuses et autres	**25,0**	25,0
Total	**193 977,7**	230 073,8
Effectif des programmes	**1 788**	1 788
Effectif total	**1 788**	1 788
Budget d'investissements		
Immobilisations	**10 250,7**	7 470,7
Total	**10 250,7**	7 470,7

Environnement

Programme 1
Protection de l'environnement

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Politiques environnementales et développement durable	20 940,6	-	1 644,3	**22 584,9**	16 614,8
2. Évaluations environnementales et coordination	15 852,5	-	88,0	**15 940,5**	14 765,2
3. Protection et restauration de l'environnement	69 305,9	-	6 124,3	**75 430,2**	60 124,0
4. Direction	6 437,8	-	37,4	**6 475,2**	6 111,5
5. Services à la gestion	48 661,2	6 138,6	2 336,3	**44 858,9**	43 433,2
	161 198,0	6 138,6	10 230,3	**165 289,7**	141 048,7
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 4				**9,6**	9,6
Loi sur l'administration financière, (2000, c.15)					
Élément 5				**25,0**	25,0
Crédits à voter*				**165 255,1**	141 014,1

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et programmes ayant comme objectif de contrôler et de réduire la pollution.

* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments					2001-2002	2000-2001
	1	2	3	4	5		
			(000 $)				
Rémunération	13 945,3	8 499,9	49 897,6	5 170,8	19 567,7	**97 081,3**	83 784,6
Fonctionnement	1 531,9	1 225,8	7 678,1	995,5	29 068,5	**40 499,8**	42 041,0
Transfert	5 463,4	6 126,8	11 730,2	271,5	-	**23 591,9**	13 798,4
Créances douteuses et autres	-	-	-	-	25,0	**25,0**	25,0
	20 940,6	15 852,5	69 305,9	6 437,8	48 661,2	**161 198,0**	139 649,0
Effectif total	265	175	985	100	197	**1 722**	1 722
Budget d'investissements							
Immobilisations	1 644,3	88,0	6 124,3	37,4	2 336,3	**10 230,3**	7 450,3
	1 644,3	88,0	6 124,3	37,4	2 336,3	**10 230,3**	7 450,3

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit des éléments 1, 2, 4 et 5 de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3% du montant de ce crédit, excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance. De plus, dans le cadre d'une entente de gestion à intervenir entre le ministre responsable et le Conseil du trésor concernant le Centre d'expertise hydrique du Québec, le solde non utilisé du crédit à l'élément 3 excluant sa partie « transfert » peut être reporté en 2002-2003, jusqu'à concurrence d'un montant de 2 500 000 $.

Environnement

Programme 2
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Élément	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	4 476,6	49,6	20,4	**4 447,4**	4 353,8
Crédits à voter				**4 447,4**	4 353,8

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement intervient principalement dans le cadre du processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement par la tenue de séances de consultation et d'information de la population.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Élément 1	2001-2002	2000-2001
	(000 $)		
Rémunération	3 502,4	**3 502,4**	3 220,8
Fonctionnement	974,2	**974,2**	1 175,2
	4 476,6	**4 476,6**	4 396,0
Effectif total	66	**66**	66
Budget d'investissements			
Immobilisations	20,4	**20,4**	20,4
	20,4	**20,4**	20,4

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Environnement

Programme 3
Développement de la Capitale nationale*

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Commission de la Capitale nationale du Québec	12 199,4	-	-	**12 199,4**	18 599 4
2. Soutien au développement de la région de la Capitale nationale	16 103,7	-	-	**16 103,7**	24 753,7
	28 303,1	-	-	**28 303,1**	43 353,1
Crédits à voter				**28 303,1**	43 353,1

Ce programme vise le soutien et la promotion de la région de la Capitale nationale en renforçant le rôle de Québec comme Capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, ainsi qu'en appuyant le développement et la diversification de ses assises économiques.

* Depuis le 8 mars 2001, l'administration de ce programme incombe au ministre de la Justice et ministre responsable de la région de la Capitale nationale.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2001-2002	2000-2001
	1	2		
		(000 $)		
Rémunération	-	650,0	**650,0**	-
Fonctionnement	-	250,0	**250,0**	-
Transfert	12 199,4	15 203,7	**27 403,1**	43 353,1
	12 199,4	16 103,7	**28 303,1**	43 353,1

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Environnement

Programme 4
Régie des installations olympiques

Élément	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Régie des installations olympiques	-	-	-	-	42 675,7
Crédits à voter				-	42 675,7

Ce programme vise à assurer le fonctionnement de la Régie des installations olympiques. La Régie est responsable de l'entretien et de l'exploitation des installations olympiques.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Élément	2001-2002	2000-2001
	1		
		(000 $)	
Transfert	-	-	42 675,7
	-	-	42 675,7

Environnement

Crédit au net

	2001-2002 (000 $)
Programme 1 - Protection de l'environnement	
Dépenses du programme (excluant amortissement)	155 059,4
Moins: revenus associés au crédit au net	350,0
Crédit au net	154 709,4

Ce crédit au net, octroyé dans le cadre d'une entente de gestion à intervenir entre le ministre responsable et le Conseil du trésor, concerne les activités du Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec dont la mission est de garantir la disponibilité, la qualité et la continuité de l'expertise ainsi que de l'information analytique pour les besoins de protection de l'environnement et de la conservation des ressources. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la tarification des services d'accréditation et d'agréments rendus par le Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec dans le cadre de l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement et de ses règlements.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation de revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 350 000 $, jusqu'à concurrence de 100 000 $.

Environnement

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Protection de l'environnement		
Assainissement de l'air	1 662,4	1 759,4
Programme de réhabilitation des terrains contaminés de Québec et Montréal	7 961,5	3 074,5
Programme de réhabilitation des terrains contaminés des autres villes	2 965,5	1 722,5
Programme de soutien aux entreprises communautaires dans le domaine de la gestion des matières résiduelles	3 000,0	3 000,0
Saint-Laurent Vision 2000	731,0	780,0
Soutien aux instances municipales - plans de gestion des matières résiduelles	1 050,0	-
Soutien aux organismes oeuvrant en environnement	2 295,0	1 995,0
Soutien de gestion environnementale en milieu agricole	2 000,0	-
Subventions de recherche et de développement en environnement	500,0	500,0
Autres crédits de transfert	1 426,5	967,0
Total du programme 1	23 591,9	13 798,4
Programme 3 - Développement de la Capitale nationale		
Commission de la Capitale nationale du Québec	12 199,4	18 599,4
Fonds de développement touristique de la région de Québec	2 000,0	2 000,0
Fonds de diversification de l'économie de la capitale	12 000,0	21 300,0
Soutien pour le rayonnement de la Capitale nationale	953,7	953,7
Autres crédits de transfert	250,0	500,0
Total du programme 3	27 403,1	43 353,1
Programme 4 - Régie des installations olympiques		
Régie des installations olympiques	-	42 675,7
Total du portefeuille	50 995,0	99 827,2

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises	2 000,0	-
Entreprises et organismes d'État	7 442,2	56 510,9
Municipalités	18 639,4	11 556,4
Organismes à but non lucratif	22 913,4	31 759,9
Total du portefeuille	50 995,0	99 827,2

Environnement

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	-	3 915,3
Fonctionnement	250,0	6 305,9
Capital	10 176,7	9 045,6
Intérêt	750,3	682,0
Support	39 818,0	79 878,4
Total du portefeuille	50 995,0	99 827,2

Famille, Enfance et Condition féminine

Programmes	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	2001-2002 Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Planification, recherche et administration	40 208,9	2 239,6	3 402,0	**41 371,3**	34 795,7
2. Services à la famille et à l'enfance	1 024 438,6	-	-	**1 024 438,6**	847 292,0
3. Prestations familiales	603 890,0	-	-	**603 890,0**	665 630,0
4. Organismes-conseils	2 019,9	-	2,0	**2 021,9**	1 830,6
5. Condition féminine	7 092,4	45,0	25,0	**7 072,4**	6 975,1
	1 677 649,8	2 284,6	3 429,0	**1 678 794,2**	1 556 523,4
Moins : Crédits permanents				**9,6**	9,6
Crédits à voter				**1 678 784,6**	1 556 513,8

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**29 812,1**	25 033,9
Fonctionnement	**16 553,9**	15 535,4
Transfert	**1 631 283,8**	1 515 452,2
Total	**1 677 649,8**	1 556 021,5
Effectif des programmes	**545**	514
Effectif total	**545**	514
Budget d'investissements		
Immobilisations	**3 427,0**	1 988,5
Prêts, Placements et Avances	**2,0**	2,0
Total	**3 429,0**	1 990,5

Famille, Enfance et Condition féminine

Programme 1
Planification, recherche et administration

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Direction, planification, recherche et services à la gestion	25 068,1	2 239,6	3 402,0	**26 230,5**	22 009,2
2. Administration des services de garde et autres services à la famille et à l'enfance	15 140,8	-	-	**15 140,8**	12 786,5
	40 208,9	2 239,6	3 402,0	**41 371,3**	34 795,7
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				**9,6**	9,6
Crédits à voter				**41 361,7**	34 786,1

Ce programme vise à assurer d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles et des enfants en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux et, d'autre part, l'administration et le développement des services de garde éducatifs et autres services à la famille et à l'enfance. Ce programme inclut également les coûts administratifs du Ministère.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2001-2002	2000-2001
	1	2		
		(000 $)		
Rémunération	10 817,6	13 031,8	**23 849,4**	19 303,3
Fonctionnement	12 375,5	2 109,0	**14 484,5**	13 538,6
Transfert	1 875,0	-	**1 875,0**	1 450,0
	25 068,1	15 140,8	**40 208,9**	34 291,9
Effectif total	181	257	**438**	408
Budget d'investissements				
Immobilisations	3 400,0	-	**3 400,0**	1 979,7
Prêts, Placements et Avances	2,0	-	**2,0**	2,0
	3 402,0	-	**3 402,0**	1 981,7

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Famille, Enfance et Condition féminine

Programme 2
Services à la famille et à l'enfance

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	1 020 438,6	-	-	**1 020 438,6**	843 592,5
2. Soutien financier aux organismes familiaux et communautaires	4 000,0	-	-	**4 000,0**	3 699,5
	1 024 438,6	-	-	**1 024 438,6**	847 292,0
Crédits à voter**				**1 024 438,6**	847 292,0

Ce programme vise d'une part, à développer et à favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité et d'autre part, à soutenir financièrement les associations et les regroupements de services de garde ainsi que les organismes familiaux et communautaires ayant des intérêts en matière de famille et d'enfance.

** Tel qu'indiqué à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille, les crédits à voter à ce programme comprennent également des montants pour des dépenses imputables à l'année financière 2002-2003.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2001-2002	2000-2001
	1	2		
		(000 $)		
Transfert	1 020 438,6	4 000,0	**1 024 438,6**	847 292,0
	1 020 438,6	4 000,0	**1 024 438,6**	847 292,0

Famille, Enfance et Condition féminine

Programme 3
Prestations familiales

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Allocation familiale	540 400,0	-	-	**540 400,0**	611 700,0
2. Allocation pour enfant handicapé	38 400,0	-	-	**38 400,0**	37 300,0
3. Soutien administratif	25 090,0	-	-	**25 090,0**	16 630,0
	603 890,0	-	-	**603 890,0**	665 630,0
Crédits à voter				**603 890,0**	665 630,0

Ce programme vise à permettre le versement des prestations familiales comprenant l'allocation familiale et l'allocation pour enfant handicapé. Il inclut également les coûts de gestion et d'administration de ce programme.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments			2001-2002	2000-2001
	1	2	3		
			(000 $)		
Transfert	540 400,0	38 400,0	25 090,0	**603 890,0**	665 630,0
	540 400,0	38 400,0	25 090,0	**603 890,0**	665 630,0

Famille, Enfance et Condition féminine

Programme 4
Organismes-conseils

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Conseil de la famille et de l'enfance	972,1	-	2,0	**974,1**	798,4
2. Conseil des aînés et Secrétariat aux aînés	1 047,8	-	-	**1 047,8**	1 032,2
	2 019,9	-	2,0	**2 021,9**	1 830,6
Crédits à voter				**2 021,9**	1 830,6

Ce programme vise à assurer le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance dont le rôle principal consiste à donner des avis à la ministre sur toute question relative à la famille et à l'enfance, à la demande de la ministre ou de sa propre initiative. Ce programme permet également d'obtenir un éclairage sur les besoins des personnes aînées du Québec, de définir des orientations à cet égard, d'identifier et de favoriser la mise en oeuvre d'actions significatives et structurantes, de même que de projets mobilisateurs sectoriels ou multisectoriels devant être inclus dans le plan d'action gouvernemental pour cette clientèle.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	Éléments 2	2001-2002	2000-2001
		(000 $)		
Rémunération	713,0	638,8	**1 351,8**	1 198,8
Fonctionnement	259,1	368,8	**627,9**	589,6
Transfert	-	40,2	**40,2**	40,2
	972,1	1 047,8	**2 019,9**	1 828,6
Effectif total	10	9	**19**	18
Budget d'investissements				
Immobilisations	2,0	-	**2,0**	2,0
	2,0	-	**2,0**	2,0

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Famille, Enfance et Condition féminine

Programme 5
Condition féminine

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Conseil du statut de la femme	4 205,5	45,0	25,0	**4 185,5**	4 122,8
2. Secrétariat à la condition féminine	2 886,9	-	-	**2 886,9**	2 852,3
	7 092,4	45,0	25,0	**7 072,4**	6 975,1
Crédits à voter				**7 072,4**	6 975,1

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	2001-2002	2000-2001
		(000 $)		
Rémunération	3 194,3	1 416,6	**4 610,9**	4 531,8
Fonctionnement	1 011,2	430,3	**1 441,5**	1 407,2
Transfert	-	1 040,0	**1 040,0**	1 040,0
	4 205,5	2 886,9	**7 092,4**	6 979,0
Effectif total	64	24	**88**	88
Budget d'investissements				
Immobilisations	25,0	-	**25,0**	6,8
	25,0	-	**25,0**	6,8

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Famille, Enfance et Condition féminine

Crédits portant sur des dépenses imputables à l'année financière 2002-2003

	2002-2003 (000 $)
Budget de dépenses	
Programme 2 - Services à la famille et à l'enfance	
Élément 1 - Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	
Transfert	**85 000,0**
Programme 3 - Prestations familiales	
Élément 1 - Allocation familiale	
Transfert	**42 500,0**
Élément 2 - Allocation pour enfant handicapé	
Transfert	**2 900,0**
Total	**130 400,0**

Ces crédits ont pour objet de permettre le versement, au plus tard le 31 mars 2002, de subventions ou prestations imputables à l'exercice financier 2002-2003.

Famille, Enfance et Condition féminine

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Planification, recherche et administration		
Autres crédits de transfert	1 875,0	1 450,0
Programme 2 - Services à la famille et à l'enfance		
Exonération et aide financière pour enfant en service de garde	100,0	11 000,0
Subvention annuelle des garderies	148 084,6	138 000,0
Subventions à des organismes et associations	3 000,0	2 500,0
Subventions aux partenaires et projets spéciaux	800,0	999,5
Subventions de développement et d'investissement	25 000,0	25 075,1
Subventions de fonctionnement des centres de la petite enfance	847 254,0	669 517,4
Autres crédits de transfert	200,0	200,0
Total du programme 2	1 024 438,6	847 292,0
Programme 3 - Prestations familiales		
Allocation familiale	540 400,0	611 700,0
Allocation pour enfant handicapé	38 400,0	37 300,0
Soutien administratif	25 090,0	16 630,0
Total du programme 3	603 890,0	665 630,0
Programme 4 - Organismes-conseils		
Autres crédits de transfert	40,2	40,2
Programme 5 - Condition féminine		
Autres crédits de transfert	1 040,0	1 040,0
Total du portefeuille	1 631 283,8	1 515 452,2

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises	148 584,6	138 250,0
Entreprises et organismes d'État	25 090,0	16 630,0
Organismes à but non lucratif	878 709,2	700 572,2
Personnes	578 900,0	660 000,0
Total du portefeuille	1 631 283,8	1 515 452,2

Famille, Enfance et Condition féminine

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Capital	25 000,0	25 075,1
Support	1 606 283,8	1 490 377,1
Total du portefeuille	**1 631 283,8**	1 515 452,2

Faune et Parcs

Programme	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	2001-2002 Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Société de la faune et des parcs du Québec	113 990,5	6 821,9	7 851,3	**115 019,9**	141 436,9
Moins : Crédits permanents				**75,0**	75,0
Crédits à voter				**114 944,9**	141 361,9

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**56 177,7**	54 847,7
Fonctionnement	**31 824,7**	31 324,7
Transfert	**25 913,1**	58 573,1
Créances douteuses et autres	**75,0**	75,0
Total	**113 990,5**	144 820,5
Effectif du programme	**1 055**	1 055
Effectif total	**1 055**	1 055
Budget d'investissements		
Immobilisations	**7 851,3**	3 438,3
Total	**7 851,3**	3 438,3

Faune et Parcs

Programme 1
Société de la faune et des parcs du Québec

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	**Crédits**	Crédits
			(000 $)		
1. Développement et aménagement de la faune	28 810,1	-	2 074,5	**30 884,6**	29 542,6
2. Planification et développement des parcs	28 814,4	-	3 257,5	**32 071,9**	62 583,0
3. Protection de la faune	32 696,6	-	2 514,4	**35 211,0**	33 454,3
4. Direction	23 669,4	6 821,9	4,9	**16 852,4**	15 857,0
	113 990,5	6 821,9	7 851,3	**115 019,9**	141 436,9
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'administration financière, (2000, c.15)					
Élément 4				**75,0**	75,0
Crédits à voter				**114 944,9**	141 361,9

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable et harmonieux sur les plans culturel, social, économique et régional, la conservation et la mise en valeur de la faune, de son habitat et des parcs.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments				2001-2002	2000-2001
	1	2	3	4		
			(000 $)			
Rémunération	17 445,4	2 516,3	28 109,6	8 106,4	**56 177,7**	54 847,7
Fonctionnement	5 753,7	14 840,0	3 943,0	7 288,0	**31 824,7**	31 324,7
Transfert	5 611,0	11 458,1	644,0	8 200,0	**25 913,1**	58 573,1
Créances douteuses et autres	-	-	-	75,0	**75,0**	75,0
	28 810,1	28 814,4	32 696,6	23 669,4	**113 990,5**	144 820,5
Effectif total	363	62	579	51	**1 055**	1 055
Budget d'investissements						
Immobilisations	2 074,5	3 257,5	2 514,4	4,9	**7 851,3**	3 438,3
	2 074,5	3 257,5	2 514,4	4,9	**7 851,3**	3 438,3

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Faune et Parcs

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Société de la faune et des parcs du Québec		
Programme Action-Faune	550,0	644,0
Programme Emplois - Jeunes	8 000,0	7 160,0
Saint-Laurent Vision 2000	300,0	300,0
Société des établissements de plein air du Québec	11 300,0	44 800,0
Soutien dans les milieux autochtones	5 027,0	5 232,0
Autres crédits de transfert	736,1	437,1
Total du programme 1	25 913,1	58 573,1
Total du portefeuille	25 913,1	58 573,1

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises et organismes d'État	11 543,1	44 818,1
Municipalités	5 167,0	5 372,0
Organismes à but non lucratif	1 203,0	1 223,0
Personnes	8 000,0	7 160,0
Total du portefeuille	25 913,1	58 573,1

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Capital	1 900,0	32 700,0
Intérêt	140,0	140,0
Support	23 873,1	25 733,1
Total du portefeuille	25 913,1	58 573,1

Finances

Programmes	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Politiques économiques et fiscales	35 126,7	18,8	-	**35 107,9**	29 872,0
2. Politiques et opérations financières	19 356,9	540,0	661,0	**19 477,9**	26 528,4
3. Contrôleur des finances	16 786,3	707,2	2 060,0	**18 139,1**	21 881,6
4. Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite	7 243 000,0	-	-	**7 243 000,0**	6 996 000,0
5. Gestion interne et soutien	23 825,6	1 330,1	1 454,5	**23 950,0**	24 670,3
6. L'Inspecteur général des institutions financières	24 701,2	1 425,2	481,2	**23 757,2**	22 129,5
7. Soutien au développement de l'économie	158 722,3	-	-	**158 722,3**	179 265,3
8. Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi	244 690,0	-	-	**244 690,0**	260 190,0
9. Provision pour des initiatives concernant les revenus	47 875,4	-	-	**47 875,4**	41 998,4
	7 814 084,4	4 021,3	4 656,7	**7 814 719,8**	7 602 535,5
Moins : Crédits permanents				**7 253 261,6**	7 005 539,4
Crédits à voter				**561 458,2**	596 996,1

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**63 086,0**	59 612,3
Fonctionnement	**96 020,0**	80 318,2
Service de la dette	**7 243 000,0**	6 996 000,0
Affectation à un fonds spécial	**600,0**	100,0
Transfert	**367 378,4**	407 115,9
Créances douteuses et autres	**44 000,0**	44 000,0
Total	**7 814 084,4**	7 587 146,4
Effectif des programmes	**1 097**	1 097
Effectif des fonds spéciaux	**17**	17
Effectif total	**1 114**	1 114
Budget d'investissements		
Immobilisations	**4 651,7**	19 576,6
Prêts, Placements et Avances	**5,0**	5,0
Total	**4 656,7**	19 581,6

Finances

Programme 1
Politiques économiques et fiscales

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Politiques fiscales et budgétaires	14 187,5	18,8	-	**14 168,7**	12 757,4
2. Politiques économiques	6 616,1	-	-	**6 616,1**	4 924,0
3. Institut de la statistique du Québec	14 323,1	-	-	**14 323,1**	12 190,6
	35 126,7	18,8	-	**35 107,9**	29 872,0
Crédits à voter				**35 107,9**	29 872,0

Ce programme vise à conseiller le gouvernement en matière de politique financière, économique et fiscale ainsi que de relations financières avec le gouvernement fédéral. Il a également pour but d'assurer l'analyse et la prévision des variables socio-économiques décrivant l'évolution et la structure de l'économie québécoise. Il a aussi pour objectif d'administrer les programmes de dégrèvements fiscaux du gouvernement dans le secteur de la nouvelle économie. Enfin, il vise à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	2001-2002	2000-2001
			(000 $)		
Rémunération	8 812,3	5 310,7	-	**14 123,0**	12 523,3
Fonctionnement	5 375,2	1 305,4	-	**6 680,6**	5 080,6
Transfert	-	-	14 323,1	**14 323,1**	12 190,6
	14 187,5	6 616,1	14 323,1	**35 126,7**	29 794,5
Effectif total	150	77	-	**227**	227
Budget d'investissements					
Immobilisations	-	-	-	-	77,5
	-	-	-	-	77,5

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Finances

Programme 2
Politiques et opérations financières

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Financement, gestion de la dette et opérations financières	6 752,5	540,0	661,0	**6 873,5**	15 240,6
2. Frais de services bancaires	10 252,0	-	-	**10 252,0**	9 529,8
3. Sociétés d'État, organisation financière et politiques comptables	2 352,4	-	-	**2 352,4**	1 758,0
	19 356,9	540,0	661,0	**19 477,9**	26 528,4
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'administration financière, (2000,c.15)					
Élément 2				**10 252,0**	9 529,8
Crédits à voter				**9 225,9**	16 998,6

Ce programme vise l'élaboration des politiques financières et comptables de même que la réalisation des opérations reliées à l'administration du Fonds consolidé du revenu et à la gestion de la dette du gouvernement. Il vise aussi à conseiller le ministre dans son rôle d'actionnaire des sociétés d'État.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments			2001-2002	2000-2001
	1	2	3		
			(000 $)		
Rémunération	6 040,4	-	1 811,4	**7 851,8**	7 252,2
Fonctionnement	712,1	10 252,0	541,0	**11 505,1**	10 317,9
	6 752,5	10 252,0	2 352,4	**19 356,9**	17 570,1
Effectif total	129	-	29	**158**	158
Budget d'investissements					
Immobilisations	661,0	-	-	**661,0**	9 488,7
	661,0	-	-	**661,0**	9 488,7

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Finances

Programme 3
Contrôleur des finances

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Comptabilité gouvernementale et gestion interne	7 203,4	-	-	**7 203,4**	7 609,0
2. Systèmes d'information	4 799,4	707,2	2 060,0	**6 152,2**	8 970,2
3. Contrôle et vérification	4 783,5	-	-	**4 783,5**	5 302,4
	16 786,3	707,2	2 060,0	**18 139,1**	21 881,6
Crédits à voter				**18 139,1**	21 881,6

Ce programme vise à permettre au Contrôleur des finances de fournir aux ministères et organismes des services de comptabilité, de développer et d'exploiter le système de comptabilité gouvernementale, de s'assurer de la fiabilité des données financières enregistrées au système comptable du gouvernement et de préparer les rapports financiers et les Comptes publics.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments			2001-2002	2000-2001
	1	2	3		
			(000 $)		
Rémunération	7 083,4	2 737,2	4 611,3	**14 431,9**	14 200,6
Fonctionnement	120,0	2 062,2	172,2	**2 354,4**	2 354,4
	7 203,4	4 799,4	4 783,5	**16 786,3**	16 555,0
Effectif total	136	64	77	**277**	277
Budget d'investissements					
Immobilisations	-	2 060,0	-	**2 060,0**	6 017,8
	-	2 060,0	-	**2 060,0**	6 017,8

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Finances

Programme 4
Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Service de la dette directe	4 632 000,0	-	-	**4 632 000,0**	4 434 000,0
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite	2 611 000,0	-	-	**2 611 000,0**	2 562 000,0
	7 243 000,0	-	-	**7 243 000,0**	6 996 000,0
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'administration financière, (2000, c.15)					
Élément 1				**4 632 000,0**	4 434 000,0
Voir *					
Élément 2				**2 611 000,0**	2 562 000,0
Crédits à voter				-	-

Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe et le compte des régimes de retraite.

* Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16), Loi sur la police, (2000, c.12).

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2001-2002	2000-2001
	1	2		
		(000 $)		
Service de la dette	4 632 000,0	2 611 000,0	**7 243 000,0**	6 996 000,0
	4 632 000,0	2 611 000,0	**7 243 000,0**	6 996 000,0

Finances

Programme 5
Gestion interne et soutien

Élément	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Gestion interne et soutien	23 825,6	1 330,1	1 454,5	**23 950,0**	24 670,3
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				**9,6**	9,6
Crédits à voter				**23 940,4**	24 660,7

Ce programme a pour objet, d'assurer au Ministère le support professionnel et technique dont il a besoin dans les domaines des ressources humaines, de la gestion financière, des communications, de l'informatique et des ressources matérielles.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Élément 1	2001-2002	2000-2001
	(000 $)		
Rémunération	10 756,6	**10 756,6**	10 589,7
Fonctionnement	12 999,0	**12 999,0**	12 039,9
Transfert	70,0	**70,0**	70,0
	23 825,6	**23 825,6**	22 699,6
Effectif total	114	**114**	114
Budget d'investissements			
Immobilisations	1 450,5	**1 450,5**	3 512,4
Prêts, Placements et Avances	4,0	**4,0**	4,0
	1 454,5	**1 454,5**	3 516,4

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Finances

Programme 6
L'Inspecteur général des institutions financières

Élément	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. L'Inspecteur général des institutions financières	24 701,2	1 425,2	481,2	**23 757,2**	22 129,5
Crédits à voter				**23 757,2**	22 129,5

Ce programme a pour buts la surveillance et le contrôle des institutions financières et l'administration d'un registre gouvernemental des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Élément 1	2001-2002	2000-2001
	(000 $)		
Rémunération	15 922,7	**15 922,7**	15 046,5
Fonctionnement	8 778,5	**8 778,5**	8 027,0
	24 701,2	**24 701,2**	23 073,5
Effectif total	321	**321**	321
Budget d'investissements			
Immobilisations	480,2	**480,2**	480,2
Prêts, Placements et Avances	1,0	**1,0**	1,0
	481,2	**481,2**	481,2

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Finances

Programme 7
Soutien au développement de l'économie

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Investissement-Québec	99 255,3	-	-	**99 255,3**	94 165,3
2. Initiatives pour le développement économique et l'emploi	16 167,0	-	-	**16 167,0**	13 400,0
3. Aide aux organismes engagés dans le développement de l'économie	7 200,0	-	-	**7 200,0**	5 700,0
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour le soutien au branchement des familles à Internet*	35 100,0	-	-	**35 100,0**	66 000,0
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit en vue de contribuer à des projets réalisés dans le cadre du volet III du programme d'infrastructures*	1 000,0	-	-	**1 000,0**	-
	158 722,3	-	-	**158 722,3**	179 265,3
Crédits à voter				**158 722,3**	179 265,3

Ce programme vise à coordonner l'action gouvernementale en matière de démarchage et d'aide à l'investissement et à soutenir divers organismes et entreprises engagés dans le développement de l'économie. Il vise également à apporter un soutien aux initiatives pour le développement économique et l'emploi. De plus, il a pour objectif de fournir une aide au branchement des familles à Internet et de contribuer à des projets réalisés dans le cadre du programme d'infrastructure.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments					2001-2002	2000-2001
	1	2	3	4	5		
			(000 $)				
Fonctionnement	-	5 827,0	-	-	-	**5 827,0**	500,0
Affectation à un fonds spécial	-	-	600,0	-	-	**600,0**	100,0
Transfert	74 255,3	10 340,0	6 600,0	35 100,0	1 000,0	**127 295,3**	153 665,3
Créances douteuses et autres	25 000,0	-	-	-	-	**25 000,0**	25 000,0
	99 255,3	16 167,0	7 200,0	35 100,0	1 000,0	**158 722,3**	179 265,3

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de l'élément 2 de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance ou par des virements en provenance des autres éléments du même programme.

Finances

Programme 8
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi

Élément	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	**Crédits**	Crédits
			(000 $)		
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets visant à accroître les investissements*	244 690,0	-	-	**244 690,0**	260 190,0
Crédits à voter				**244 690,0**	260 190,0

Ce programme vise à offrir différentes formes de soutien financier pour appuyer les investissements et la création d'emploi.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Élément	2001-2002	2000-2001
	1		
	(000 $)		
Transfert	225 690,0	**225 690,0**	241 190,0
Créances douteuses et autres	19 000,0	**19 000,0**	19 000,0
	244 690,0	**244 690,0**	260 190,0

Finances

Programme 9
Provision pour des initiatives concernant les revenus

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit des ministères en vue de percevoir les revenus dus au gouvernement *	40 440,9	-	-	**40 440,9**	31 998,4
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit des ministères en vue de réaliser des mesures de tarification *	7 434,5	-	-	**7 434,5**	10 000,0
	47 875,4	-	-	**47 875,4**	41 998,4
Crédits à voter				**47 875,4**	41 998,4

Ce programme vise à financer des projets spécifiques ayant pour buts de percevoir les revenus dus au gouvernement ou de mettre en place des mesures de tarification.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2001-2002	2000-2001
	1	2		
			(000 $)	
Fonctionnement	40 440,9	7 434,5	**47 875,4**	41 998,4
	40 440,9	7 434,5	**47 875,4**	41 998,4

Finances

Crédits affectés à un fonds spécial

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 2 - Politiques et opérations financières		
Fonds de financement	-	-
Programme 7 - Soutien au développement de l'économie		
Fonds du Centre financier international de Montréal	**600,0**	100,0
Total	**600,0**	100,0
Effectif total	**17**	17

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Fonctionnement	**600,0**	100,0
Total	**600,0**	100,0

Finances

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Politiques économiques et fiscales		
Institut de la statistique du Québec	14 323,1	12 190,6
Programme 5 - Gestion interne et soutien		
Autres crédits de transfert	70,0	70,0
Programme 7 - Soutien au développement de l'économie		
Aide à certains projets industriels d'intérêt économique	43 156,0	43 156,0
Institut de finance mathématique de Montréal	4 100,0	3 100,0
Soutien au branchement des familles à Internet	35 100,0	66 000,0
Subvention de fonctionnement - Investissement-Québec	31 099,3	26 009,3
Zone de commerce international de Montréal à Mirabel	3 440,0	12 900,0
Autres crédits de transfert	10 400,0	2 500,0
Total du programme 7	127 295,3	153 665,3
Programme 8 - Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi		
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi	225 690,0	241 190,0
Total du portefeuille	367 378,4	407 115,9

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises	273 046,0	284 346,0
Entreprises et organismes d'État	48 862,4	51 099,9
Municipalités	1 000,0	-
Organismes à but non lucratif	9 370,0	5 670,0
Personnes	35 100,0	66 000,0
Total du portefeuille	367 378,4	407 115,9

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	29 889,3	26 644,0
Fonctionnement	12 093,1	9 749,6
Capital	143 760,0	158 760,0
Support	181 636,0	211 962,3
Total du portefeuille	367 378,4	407 115,9

Industrie et Commerce

Programmes	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Soutien technique et financier aux entreprises et au développement des marchés	138 909,8	1 445,8	4 641,9	**142 105,9**	142 369,7
2. Placement étudiant du Québec	5 200,0	-	-	**5 200,0**	9 400,0
	144 109,8	1 445,8	4 641,9	**147 305,9**	151 769,7
Moins : Crédits permanents				**9,6**	9,6
Crédits à voter				**147 296,3**	151 760,1

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**48 267,9**	50 898,4
Fonctionnement	**34 093,4**	30 786,1
Transfert	**61 748,5**	69 859,1
Total	**144 109,8**	151 543,6
Effectif des programmes	**802**	784
Effectif total	**802**	784
Budget d'investissements		
Immobilisations	**4 641,9**	1 446,9
Total	**4 641,9**	1 446,9

Industrie et Commerce

Programme 1
Soutien technique et financier aux entreprises et au développement des marchés

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Direction et services à la gestion	23 861,6	1 445,8	4 641,9	**27 057,7**	21 878,0
2. Développement des secteurs industriels	8 584,4	-	-	**8 584,4**	8 178,3
3. Services aux entreprises, aux coopératives et aux commerces	16 860,8	-	-	**16 860,8**	16 459,2
4. Politiques et analyses économiques	12 533,5	-	-	**12 533,5**	12 095,1
5. Développement des marchés	15 321,0	-	-	**15 321,0**	13 900,0

Suite à la page 12 - 3

Ce programme vise à offrir un soutien technique et financier aux entreprises et aux organismes à des fins de développement industriel, commercial, coopératif et de développement des marchés visant la création d'emplois. Il englobe également la direction et les services de soutien à la gestion du Ministère ainsi que les ressources nécessaires à la planification et à l'élaboration des politiques et des stratégies propres à sa mission.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	4	5	Sous-total
			(000 $)			
Rémunération	11 158,8	6 920,4	13 949,5	3 854,0	7 185,2	43 067,9
Fonctionnement	12 702,8	1 664,0	2 911,3	8 679,5	8 135,8	34 093,4
Transfert	-	-	-	-	-	-
	23 861,6	8 584,4	16 860,8	12 533,5	15 321,0	77 161,3
Effectif total	134	127	325	68	148	802
Budget d'investissements						
Immobilisations	4 641,9	-	-	-	-	4 641,9
	4 641,9	-	-	-	-	4 641,9

Industrie et Commerce

Programme 1 (suite)

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
6. Assistance financière aux entreprises et aux partenariats	61 748,5	-	-	**61 748,5**	69 859,1
	138 909,8	1 445,8	4 641,9	**142 105,9**	142 369,7
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				**9,6**	9,6
Crédits à voter				**142 096,3**	142 360,1

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	Éléments 6	2001-2002	2000-2001
		(000 $)		
Rémunération	43 067,9	-	**43 067,9**	41 498,4
Fonctionnement	34 093,4	-	**34 093,4**	30 786,1
Transfert	-	61 748,5	**61 748,5**	69 859,1
	77 161,3	61 748,5	**138 909,8**	142 143,6
Effectif total	802	-	**802**	784
Budget d'investissements				
Immobilisations	4 641,9	-	**4 641,9**	1 446,9
	4 641,9	-	**4 641,9**	1 446,9

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Industrie et Commerce

Programme 2
Placement étudiant du Québec

Élément	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants*	5 200,0	-	-	**5 200,0**	9 400,0
Crédits à voter				**5 200,0**	9 400,0

Ce programme, constitué d'une provision de crédits spécifiques, vise à favoriser l'emploi d'été des étudiants et la création de stages dans la fonction publique du Québec.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Élément	2001-2002	2000-2001
	1		
	(000 $)		
Rémunération	5 200,0	**5 200,0**	9 400,0
	5 200,0	**5 200,0**	9 400,0

Industrie et Commerce

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Soutien technique et financier aux entreprises et au développement des marchés		
Aide à la concrétisation de projets industriels	**1 022,0**	2 522,0
Centre international de formation en télécommunications	**1 700,0**	1 900,0
Fonds de partenariat	**4 008,4**	4 008,4
Fonds d'investissement du secteur aérospatial	**720,0**	780,0
Fonds régionaux Desjardins	**2 500,0**	-
Innovation dans les PME	**8 300,0**	4 300,0
Organismes de développement économique et régional	**8 725,5**	8 215,5
Programme d'appui au développement d'une Cité de l'optique pour la région de Québec	**1 750,0**	1 780,0
Programme de soutien à l'emploi stratégique	**2 600,0**	13 700,0
Programme de soutien au développement des exportations	**11 600,0**	13 520,0
Programmes d'amélioration des compétences en science et en technologie	**16 706,2**	16 706,2
Sociétés Innovatech	**700,0**	1 110,6
Autres crédits de transfert	**1 416,4**	1 316,4
Total du programme 1	**61 748,5**	69 859,1
Total du portefeuille	**61 748,5**	69 859,1

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises	**49 348,2**	55 538,2
Entreprises et organismes d'État	**1 016,4**	1 427,0
Organismes à but non lucratif	**11 383,9**	12 893,9
Total du portefeuille	**61 748,5**	69 859,1

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Fonctionnement	**50,0**	50,0
Intérêt	**266,4**	266,4
Support	**61 432,1**	69 542,7
Total du portefeuille	**61 748,5**	69 859,1

Justice

Programmes	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Formulation de jugements	62 961,4	-	1 952,5	**64 913,9**	57 133,7
2. Administration de la justice	262 437,8	4 615,0	12 671,5	**270 494,3**	247 864,9
3. Justice administrative	9 720,5	-	20,0	**9 740,5**	9 892,3
4. Aide aux justiciables	133 609,6	-	-	**133 609,6**	140 751,0
	468 729,3	4 615,0	14 644,0	**478 758,3**	455 641,9
Moins : Crédits permanents				**83 877,3**	91 094,0
Crédits à voter				**394 881,0**	364 547,9

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**202 191,9**	180 447,8
Fonctionnement	**114 331,8**	112 482,7
Transfert	**140 805,6**	147 704,3
Créances douteuses et autres	**11 400,0**	16 157,3
Total	**468 729,3**	456 792,1
Effectif des programmes	**3 354**	3 307
Effectif des fonds spéciaux	**78**	78
Effectif total	**3 432**	3 385
Budget d'investissements		
Immobilisations	**14 604,9**	1 520,6
Prêts, Placements et Avances	**39,1**	39,1
Total	**14 644,0**	1 559,7

Justice

Programme 1
Formulation de jugements

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Magistrature	40 779,9	-	-	**40 779,9**	36 519,9
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges	1 301,6	-	-	**1 301,6**	1 079,0
3. Soutien à la magistrature	20 679,9	-	1 952,5	**22 632,4**	19 334,8
4. Comité sur la rémunération des juges	200,0	-	-	**200,0**	200,0
	62 961,4	-	1 952,5	**64 913,9**	57 133,7
Moins : Crédits permanents					
Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16)					
Élément 1				**39 914,4**	35 779,2
Élément 2				**1 301,6**	1 079,0
Élément 4				**200,0**	200,0
Crédits à voter				**23 497,9**	20 075,5

Ce programme vise à rendre la justice par la formulation de jugements selon les juridictions des diverses cours de justice. Il vise également à évaluer le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec et des cours municipales et à formuler des recommandations au gouvernement.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	4	2001-2002	2000-2001
			(000 $)			
Rémunération	38 380,4	121,7	19 163,4	-	**57 665,5**	52 088,1
Fonctionnement	2 399,5	1 179,9	1 516,5	200,0	**5 295,9**	4 919,3
	40 779,9	1 301,6	20 679,9	200,0	**62 961,4**	57 007,4
Effectif total	278	4	509	-	**791**	790
Budget d'investissements						
Immobilisations	-	-	1 952,5	-	**1 952,5**	126,3
	-	-	1 952,5	-	**1 952,5**	126,3

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Justice

Programme 2
Administration de la justice

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Soutien administratif à l'activité judiciaire	66 243,1	-	321,8	**66 564,9**	61 465,1
2. Affaires juridiques et législatives	28 178,2	-	13,9	**28 192,1**	26 425,1
3. Poursuites publiques	36 414,8	-	143,2	**36 558,0**	30 358,5
4. Administration	125 042,8	4 615,0	7 022,6	**127 450,4**	123 978,8
5. Traitement des infractions et perception des amendes	6 558,9	-	5 170,0	**11 728,9**	5 637,4
	262 437,8	4 615,0	12 671,5	**270 494,3**	247 864,9
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'administration financière, (2000, c.15)					
Élément 4				**11 400,0**	16 157,3
Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16)					
Élément 4				**3 673,9**	3 391,1
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 4				**9,6**	9,6
Crédits à voter				**255 410,8**	228 306,9

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et des bureaux de publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales et à assurer l'application du Code criminel et des lois pénales du Québec.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments					2001-2002	2000-2001
	1	2	3	4	5		
			(000 $)				
Rémunération	48 737,8	26 637,1	32 844,6	31 155,4	4 925,4	**144 300,3**	128 139,1
Fonctionnement	16 142,3	1 541,1	3 220,2	82 234,5	1 633,5	**104 771,6**	103 299,1
Transfert	1 363,0	-	350,0	252,9	-	**1 965,9**	1 565,9
Créances douteuses et autres	-	-	-	11 400,0	-	**11 400,0**	16 157,3
	66 243,1	28 178,2	36 414,8	125 042,8	6 558,9	**262 437,8**	249 161,4
Effectif total	1 271	392	518	215	164	**2 560**	2 514
Budget d'investissements							
Immobilisations	290,4	13,9	143,2	7 014,9	5 170,0	**12 632,4**	1 374,3
Prêts, Placements et Avances	31,4	-	-	7,7	-	**39,1**	39,1
	321,8	13,9	143,2	7 022,6	5 170,0	**12 671,5**	1 413,4

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit des éléments 1, 2, 3 et 4 de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3% du montant de ce crédit, excluant sa partie «transfert» et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance. De plus, dans le cadre d'une entente de gestion à intervenir entre le ministre responsable et le Conseil du trésor, le solde non utilisé du crédit à l'élément 5 «Traitement des infractions et perception des amendes » peut être reporté en 2002-2003, jusqu'à concurrence d'un montant de 1 000 000 $.

Justice

Programme 3
Justice administrative

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	9 230,1	-	-	**9 230,1**	9 387,4
2. Conseil de la justice administrative	490,4	-	20,0	**510,4**	504,9
	9 720,5	-	20,0	**9 740,5**	9 892,3
Crédits à voter				**9 740,5**	9 892,3

Ce programme vise à assurer une part du financement du Tribunal administratif du Québec, qui a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative L.R.Q., c. J-3 de statuer sur les recours formés contre une autorité administrative ou une autorité décentralisée. D'autre part, ce programme comprend le Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	Éléments 2	2001-2002	2000-2001
		(000 $)		
Rémunération	-	226,1	**226,1**	220,6
Fonctionnement	-	264,3	**264,3**	264,3
Transfert	9 230,1	-	**9 230,1**	9 387,4
	9 230,1	490,4	**9 720,5**	9 872,3
Effectif total	-	3	**3**	3
Budget d'investissements				
Immobilisations	-	20,0	**20,0**	20,0
	-	20,0	**20,0**	20,0

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Justice

Programme 4
Aide aux justiciables

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Commission des services juridiques	104 998,2	-	-	**104 998,2**	105 664,6
2. Fonds d'aide aux recours collectifs	1 233,6	-	-	**1 233,6**	608,6
3. Indemnisation des victimes d'actes criminels	27 377,8	-	-	**27 377,8**	34 477,8
	133 609,6	-	-	**133 609,6**	140 751,0
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, (L.R.Q., c. I-6) Élément 3				**27 377,8**	34 477,8
Crédits à voter				**106 231,8**	106 273,2

Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées ainsi qu'aux enfants et à la famille aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice ou des groupes de personnes susceptibles d'avoir un recours commun et à assurer aide, support et compensation financière aux victimes d'actes criminels.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	2001-2002	2000-2001
			(000 $)		
Fonctionnement	-	-	4 000,0	**4 000,0**	4 000,0
Transfert	104 998,2	1 233,6	23 377,8	**129 609,6**	136 751,0
	104 998,2	1 233,6	27 377,8	**133 609,6**	140 751,0

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Justice

Crédits affectés à un fonds spécial

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 2 - Administration de la justice		
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	-	-
Fonds des registres	-	-
Total	-	-
Effectif total	78	78

Justice

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 2 - Administration de la justice		
Soutien aux cours de justice civiles et criminelles	1 363,0	1 313,0
Autres crédits de transfert	602,9	252,9
Total du programme 2	1 965,9	1 565,9
Programme 3 - Justice administrative		
Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	9 230,1	9 387,4
Programme 4 - Aide aux justiciables		
Aide juridique	40 100,0	40 500,0
Commission des services juridiques	64 898,2	65 164,6
Fonds d'aide aux recours collectifs - aide aux bénéficiaires	798,2	398,2
Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement	435,4	210,4
Indemnisation des victimes d'actes criminels	23 377,8	30 477,8
Total du programme 4	129 609,6	136 751,0
Total du portefeuille	140 805,6	147 704,3

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises et organismes d'État	74 913,7	74 762,4
Organismes à but non lucratif	1 615,9	1 565,9
Personnes	64 276,0	71 376,0
Total du portefeuille	140 805,6	147 704,3

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	96 228,3	96 351,5
Fonctionnement	18 112,2	18 237,2
Capital	522,8	522,8
Support	25 942,3	32 592,8
Total du portefeuille	140 805,6	147 704,3

Recherche, Science et Technologie

Programmes	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	2001-2002 Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Soutien administratif à la recherche, à la science, à la technologie et à l'innovation	22 849,2	400,0	521,3	**22 970,5**	19 100,3
2. Mesures d'aide à la recherche, à la science, à la technologie et à l'innovation	198 689,5	-	-	**198 689,5**	235 984,2
	221 538,7	400,0	521,3	**221 660,0**	255 084,5
Moins : Crédits permanents				**9,6**	9,6
Crédits à voter				**221 650,4**	255 074,9

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**16 013,6**	12 403,1
Fonctionnement	**6 835,6**	6 475,9
Transfert	**198 689,5**	235 984,2
Total	**221 538,7**	254 863,2
Effectif des programmes	**218**	225
Effectif total	**218**	225
Budget d'investissements		
Immobilisations	**521,3**	521,3
Total	**521,3**	521,3

Recherche, Science et Technologie

Programme 1
Soutien administratif à la recherche, à la science, à la technologie et à l'innovation

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	**Crédits**	Crédits
			(000 $)		
1. Planification, coordination, mise en oeuvre et soutien administratif	20 446,3	400,0	521,3	**20 567,6**	16 742,3
2. Conseil de la science et de la technologie	1 365,9	-	-	**1 365,9**	1 338,9
3. Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	1 037,0	-	-	**1 037,0**	1 019,1
	22 849,2	400,0	521,3	**22 970,5**	19 100,3
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				**9,6**	9,6
Crédits à voter				**22 960,9**	19 090,7

Ce programme vise à procurer les ressources humaines et matérielles ainsi que les services administratifs nécessaires à la mise en oeuvre et au suivi de la Politique québécoise de la science et de l'innovation, au développement de mécanismes d'évaluation, à la gestion de mesures et à la coordination de l'intervention gouvernementale en matière d'acquisition et de partage du savoir, de recherche et d'innovation.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	2001-2002	2000-2001
			(000 $)		
Rémunération	14 480,8	1 000,0	532,8	**16 013,6**	12 403,1
Fonctionnement	5 965,5	365,9	504,2	**6 835,6**	6 475,9
	20 446,3	1 365,9	1 037,0	**22 849,2**	18 879,0
Effectif total	189	17	12	**218**	225
Budget d'investissements					
Immobilisations	521,3	-	-	**521,3**	521,3
	521,3	-	-	**521,3**	521,3

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Recherche, Science et Technologie

Programme 2
Mesures d'aide à la recherche, à la science, à la technologie et à l'innovation

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Recherche en santé	69 476,8	-	-	**69 476,8**	65 637,4
2. Recherche sociale	14 607,6	-	-	**14 607,6**	12 007,6
3. Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	72 566,6	-	-	**72 566,6**	68 314,3
4. Soutien à la recherche et à l'innovation	35 038,5	-	-	**35 038,5**	90 024,9
5. Centre de recherche industrielle du Québec	7 000,0	-	-	**7 000,0**	-
	198 689,5	-	-	**198 689,5**	235 984,2
Crédits à voter				**198 689,5**	235 984,2

Ce programme vise à fournir les ressources financières nécessaires pour soutenir la recherche et la formation de chercheurs, l'innovation, la liaison et le transfert, la promotion des carrières scientifiques et technologiques, la diffusion des connaissances ainsi que le rayonnement international du Québec en matière de recherche et d'innovation.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments					2001-2002	2000-2001
	1	2	3	4	5		
			(000 $)				
Transfert	69 476,8	14 607,6	72 566,6	35 038,5	7 000,0	**198 689,5**	235 984,2
	69 476,8	14 607,6	72 566,6	35 038,5	7 000,0	**198 689,5**	235 984,2

Recherche, Science et Technologie

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 2 - Mesures d'aide à la recherche, à la science, à la technologie et à l'innovation		
Aide à la relève en science et en technologie	2 300,0	1 300,0
Aide aux organismes oeuvrant au développement de la recherche, de la science et de la technologie	1 000,0	-
Aide financière au développement scientifique	1 808,7	1 808,7
Aide technique et financière pour la mise en valeur des applications technologiques	1 500,0	2 500,0
Appui au développement d'une cité de l'optique	1 333,0	1 333,0
Centre de recherche industrielle du Québec	7 000,0	-
Défis et opportunités en recherche et innovation	2 113,8	17 800,0
Développement des études doctorales en partenariat avec l'industrie	1 800,0	2 700,0
Fonds de la recherche en santé du Québec - Bourses et subventions	58 211,9	54 411,9
Fonds de la recherche en santé du Québec - Fonctionnement	2 113,1	2 073,7
Fonds des priorités gouvernementales en science et en technologie	1 000,0	3 900,0
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche - aide à la recherche	42 483,9	37 383,9
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche - bourses	25 788,2	25 788,2
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche - subvention à la gestion	2 494,5	2 442,2
Institut de recherche clinique de Montréal	8 536,5	8 536,5
Institut national d'optique	3 000,0	40 000,0
Programme d'assistance financière à la coopération scientifique et technologique internationale	1 000,0	2 000,0
Recherche sociale	14 607,8	12 007,8
Soutien à la valorisation de l'invention technique ou technologique	1 200,0	2 200,0
Soutien à l'acquisition d'équipements dans les réseaux des centres collégiaux de transfert de technologie	3 600,0	2 000,0
Soutien au projet INNO-Centre Région	600,0	600,0
Soutien aux centres de liaison et de transfert	14 583,2	14 583,2
Autres crédits de transfert	615,3	615,3
Total du programme 2	198 689,5	235 984,2
Total du portefeuille	**198 689,5**	**235 984,2**

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises	5 333,0	45 233,0
Entreprises et organismes d'État	27 707,8	20 815,9
Établissements de santé et de services sociaux	59 895,5	60 395,5
Institutions d'enseignement	47 783,9	44 883,9
Organismes à but non lucratif	17 181,3	33 247,7
Personnes	40 808,2	31 408,2
Total du portefeuille	**198 689,5**	**235 984,2**

Recherche, Science et Technologie

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	3 407,1	3 338,3
Fonctionnement	1 646,1	1 623,2
Support	193 636,3	231 022,7
Total du portefeuille	198 689,5	235 984,2

Régions

Programme	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	2001-2002 Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Mesures de soutien au développement local et régional	194 326,5	528,0	25 668,3	**219 466,8**	185 389,7
Moins : Crédits permanents				**5 171,1**	6 011,1
Crédits à voter				**214 295,7**	179 378,6

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**12 073,1**	11 044,0
Fonctionnement	**5 109,4**	4 308,6
Affectation à un fonds spécial	**16 132,3**	16 132,3
Transfert	**155 840,6**	120 639,5
Créances douteuses et autres	**5 171,1**	6 011,1
Total	**194 326,5**	158 135,5
Effectif du programme	**166**	166
Effectif du fonds spécial	**4**	4
Effectif total	**170**	170
Budget d'investissements		
Immobilisations	**620,0**	1 000,0
Prêts, Placements et Avances	**25 048,3**	26 648,3
Total	**25 668,3**	27 648,3

Régions

Programme 1
Mesures de soutien au développement local et régional

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Gestion interne et soutien	17 182,5	528,0	625,0	**17 279,5**	15 963,5
2. Mesures de soutien au développement local et régional gérées par des partenaires	70 757,9	-	16 636,8	**87 394,7**	101 113,6
3. Mesures de soutien au développement local et régional gérées par le ministère	15 651,1	-	8 406,5	**24 057,6**	24 897,6
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement régional*	100,0	-	-	**100,0**	100,0
5. Plan de développement des régions ressources	90 635,0	-	-	**90 635,0**	43 315,0
	194 326,5	528,0	25 668,3	**219 466,8**	185 389,7
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'administration financière, (2000, c.15)					
Élément 3				**5 171,1**	6 011,1
Crédits à voter				**214 295,7**	179 378,6

Ce programme vise à susciter et à soutenir le développement local et régional dans ses dimensions économiques, sociales et culturelles, en favorisant sa prise en charge par les collectivités intéressées, dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État. Il cherche à accroître l'efficacité des initiatives visant le développement local et régional en favorisant l'harmonisation, la simplification ainsi que l'accessibilité des services de soutien à l'entreprenariat. Ce programme est aussi affecté à la conception des orientations et des politiques favorables au développement local et régional et à la coordination des ministères et des organismes gouvernementaux pour faciliter l'élaboration et la réalisation de ces orientations et politiques.

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments					2001-2002	2000-2001
	1	2	3	4	5		
			(000 $)				
Rémunération	12 073,1	-	-	-	-	**12 073,1**	11 044,0
Fonctionnement	5 109,4	-	-	-	-	**5 109,4**	4 308,6
Affectation à un fonds spécial	-	16 132,3	-	-	-	**16 132,3**	16 132,3
Transfert	-	54 625,6	10 480,0	100,0	90 635,0	**155 840,6**	120 639,5
Créances douteuses et autres	-	-	5 171,1	-	-	**5 171,1**	6 011,1
	17 182,5	70 757,9	15 651,1	100,0	90 635,0	**194 326,5**	158 135,5
Effectif total	166	-	-	-	-	**166**	166
Budget d'investissements							
Immobilisations	620,0	-	-	-	-	**620,0**	1 000,0
Prêts, Placements et Avances	5,0	16 636,8	8 406,5	-	-	**25 048,3**	26 648,3
	625,0	16 636,8	8 406,5	-	-	**25 668,3**	27 648,3

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de l'élément 1 de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance ou par des virements en provenance des autres éléments du même programme.

Régions

Crédits affectés à un fonds spécial

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Mesures de soutien au développement local et régional		
Fonds de développement régional	**16 132,3**	16 132,3
Total	**16 132,3**	16 132,3
Effectif total	**4**	4

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Support	**16 132,3**	16 132,3
Total	**16 132,3**	16 132,3

Régions

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Mesures de soutien au développement local et régional		
Appui à la réalisation de l'entente cadre Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 615,0	1 510,9
Appui à la réalisation de projets sectoriels Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	4 400,0	13 205,3
Centres locaux de développement - Fonctionnement et économie sociale	27 943,8	31 743,8
Centres locaux de développement - Volet jeunes	6 371,6	6 571,6
Entente de développement - Centres de la petite enfance	573,5	573,5
Fonctionnement des conseils régionaux de développement	10 874,7	10 874,7
Fonds conjoncturel de développement	5 000,0	5 000,0
Fonds d'aide aux entreprises (intérêts)	412,0	1 950,2
Fonds de création d'emplois municipaux Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2 000,0	2 000,0
Fonds de diversification économique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2 000,0	4 598,8
Fonds d'interventions régionales	-	1 980,7
Fonds régionaux de solidarité	2 480,0	2 480,0
Plan de développement des régions ressources	80 620,0	22 000,0
Plan de relance de la MRC du Bas-Richelieu	7 000,0	7 000,0
Soutien au développement des milieux ruraux	3 000,0	3 000,0
Subvention au centre d'actions entrepreneuriales de Baie-Comeau	-	5 000,0
Autres crédits de transfert	1 550,0	1 150,0
Total du programme 1	155 840,6	120 639,5
Total du portefeuille	155 840,6	120 639,5

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises	91 483,6	41 153,2
Municipalités	4 292,0	4 685,1
Organismes à but non lucratif	60 065,0	74 801,2
Total du portefeuille	155 840,6	120 639,5

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Capital	3 892,0	3 355,4
Support	151 948,6	117 284,1
Total du portefeuille	155 840,6	120 639,5

Relations avec les citoyens et Immigration

Programmes	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	2001-2002 Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Relations civiques et relations avec les citoyens	16 729,0	369,3	96,2	**16 455,9**	16 189,8
2. Immigration, intégration et régionalisation	103 913,2	2 551,7	2 369,4	**103 730,9**	95 631,6
3. Conseil et organismes de protection relevant du ministre	24 196,2	230,0	87,4	**24 053,6**	23 353,3
4. Curateur public	35 267,8	2 100,0	2 400,0	**35 567,8**	37 597,9
	180 106,2	5 251,0	4 953,0	**179 808,2**	172 772,6
Moins : Crédits permanents				**478,0**	478,0
Crédits à voter				**179 330,2**	172 294,6

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**109 630,0**	105 600,4
Fonctionnement	**45 512,9**	47 167,9
Transfert	**24 463,3**	20 508,3
Créances douteuses et autres	**500,0**	500,0
Total	**180 106,2**	173 776,6
Effectif des programmes	**2 084**	2 131
Effectif des fonds spéciaux	**270**	270
Effectif total	**2 354**	2 401
Budget d'investissements		
Immobilisations	**4 777,0**	4 047,0
Prêts, Placements et Avances	**176,0**	200,0
Total	**4 953,0**	4 247,0

Relations avec les citoyens et Immigration

Programme 1
Relations civiques et relations avec les citoyens

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Relations civiques	5 064,2	-	-	**5 064,2**	5 010,1
2. Relations avec les citoyens	11 664,8	369,3	96,2	**11 391,7**	11 179,7
	16 729,0	369,3	96,2	**16 455,9**	16 189,8
Moins : Crédits permanents					
Loi visant à favoriser le civisme, (L.R.Q., c. C-20) Élément 1				**468,4**	468,4
Crédits à voter				**15 987,5**	15 721,4

Ce programme vise à assurer la promotion des droits fondamentaux ainsi que l'exercice des responsabilités civiques. Il vise également à assurer la qualité des rapports entre le citoyen et l'État québécois et à soutenir la pleine participation de tous au développement de la société québécoise.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2001-2002	2000-2001
	1	2		
		(000 $)		
Rémunération	2 039,8	9 094,1	**11 133,9**	10 967,8
Fonctionnement	201,5	2 570,7	**2 772,2**	2 672,2
Transfert	2 822,9	-	**2 822,9**	2 822,9
	5 064,2	11 664,8	**16 729,0**	16 462,9
Effectif total	42	215	**257**	257
Budget d'investissements				
Immobilisations	-	96,2	**96,2**	96,2
	-	96,2	**96,2**	96,2

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Relations avec les citoyens et Immigration

Programme 2
Immigration, intégration et régionalisation

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Immigration	10 911,4	-	731,0	**11 642,4**	6 736,8
2. Intégration et régionalisation	56 874,4	-	202,0	**57 076,4**	54 278,2
3. Direction et services administratifs	36 127,4	2 551,7	1 436,4	**35 012,1**	34 616,6
	103 913,2	2 551,7	2 369,4	**103 730,9**	95 631,6
Moins : Crédits permanents Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) Élément 3				**9,6**	9,6
Crédits à voter*				**103 721,3**	95 622,0

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, culturelle et économique des immigrants.

* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	2001-2002	2000-2001
			(000 $)		
Rémunération	10 238,5	29 652,9	15 925,1	**55 816,5**	50 623,2
Fonctionnement	672,9	6 406,5	19 872,3	**26 951,7**	28 706,7
Transfert	-	20 815,0	330,0	**21 145,0**	17 190,0
	10 911,4	56 874,4	36 127,4	**103 913,2**	96 519,9
Effectif total	142	665	226	**1 033**	1 033
Budget d'investissements					
Immobilisations	730,0	27,0	1 436,4	**2 193,4**	1 463,4
Prêts, Placements et Avances	1,0	175,0	-	**176,0**	200,0
	731,0	202,0	1 436,4	**2 369,4**	1 663,4

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Relations avec les citoyens et Immigration

Programme 3
Conseil et organismes de protection relevant du ministre

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Office de la protection du consommateur	8 399,4	141,1	34,4	**8 292,7**	7 862,0
2. Commission d'accès à l'information	3 695,2	42,1	12,0	**3 665,1**	3 599,9
3. Conseil des relations interculturelles	676,9	1,0	3,0	**678,9**	666,0
4. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	11 424,7	45,8	38,0	**11 416,9**	11 225,4
	24 196,2	230,0	87,4	**24 053,6**	23 353,3
Crédits à voter				**24 053,6**	23 353,3

Ce programme vise à permettre aux citoyens de faire appel, lorsque nécessaire, aux organismes qui sont chargés de protéger leurs droits, que ce soit par rapport au respect des droits et libertés de la personne, à l'égalité entre les personnes, à la protection des renseignements personnels et aux droits des consommateurs. Ce programme vise aussi à permettre au Ministère d'obtenir un éclairage sur des problématiques particulières touchant les relations interculturelles en vue de définir ses orientations, d'identifier les grandes avenues d'intervention et de choisir les mesures les plus appropriées pour répondre aux besoins exprimés.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	4	2001-2002	2000-2001
			(000 $)			
Rémunération	5 960,4	2 872,2	529,3	8 552,8	**17 914,7**	17 214,4
Fonctionnement	1 943,6	823,0	147,6	2 871,9	**5 786,1**	5 786,1
Transfert	495,4	-	-	-	**495,4**	495,4
	8 399,4	3 695,2	676,9	11 424,7	**24 196,2**	23 495,9
Effectif total	115	49	9	155	**328**	328
Budget d'investissements						
Immobilisations	34,4	12,0	3,0	38,0	**87,4**	87,4
	34,4	12,0	3,0	38,0	**87,4**	87,4

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Relations avec les citoyens et Immigration

Programme 4
Curateur public

Élément	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Curateur public	35 267,8	2 100,0	2 400,0	35 567,8	37 597,9
Crédits à voter				**35 567,8**	37 597,9

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes. Il vise également à remettre les biens non réclamés aux ayants droits ou à l'État.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Élément 1	2001-2002	2000-2001
	(000 $)		
Rémunération	24 764,9	**24 764,9**	26 795,0
Fonctionnement	10 002,9	**10 002,9**	10 002,9
Créances douteuses et autres	500,0	**500,0**	500,0
	35 267,8	**35 267,8**	37 297,9
Effectif total	466	**466**	513
Budget d'investissements			
Immobilisations	2 400,0	**2 400,0**	2 400,0
	2 400,0	**2 400,0**	2 400,0

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Relations avec les citoyens et Immigration

Crédit au net

	2001-2002 (000 $)
Programme 2 - Immigration, intégration et régionalisation	
Dépenses du programme (excluant amortissement)	101 361,5
Moins: revenus associés au crédit au net	12 800,0
Crédit au net	88 561,5

Ce crédit au net vise à faciliter la réalisation du Plan triennal d'immigration 2001-2003. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la tarification de l'analyse des dossiers relatifs à la sélection des immigrants.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation de revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent à la hausse des revenus jusqu'à concurrence de 3 800 000 $ et, pour l'excédent, dans une proportion représentant 10 % des revenus additionnels.

Relations avec les citoyens et Immigration

Crédits affectés à un fonds spécial

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Relations civiques et relations avec les citoyens		
Fonds de l'information gouvernementale	-	-
Fonds de l'état civil	-	-
Total	-	-
Effectif total	270	270

Relations avec les citoyens et Immigration

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Relations civiques et relations avec les citoyens		
Actes de civisme	468,4	468,4
Adaptation des organismes	104,5	104,5
Fonds de soutien en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels	175,0	175,0
Programme de soutien à la participation civique	1 900,0	1 900,0
Autres crédits de transfert	175,0	175,0
Total du programme 1	2 822,9	2 822,9
Programme 2 - Immigration, intégration et régionalisation		
Accueil et établissement des immigrants	3 850,0	3 650,0
Fonds de développement de l'immigration en région	400,0	400,0
Fonds de la semaine québécoise de la citoyenneté	210,0	210,0
Fonds des jeunes des minorités visibles	200,0	200,0
Francisation en milieu de travail	300,0	300,0
Programme d'accueil et d'installation des réfugiés	1 600,0	1 600,0
Programme d'aide à la francisation des immigrants	1 400,0	1 400,0
Programme d'allocation pour la francisation à temps partiel des immigrants	1 700,0	-
Programme de soutien à l'insertion en emploi	1 800,0	1 800,0
Programme d'échanges des jeunes	355,0	-
Service de formation linguistique	9 400,0	7 300,0
Soutien à des projets d'intégration	572,5	-
Autres crédits de transfert	357,5	330,0
Total du programme 2	21 145,0	17 190,0
Programme 3 - Conseil et organismes de protection relevant du ministre		
Subventions à des organismes oeuvrant dans le domaine de la consommation	495,4	495,4
Total du portefeuille	24 463,3	20 508,3

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Institutions d'enseignement	355,0	-
Municipalités	572,5	-
Organismes à but non lucratif	11 367,4	11 139,9
Personnes	12 168,4	9 368,4
Total du portefeuille	24 463,3	20 508,3

Relations avec les citoyens et Immigration

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Support	**24 463,3**	20 508,3
Total du portefeuille	**24 463,3**	20 508,3

Relations internationales

Programme	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	2001-2002 Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Affaires internationales	105 656,4	1 040,4	1 430,0	**106 046,0**	88 109,9
Moins : Crédits permanents				**109,6**	109,6
Crédits à voter				**105 936,4**	88 000,3

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**49 218,7**	43 226,8
Fonctionnement	**23 360,4**	21 009,2
Affectation à un fonds spécial	**10 542,3**	9 642,1
Transfert	**22 535,0**	14 163,4
Total	**105 656,4**	88 041,5
Effectif du programme	**584**	580
Effectif du fonds spécial	**3**	3
Effectif total	**587**	583
Budget d'investissements		
Immobilisations	**830,0**	530,0
Prêts, Placements et Avances	**600,0**	500,0
Total	**1 430,0**	1 030,0

Relations internationales

Programme 1
Affaires internationales

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Direction, politiques et affaires publiques	11 782,8	-	-	**11 782,8**	10 862,2
2. Représentation du Québec à l'étranger	47 937,8	-	800,0	**48 737,8**	41 852,5
3. Affaires bilatérales	19 811,8	-	-	**19 811,8**	15 932,1
4. Affaires francophones et multilatérales	14 225,5	-	-	**14 225,5**	8 929,1
5. Gestion interne	11 898,5	1 040,4	630,0	**11 488,1**	10 534,0
	105 656,4	1 040,4	1 430,0	**106 046,0**	88 109,9
Moins : Crédits permanents Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) Élément 1				**109,6**	109,6
Crédits à voter				**105 936,4**	88 000,3

Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	4	5	2001-2002	2000-2001
			(000 $)				
Rémunération	6 738,9	28 493,4	5 714,7	2 660,8	5 610,9	**49 218,7**	43 226,8
Fonctionnement	4 104,1	8 902,1	3 089,2	977,4	6 287,6	**23 360,4**	21 009,2
Affectation à un fonds spécial	-	10 542,3	-	-	-	**10 542,3**	9 642,1
Transfert	939,8	-	11 007,9	10 587,3	-	**22 535,0**	14 163,4
	11 782,8	47 937,8	19 811,8	14 225,5	11 898,5	**105 656,4**	88 041,5
Effectif total	112	260	106	42	64	**584**	580
Budget d'investissements							
Immobilisations	-	200,0	-	-	630,0	**830,0**	530,0
Prêts, Placements et Avances	-	600,0	-	-	-	**600,0**	500,0
	-	800,0	-	-	630,0	**1 430,0**	1 030,0

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Relations internationales

Crédits affectés à un fonds spécial

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Affaires internationales		
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger	10 542,3	9 642,1
Total	10 542,3	9 642,1
Effectif total	3	3

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	151,8	152,1
Fonctionnement	8 877,3	8 175,2
Capital	1 057,5	845,4
Intérêt	455,7	469,4
Total	10 542,3	9 642,1

Relations internationales

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Affaires internationales		
Affaires françaises	1 651,3	1 540,0
Francophonie	6 918,9	4 301,6
Office franco-québécois pour la jeunesse et Agence Québec/Wallonie-Bruxelles	2 415,6	1 865,6
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	2 000,0	1 000,0
Québec sans frontières	1 617,0	840,0
Saison Québec - New York 2001	3 726,0	2 500,0
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	1 215,0	720,7
Subventions dans le cadre des affaires multilatérales	2 051,4	754,0
Autres crédits de transfert	939,8	641,5
Total du programme 1	22 535,0	14 163,4
Total du portefeuille	22 535,0	14 163,4

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises	50,0	-
Institutions d'enseignement	600,0	300,0
Municipalités	108,0	25,0
Organismes à but non lucratif	19 503,1	12 830,5
Personnes	2 273,9	1 007,9
Total du portefeuille	22 535,0	14 163,4

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Support	22 535,0	14 163,4
Total du portefeuille	22 535,0	14 163,4

Ressources naturelles

Programmes	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	2001-2002 Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Connaissance et gestion du territoire	25 898,5	-	5 388,7	**31 287,2**	34 792,6
2. Connaissance et gestion du patrimoine forestier	143 486,0	-	5 182,7	**148 668,7**	155 952,2
3. Financement forestier	2 033,5	66,0	30,0	**1 997,5**	2 118,4
4. Gestion et développement de la ressource minérale	32 079,9	-	1 764,2	**33 844,1**	46 293,8
5. Direction et soutien administratif	60 003,2	16 580,6	7 017,5	**50 440,1**	49 167,6
6. Développement énergétique	46 946,1	-	87,2	**47 033,3**	45 045,7
	310 447,2	16 646,6	19 470,3	**313 270,9**	335 370,5
Moins : Crédits permanents				**5 041,6**	5 079,1
Crédits à voter				**308 229,3**	330 291,4

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**121 041,1**	114 852,8
Fonctionnement	**99 579,3**	97 194,2
Affectation à un fonds spécial	**33 597,7**	47 052,1
Transfert	**56 229,1**	71 331,7
Total	**310 447,2**	330 430,8
Effectif des programmes	**2 311**	2 361
Effectif des fonds spéciaux	**1 172**	1 132
Effectif total	**3 483**	3 493
Budget d'investissements		
Immobilisations	**19 359,9**	19 359,9
Prêts, Placements et Avances	**110,4**	110,4
Total	**19 470,3**	19 470,3

Ressources naturelles

Programme 1
Connaissance et gestion du territoire

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	**Crédits**	Crédits
			(000 $)		
1. Connaissance géographique du territoire	12 635,9	-	2 818,7	**15 454,6**	18 693,3
2. Gestion des terres publiques	13 262,6	-	2 570,0	**15 832,6**	16 099,3
	25 898,5	-	5 388,7	**31 287,2**	34 792,6
Crédits à voter				**31 287,2**	34 792,6

Ce programme vise à recueillir toutes les informations relatives aux dimensions, à la configuration, à l'utilisation, à la délimitation et à la description du territoire. Il vise aussi l'enregistrement des diverses transactions relatives à l'aliénation ou à la localisation de certaines parties du domaine public et à contrôler l'utilisation des terres publiques.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2001-2002	2000-2001
	1	2		
		(000 $)		
Rémunération	6 518,2	10 341,3	**16 859,5**	17 175,0
Fonctionnement	6 117,7	2 820,3	**8 938,0**	9 857,0
Transfert	-	101,0	**101,0**	500,0
	12 635,9	13 262,6	**25 898,5**	27 532,0
Effectif total	90	230	**319**	366
Budget d'investissements				
Immobilisations	2 818,7	2 570,0	**5 388,7**	7 260,6
	2 818,7	2 570,0	**5 388,7**	7 260,6

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Ressources naturelles

Programme 2
Connaissance et gestion du patrimoine forestier

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Politiques et programmes forestiers	43 478,7	-	992,1	**44 470,8**	43 681,9
2. Production de plants, recherche et inventaires forestiers	5 530,4	-	-	**5 530,4**	19 284,8
3. Planification et suivi des interventions en forêt	94 476,9	-	4 190,6	**98 667,5**	92 985,5
	143 486,0	-	5 182,7	**148 668,7**	155 952,2
Moins : Crédits permanents					
Loi sur les forêts, (L.R.Q., c. F-4.1)					
Élément 1				**5 000,0**	5 000,0
Crédits à voter				**143 668,7**	150 952,2

Ce programme vise à favoriser et appuyer le développement, l'application et la mise à jour des connaissances du milieu forestier et de ses ressources, à en planifier, contrôler et évaluer l'utilisation et à suivre les interventions permettant d'assurer sa mise en valeur. Il vise également à favoriser la protection du milieu contre les fléaux d'origine naturelle ou humaine et à améliorer en quantité et en qualité sa capacité de production afin de répondre aux demandes de matière ligneuse ou à d'autres usages. Il vise enfin à favoriser la rationalisation et le développement du secteur de la transformation des bois.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	2001-2002	2000-2001
			(000 $)		
Rémunération	13 347,3	-	42 728,7	**56 076,0**	51 652,2
Fonctionnement	28 481,0	-	15 336,0	**43 817,0**	40 478,4
Affectation à un fonds spécial	-	5 530,4	-	**5 530,4**	19 284,8
Transfert	1 650,4	-	36 412,2	**38 062,6**	39 612,6
	43 478,7	5 530,4	94 476,9	**143 486,0**	151 028,0
Effectif total	244	-	940	**1 184**	1 187
Budget d'investissements					
Immobilisations	992,1	-	4 190,6	**5 182,7**	4 924,2
	992,1	-	4 190,6	**5 182,7**	4 924,2

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Ressources naturelles

Programme 3
Financement forestier

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Gestion interne et soutien	1 180,9	66,0	30,0	**1 144,9**	1 072,9
2. Prêts forestiers	852,6	-	-	**852,6**	1 045,5
	2 033,5	66,0	30,0	**1 997,5**	2 118,4
Moins : Crédits permanents					
Loi sur le crédit forestier, (L.R.Q., c. C-78)					
Élément 2				**32,0**	69,5
Crédits à voter				**1 965,5**	2 048,9

Ce programme vise à rendre accessible un crédit forestier en vue de faciliter les investissements dans la mise en valeur et la consolidation des forêts privées.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2001-2002	2000-2001
	1	2		
		(000 $)		
Rémunération	905,0	-	**905,0**	833,0
Fonctionnement	275,9	-	**275,9**	259,9
Transfert	-	852,6	**852,6**	1 045,5
	1 180,9	852,6	**2 033,5**	2 138,4
Effectif total	11	-	**11**	11
Budget d'investissements				
Immobilisations	30,0	-	**30,0**	30,0
	30,0	-	**30,0**	30,0

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Ressources naturelles

Programme 4
Gestion et développement de la ressource minérale

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Exploration	19 164,1	-	896,0	**20 060,1**	28 937,1
2. Industrie minérale, recherche et développement et gestion des lois	12 915,8	-	868,2	**13 784,0**	19 356,7
	32 079,9	-	1 764,2	**33 844,1**	48 293,8
Crédits à voter				**33 844,1**	48 293,8

Ce programme vise à établir la connaissance géologique du territoire, à faire la promotion de l'exploration, à promouvoir avec l'industrie des projets de développement et la réalisation de certains investissements en infrastructures et également à réglementer certaines conditions d'exercice de l'activité minière. Il vise également à favoriser l'exploitation, la transformation et l'utilisation des substances minérales par la recherche appliquée et la prestation de services analytiques et conseils techniques.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2001-2002	2000-2001
	1	2		
		(000 $)		
Rémunération	10 173,2	7 073,7	**17 246,9**	15 736,1
Fonctionnement	6 039,1	4 327,1	**10 366,2**	11 807,4
Transfert	2 951,8	1 515,0	**4 466,8**	18 986,1
	19 164,1	12 915,8	**32 079,9**	46 529,6
Effectif total	127	119	**246**	245
Budget d'investissements				
Immobilisations	896,0	868,2	**1 764,2**	1 764,2
	896,0	868,2	**1 764,2**	1 764,2

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Ressources naturelles

Programme 5
Direction et soutien administratif

Élément	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Direction et soutien administratif	60 003,2	16 580,6	7 017,5	50 440,1	49 167,8
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				9,6	9,6
Crédits à voter				50 430,5	49 158,2

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du Ministère.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Élément 1	2001-2002	2000-2001
	(000 $)		
Rémunération	24 653,8	24 653,8	24 260,0
Fonctionnement	34 867,4	34 867,4	33 476,7
Affectation à un fonds spécial	267,3	267,3	267,3
Transfert	214,7	214,7	214,7
	60 003,2	60 003,2	58 218,7
Effectif total	455	455	456
Budget d'investissements			
Immobilisations	6 907,1	6 907,1	5 319,3
Prêts, Placements et Avances	110,4	110,4	110,4
	7 017,5	7 017,5	5 429,7

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Ressources naturelles

Programme 6
Développement énergétique

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Développement énergétique	13 334,5	-	87,2	**13 421,7**	12 792,7
2. Efficacité énergétique	5 811,6	-	-	**5 811,6**	4 753,0
3. Grand verglas - Rétablissement des services publics essentiels d'électricité	27 800,0	-	-	**27 800,0**	27 500,0
	46 946,1	-	87,2	**47 033,3**	45 045,7
Crédits à voter				**47 033,3**	45 045,7

Ce programme vise à formuler les actions et interventions du gouvernement dans le secteur énergétique, à administrer les lois et règlements concernant ce secteur, ainsi qu'à gérer les programmes d'aide technique et financière ayant pour objet d'accroître la productivité énergétique du Québec. Il vise enfin à verser une partie des contributions requises par le Fonds relatif à la tempête de verglas qui apparaît au portefeuille Conseil du trésor, Administration et Fonction publique.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	2001-2002	2000-2001
			(000 $)		
Rémunération	5 299,9	-	-	**5 299,9**	5 196,5
Fonctionnement	1 314,8	-	-	**1 314,8**	1 314,8
Affectation à un fonds spécial	-	-	27 800,0	**27 800,0**	27 500,0
Transfert	6 719,8	5 811,6	-	**12 531,4**	10 972,8
	13 334,5	5 811,6	27 800,0	**46 946,1**	44 984,1
Effectif total	96	-	-	**96**	96
Budget d'investissements					
Immobilisations	87,2	-	-	**87,2**	61,6
	87,2	-	-	**87,2**	61,6

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Ressources naturelles

Crédits affectés à un fonds spécial

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Connaissance et gestion du territoire		
Fonds d'information géographique	-	-
Fonds d'information foncière	-	-
Total du programme 1	-	-
Programme 2 - Connaissance et gestion du patrimoine forestier		
Fonds forestier	5 530,4	19 284,8
Programme 5 - Direction et soutien administratif		
Fonds forestier	267,3	267,3
Programme 6 - Développement énergétique		
Fonds relatif à la tempête de verglas	27 800,0	27 500,0
Total	33 597,7	47 052,1
Effectif total	1 172	1 132

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	2 534,8	10 545,1
Fonctionnement	3 297,8	7 600,0
Capital	-	742,0
Intérêt	55,3	86,0
Support	27 800,0	28 079,0
Total	33 597,7	47 052,1

Ressources naturelles

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Connaissance et gestion du territoire		
Aide à la mise en valeur du territoire	101,0	500,0
Programme 2 - Connaissance et gestion du patrimoine forestier		
Aide à la mise en valeur du territoire	1 350,0	1 350,0
Aide à la production forestière privée	34 500,0	34 500,0
Développement de l'industrie forestière	1 650,4	3 200,4
Station forestière Duchesnay (SEPAQ)	562,2	562,2
Total du programme 2	38 062,6	39 612,6
Programme 3 - Financement forestier		
Prêts forestiers	852,6	1 045,5
Programme 4 - Gestion et développement de la ressource minérale		
Aide à l'exploration minérale	2 951,8	11 801,8
Assistance à l'industrie minérale	15,0	3 730,0
Consortium de recherche minérale (COREM)	1 500,0	3 454,3
Total du programme 4	4 466,8	18 986,1
Programme 5 - Direction et soutien administratif		
Autres crédits de transfert	214,7	214,7
Programme 6 - Développement énergétique		
Agence de l'efficacité énergétique	5 811,6	4 753,0
Aide à la recherche et au développement	1 219,8	1 219,8
Extension du réseau gazier	5 500,0	5 000,0
Total du programme 6	12 531,4	10 972,8
Total du portefeuille	56 229,1	71 331,7

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises	44 938,1	59 030,3
Entreprises et organismes d'État	6 388,5	5 329,9
Institutions d'enseignement	1 468,3	1 467,2
Municipalités	1 450,0	1 850,0
Organismes à but non lucratif	1 984,2	3 654,3
Total du portefeuille	56 229,1	71 331,7

Ressources naturelles

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	1 865,5	1 834,8
Fonctionnement	910,3	897,4
Capital	41 490,0	41 375,0
Support	11 963,3	27 224,5
Total du portefeuille	**56 229,1**	71 331,7

Revenu

Programme	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	2001-2002 Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Administration fiscale	683 863,5	1 500,0	3 764,9	**686 128,4**	711 279,9
Moins : Crédits permanents				**258 350,6**	298 350,6
Crédits à voter				**427 777,8**	412 929,3

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**250 006,9**	241 963,3
Fonctionnement	**134 530,1**	130 091,7
Affectation à un fonds spécial	**96 223,5**	96 281,9
Transfert	**103,0**	103,0
Créances douteuses et autres	**203 000,0**	243 000,0
Total	**683 863,5**	711 439,9
Effectif du programme	**5 532**	5 555
Effectif du Compte de gestion T.P.S.	**1 393**	1 440
Effectif des fonds spéciaux	**1 364**	1 294
Effectif total	**8 289**	8 289
Budget d'investissements		
Immobilisations	**3 749,9**	1 325,0
Prêts, Placements et Avances	**15,0**	15,0
Total	**3 764,9**	1 340,0

Revenu

Programme 1
Administration fiscale

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Opérations régionales	156 869,0	-	445,0	**157 314,0**	143 708,2
2. Opérations concentrées	92 097,7	-	345,2	**92 442,9**	91 018,3
3. Technologies de l'information	41 446,5	-	-	**41 446,5**	37 441,3
4. Administration et support	94 627,3	1 500,0	2 974,7	**96 102,0**	106 055,1
5. Perception	234 597,5	-	-	**234 597,5**	273 766,7
6. Pensions alimentaires	38 034,9	-	-	**38 034,9**	33 379,6

Suite à la page 19 - 3

Ce programme vise à percevoir les impôts et les taxes ainsi qu'à administrer des programmes sociaux à caractère fiscal et tout autre programme de perception que lui confie le gouvernement.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	4	5	6	Sous-total
			(000 $)				
Rémunération	127 488,1	44 050,3	20 425,6	41 429,4	-	-	233 393,4
Fonctionnement	29 380,9	48 047,4	21 020,9	26 503,8	-	-	124 953,0
Affectation à un fonds spécial	-	-	-	26 591,1	31 597,5	38 034,9	96 223,5
Transfert	-	-	-	103,0	-	-	103,0
Créances douteuses et autres	-	-	-	-	203 000,0	-	203 000,0
	156 869,0	92 097,7	41 446,5	94 627,3	234 597,5	38 034,9	657 672,9
Effectif total	3 013	1 071	390	679	-	-	5 153
Budget d'investissements							
Immobilisations	430,0	345,2	-	2 974,7	-	-	3 749,9
Prêts, Placements et Avances	15,0	-	-	-	-	-	15,0
	445,0	345,2	-	2 974,7	-	-	3 764,9

Revenu

Programme 1 (suite)

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
7. Recherche et développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale	26 190,6	-	-	**26 190,6**	25 910,7
	683 863,5	1 500,0	3 764,9	**686 128,4**	711 279,9
Moins : Crédits permanents					
Loi sur la taxe de vente du Québec, (L.R.Q., c. T-0.1)					
Élément 1				**1 572,5**	1 572,5
Loi concernant la taxe sur les carburants, (L.R.Q., c. T-1)					
Élément 1				**2 279,9**	2 279,9
Loi concernant l'impôt sur le tabac, (L.R.Q., c. I-2)					
Élément 1				**1 488,6**	1 488,6
Loi sur le ministère du Revenu, (L.R.Q., c. M-31)					
Élément 1				**21 060,0**	21 060,0
Élément 2				**28 940,0**	28 940,0
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 4				**9,6**	9,6
Loi sur l'administration financière, (2000, c.15)					
Élément 5				**203 000,0**	243 000,0
Crédits à voter				**427 777,8**	412 929,3

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	Éléments 7	2001-2002	2000-2001
		(000 $)		
Rémunération	233 393,4	16 613,5	**250 006,9**	241 963,3
Fonctionnement	124 953,0	9 577,1	**134 530,1**	130 091,7
Affectation à un fonds spécial	96 223,5	-	**96 223,5**	96 281,9
Transfert	103,0	-	**103,0**	103,0
Créances douteuses et autres	203 000,0	-	**203 000,0**	243 000,0
	657 672,9	26 190,6	**683 863,5**	711 439,9
Effectif total	5 153	379	**5 532**	5 555
Budget d'investissements				
Immobilisations	3 749,9	-	**3 749,9**	1 325,0
Prêts, Placements et Avances	15,0	-	**15,0**	15,0
	3 764,9	-	**3 764,9**	1 340,0

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit des éléments 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance. De plus, sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde du crédit qui n'aura pas été utilisé à l'élément 7 de ce programme peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence d'un montant de 2 000 000 $.

Revenu

Crédits affectés à un fonds spécial

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Administration fiscale		
Fonds de perception	**31 597,5**	30 766,7
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu	**26 591,1**	32 135,6
Fonds des pensions alimentaires	**38 034,9**	33 379,6
Total	**96 223,5**	96 281,9
Effectif total	**1 364**	1 294

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	**52 035,7**	47 102,3
Fonctionnement	**14 966,8**	14 224,0
Capital	**24 721,1**	30 114,7
Intérêt	**4 499,9**	4 840,9
Total	**96 223,5**	96 281,9

Revenu

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Administration fiscale		
Subventions à des organismes reliés à la fiscalité	**103,0**	103,0
Total du portefeuille	**103,0**	103,0

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Organismes à but non lucratif	**103,0**	103,0
Total du portefeuille	**103,0**	103,0

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Support	**103,0**	103,0
Total du portefeuille	**103,0**	103,0

Santé et Services sociaux

Programmes	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	2001-2002 Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Fonctions nationales	231 650,0	1 275,8	920,0	**231 294,2**	205 795,2
2. Fonctions régionales	12 351 140,1	-	-	**12 351 140,1**	11 848 995,1
3. Office des personnes handicapées du Québec	47 303,8	148,0	100,0	**47 255,8**	44 890,5
4. Régie de l'assurance maladie du Québec	4 085 723,0	-	-	**4 085 723,0**	3 889 804,4
	16 715 816,9	1 423,8	1 020,0	**16 715 413,1**	15 989 485,2
Moins : Crédits permanents				**2 354 442,7**	2 119 960,1
Fonds des services de santé				**4 400 000,0**	4 352 000,0
Crédits à voter				**9 960 970,4**	9 517 525,1

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**52 384,7**	52 347,3
Fonctionnement	**56 073,7**	49 159,1
Transfert	**16 607 358,5**	15 887 739,3
Total	**16 715 816,9**	15 989 245,7
Effectif des programmes	**901**	901
Effectif total	**901**	901
Budget d'investissements		
Immobilisations	**1 020,0**	1 277,0
Total	**1 020,0**	1 277,0

Santé et Services sociaux

Programme 1
Fonctions nationales

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Direction et gestion ministérielle	77 140,5	1 275,8	920,0	**76 784,7**	74 225,9
2. Organismes-conseils	3 989,5	-	-	**3 989,5**	3 888,0
3. Activités nationales	150 520,0	-	-	**150 520,0**	127 681,3
	231 650,0	1 275,8	920,0	**231 294,2**	205 795,2
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				**19,2**	19,2
Loi sur la protection de la santé publique, (L.R.Q., c. P-35)					
Élément 3				**418,5**	418,5
Crédits à voter				**230 856,5**	205 357,5

Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler leurs programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments			2001-2002	2000-2001
	1	2	3		
			(000 $)		
Rémunération	41 925,1	2 755,4	-	**44 680,5**	44 910,0
Fonctionnement	35 215,4	1 134,1	728,5	**37 078,0**	33 423,0
Transfert	-	100,0	149 791,5	**149 891,5**	127 152,8
	77 140,5	3 989,5	150 520,0	**231 650,0**	205 485,8
Effectif total	714	42	-	**756**	756
Budget d'investissements					
Immobilisations	920,0	-	-	**920,0**	1 237,0
	920,0	-	-	**920,0**	1 237,0

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Santé et Services sociaux

Programme 2
Fonctions régionales

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	**Crédits**	Crédits
			(000 $)		
1. Régies régionales	93 994,3	-	-	**93 994,3**	89 474,2
2. Établissements de santé et de services sociaux	10 105 265,7	-	-	**10 105 265,7**	9 828 407,8
3. Soutien des organismes communautaires	236 077,1	-	-	**236 077,1**	216 358,1
4. Activités connexes	1 399 306,3	-	-	**1 399 306,3**	1 235 126,5
5. Service de la dette	516 496,7	-	-	**516 496,7**	479 628,5
	12 351 140,1	-	-	**12 351 140,1**	11 848 995,1
Moins : Crédits permanents					
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10) Élément 4				**468 282,0**	405 718,0
Fonds des services de santé					
Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5) Élément 2				**2 200 000,0**	2 176 000,0
Crédits à voter				**9 682 858,1**	9 267 277,1

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments					2001-2002	2000-2001
	1	2	3	4	5		
			(000 $)				
Fonctionnement	-	-	-	16 915,1	-	**16 915,1**	13 655,8
Transfert	93 994,3	10 105 265,7	236 077,1	1 382 391,2	516 496,7	**12 334 225,0**	11 835 339,3
	93 994,3	10 105 265,7	236 077,1	1 399 306,3	516 496,7	**12 351 140,1**	11 848 995,1

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fond de suppléance. De plus, sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde du crédit qui n'aura pas été utilisé à l'élément 5 peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de cette partie du crédit.

Santé et Services sociaux

Programme 3
Office des personnes handicapées du Québec

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Services aux personnes handicapées	37 519,0	-	-	**37 519,0**	35 442,8
2. Direction et administration	9 784,8	148,0	100,0	**9 736,8**	9 447,7
	47 303,8	148,0	100,0	**47 255,8**	44 890,5
Crédits à voter				**47 255,8**	44 890,5

Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	2001-2002	2000-2001
		(000 $)		
Rémunération	-	7 704,2	**7 704,2**	7 437,3
Fonctionnement	-	2 080,6	**2 080,6**	2 080,3
Transfert	37 519,0	-	**37 519,0**	35 442,8
	37 519,0	9 784,8	**47 303,8**	44 960,4
Effectif total	-	145	**145**	145
Budget d'investissements				
Immobilisations	-	100,0	**100,0**	40,0
	-	100,0	**100,0**	40,0

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

F3

Santé et Services sociaux

Programme 4
Régie de l'assurance maladie du Québec

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Services médicaux	2 586 700,0	-	-	**2 586 700,0**	2 560 095,5
2. Services optométriques	24 705,8	-	-	**24 705,8**	24 205,8
3. Services dentaires	99 829,4	-	-	**99 829,4**	100 648,0
4. Services pharmaceutiques et médicaments	1 212 140,1	-	-	**1 212 140,1**	1 058 097,6
5. Autres services	97 563,4	-	-	**97 563,4**	86 147,1

Suite à la page **20 - 6**

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurance médicaments ainsi que les frais d'administration afférents.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments					Sous-total
	1	2	3	4	5	
			(000 $)			
Transfert	2 586 700,0	24 705,8	99 829,4	1 212 140,1	97 563,4	4 020 938,7
	2 586 700,0	24 705,8	99 829,4	1 212 140,1	97 563,4	4 020 938,7

Santé et Services sociaux

Programme 4 (suite)

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
6. Administration	64 784,3	-	-	**64 784,3**	60 610,4
	4 085 723,0	-	-	**4 085 723,0**	3 889 804,4
Moins : Crédits permanents					
Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5)					
Élément 1				**1 193 864,5**	1 082 449,9
Élément 2				**11 402,7**	8 475,4
Élément 3				**46 075,2**	34 898,8
Élément 4				**559 450,7**	537 936,9
Élément 5				**45 029,4**	29 332,9
Élément 6				**29 900,5**	20 710,5
Fonds des services de santé					
Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5)					
Élément 1				**1 392 835,5**	1 477 645,6
Élément 2				**13 303,1**	15 730,4
Élément 3				**53 754,2**	65 749,2
Élément 4				**652 689,4**	520 160,7
Élément 5				**52 534,0**	56 814,2
Élément 6				**34 883,8**	39 899,9
Crédits à voter				-	-

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	Éléments 6	2001-2002	2000-2001
		(000 $)		
Transfert	4 020 938,7	64 784,3	**4 085 723,0**	3 889 804,4
	4 020 938,7	64 784,3	**4 085 723,0**	3 889 804,4

Santé et Services sociaux

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Programme 1 - Fonctions nationales		
Programme d'intervention - Hépatite C	30 752,9	21 805,6
Services hospitaliers hors-Québec	70 104,8	68 927,7
Autres crédits de transfert	49 033,8	36 419,5
Total du programme 1	149 891,5	127 152,8
Programme 2 - Fonctions régionales		
Achat de vaccins et de produits biologiques	40 644,7	25 891,1
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	64 770,9	60 658,6
Établissements privés	330 408,0	303 639,5
Établissements publics	9 674 226,7	9 434 621,9
Loyer CHQ - établissements du réseau	100 631,0	90 146,4
Organismes communautaires de maintien à domicile	34 176,4	30 299,7
Organismes communautaires de promotion et de services	201 900,7	186 058,4
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	32 000,0	30 000,0
Régies régionales	93 994,3	89 474,2
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	468 282,0	405 718,0
Rémunération des internes et résidents	107 930,4	103 128,3
Ressources de type familial	153 951,6	148 145,2
Santé publique	29 324,6	27 776,0
Service de la dette	516 496,7	479 628,5
Système du sang	207 813,7	169 476,3
Transporteurs ambulanciers	124 928,6	116 529,5
Autres crédits de transfert	152 744,7	134 147,7
Total du programme 2	12 334 225,0	11 835 339,3
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec		
Subventions aux centres de travail adapté	31 718,4	31 042,2
Subventions aux organismes de promotion des droits des personnes handicapées	5 265,4	3 865,4
Autres crédits de transfert	535,2	535,2
Total du programme 3	37 519,0	35 442,8
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec		
Bourses d'études, de recherche et primes	9 150,0	9 060,0
Frais afférents à l'administration des régimes d'assurance maladie et d'assistance maladie	64 784,3	60 610,4
Prothèses et orthèses	88 413,4	77 087,1
Services dentaires	99 829,4	100 648,0
Services médicaux	2 586 700,0	2 560 095,5
Services optométriques	24 705,8	24 205,8
Services pharmaceutiques et médicaments	1 212 140,1	1 058 097,6
Total du programme 4	4 085 723,0	3 889 804,4
Total du portefeuille	16 607 358,5	15 887 739,3

Santé et Services sociaux

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises	124 928,6	116 529,5
Entreprises et organismes d'État	93 263,8	75 875,7
Établissements de santé et de services sociaux	11 583 509,3	11 155 081,0
Organismes à but non lucratif	507 261,1	445 728,7
Personnes	4 298 395,7	4 094 524,4
Total du portefeuille	16 607 358,5	15 837 739,3

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	12 150 057,4	11 730 993,1
Fonctionnement	2 016 207,7	1 871 514,3
Capital	214 798,4	183 681,5
Intérêt	324 083,7	319 566,8
Support	1 902 211,3	1 781 983,6
Total du portefeuille	16 607 358,5	15 887 739,3

Sécurité publique

Programmes	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	2001-2002 Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Sécurité, prévention et gestion interne	342 083,1	4 517,4	3 694,7	**341 260,4**	327 433,7
2. Sûreté du Québec	379 974,3	12 498,1	23 341,4	**390 817,6**	328 763,5
3. Organismes relevant du ministre	23 527,2	-	948,3	**24 475,5**	22 940,3
	745 584,6	17 015,5	27 984,4	**756 553,5**	679 137,5
Moins : Crédits permanents				**6 352,3**	6 295,7
Crédits à voter				**750 201,2**	672 841,8

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**392 163,0**	353 429,8
Fonctionnement	**221 772,1**	194 661,1
Affectation à un fonds spécial	**109 631,1**	103 506,1
Transfert	**21 987,4**	20 987,4
Créances douteuses et autres	**31,0**	31,0
Total	**745 584,6**	672 615,4
Effectif des programmes	**6 829**	6 780
Effectif du fonds spécial	**2 515**	2 515
Effectif total	**9 344**	9 295
Budget d'investissements		
Immobilisations	**27 923,0**	18 055,9
Prêts, Placements et Avances	**61,4**	61,4
Total	**27 984,4**	18 117,3

Sécurité publique

Programme 1
Sécurité, prévention et gestion interne

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Direction et services supports à la gestion	17 114,4	-	10,0	**17 124,4**	16 050,2
2. Services correctionnels	161 175,1	-	10,0	**161 185,1**	154 300,6
3. Expertises judiciaires	6 462,7	-	-	**6 462,7**	6 509,6
4. Affaires policières et sécurité-protection	38 438,0	-	10,0	**38 448,0**	37 621,6
5. Sécurité civile et sécurité incendie	14 815,3	-	4,5	**14 819,8**	14 021,3

Suite à la page 21 - 3

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites aux bénéfices des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	4	5	Sous-total
			(000 $)			
Rémunération	13 223,4	126 633,7	5 079,7	17 347,9	7 568,1	169 852,8
Fonctionnement	3 684,6	34 541,4	1 383,0	5 396,8	1 430,2	46 416,0
Transfert	226,4	-	-	15 693,3	5 817,0	21 736,7
Créances douteuses et autres	-	-	-	-	-	-
	17 114,4	161 175,1	6 462,7	38 438,0	14 815,3	238 005,5
Effectif total	263	2 704	119	374	174	3 634
Budget d'investissements						
Immobilisations	-	-	-	-	-	-
Prêts, Placements et Avances	10,0	10,0	-	10,0	4,5	34,5
	10,0	10,0	-	10,0	4,5	34,5

Sécurité publique

Programme 1 (suite)

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
6. Éléments de gestion centrale	104 077,6	4 517,4	3 660,2	**103 220,4**	98 930,4
	342 083,1	4 517,4	3 694,7	**341 260,4**	327 433,7
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				**9,6**	9,6
Élément 4				**1 904,1**	1 857,7
Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, (L.R.Q., c. P-38.1)					
Élément 5				**4 404,2**	4 394,0
Loi sur l'administration financière, (2000, c.15)					
Élément 6				**31,0**	31,0
Crédits à voter				**334 911,5**	321 141,4

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	Éléments 6	2001-2002	2000-2001
		(000 $)		
Rémunération	169 852,8	22 571,7	**192 424,5**	182 690,2
Fonctionnement	46 416,0	81 474,9	**127 890,9**	124 880,0
Transfert	21 736,7	-	**21 736,7**	20 986,7
Créances douteuses et autres	-	31,0	**31,0**	31,0
	238 005,5	104 077,6	**342 083,1**	328 587,9
Effectif total	3 634	36	**3 670**	3 658
Budget d'investissements				
Immobilisations	-	3 660,2	**3 660,2**	3 228,7
Prêts, Placements et Avances	34,5	-	**34,5**	34,5
	34,5	3 660,2	**3 694,7**	3 263,2

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Sécurité publique

Programme 2
Sûreté du Québec

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	210 796,2	-	10,0	**210 806,2**	184 423,8
2. Gestion interne et soutien	169 178,1	12 498,1	23 331,4	**180 011,4**	144 339,7
	379 974,3	12 498,1	23 341,4	**390 817,6**	328 763,5
Crédits à voter				**390 817,6**	328 763,5

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	2001-2002	2000-2001
		(000 $)		
Rémunération	139 126,1	43 928,1	**183 054,2**	154 549,8
Fonctionnement	12 065,2	75 223,8	**87 289,0**	63 211,0
Affectation à un fonds spécial	59 604,9	50 026,2	**109 631,1**	103 506,1
	210 796,2	169 178,1	**379 974,3**	321 266,9
Effectif total	1 996	857	**2 853**	2 807
Budget d'investissements				
Immobilisations	-	23 331,4	**23 331,4**	14 664,4
Prêts, Placements et Avances	10,0	-	**10,0**	10,0
	10,0	23 331,4	**23 341,4**	14 674,4

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Sécurité publique

Programme 3
Organismes relevant du ministre

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Régie des alcools, des courses et des jeux	11 324,3	-	821,5	**12 145,8**	11 110,9
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	2 698,6	-	11,6	**2 710,2**	2 574,7
3. Bureau du coroner	4 862,8	-	91,4	**4 954,2**	4 718,6
4. Commissaire à la déontologie policière	2 817,2	-	13,0	**2 830,2**	2 762,4
5. Comité de déontologie policière	1 824,3	-	10,8	**1 835,1**	1 773,7
	23 527,2	-	948,3	**24 475,5**	22 940,3
Moins : Crédits permanents					
Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, (L.R.Q., c. L-6) Élément 1				3,4	3,4
Crédits à voter				**24 472,1**	22 936,9

Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise, également, à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas des décès survenus en des circonstances obscures ou violentes, et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	4	5	2001-2002	2000-2001
			(000 $)				
Rémunération	8 234,4	1 979,3	2 877,7	2 376,6	1 216,3	**16 684,3**	16 189,8
Fonctionnement	2 839,2	719,3	1 985,1	440,6	608,0	**6 592,2**	6 570,1
Transfert	250,7	-	-	-	-	**250,7**	0,7
	11 324,3	2 698,6	4 862,8	2 817,2	1 824,3	**23 527,2**	22 760,6
Effectif total	162	33	48	42	21	**306**	315
Budget d'investissements							
Immobilisations	813,8	10,4	88,4	12,0	6,8	**931,4**	162,8
Prêts, Placements et Avances	7,7	1,2	3,0	1,0	4,0	**16,9**	16,9
	821,5	11,6	91,4	13,0	10,8	**948,3**	179,7

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Sécurité publique

Crédits affectés à un fonds spécial

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 2 - Sûreté du Québec		
Fonds des services de police	**109 631,1**	103 506,1
Total	**109 631,1**	103 506,1
Effectif total	**2 515**	2 515

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	**82 361,2**	77 710,1
Fonctionnement	**23 309,3**	22 113,4
Capital	**3 791,5**	3 525,0
Intérêt	**169,1**	157,6
Total	**109 631,1**	103 506,1

Sécurité publique

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne		
Formation des policiers et des pompiers	**2 900,0**	2 100,0
Sécurité civile	**4 567,0**	4 567,0
Services policiers en milieu autochtone	**13 845,0**	13 845,0
Autres crédits de transfert	**424,7**	474,7
Total du programme 1	**21 736,7**	20 986,7
Programme 3 - Organismes relevant du ministre		
Autres crédits de transfert	**250,7**	0,7
Total du portefeuille	**21 987,4**	20 987,4

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Institutions d'enseignement	**2 900,0**	2 100,0
Municipalités	**15 545,0**	15 595,0
Organismes à but non lucratif	**675,4**	425,4
Personnes	**2 867,0**	2 867,0
Total du portefeuille	**21 987,4**	20 987,4

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Support	**21 987,4**	20 987,4
Total du portefeuille	**21 987,4**	20 987,4

Tourisme, Loisir et Sport

Programmes	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	2001-2002 Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Promotion et développement du tourisme	78 741,5	-	-	**78 741,5**	70 336,3
2. Développement du loisir et du sport	60 098,4	16,3	30,0	**60 112,1**	57 780,6
	138 839,9	16,3	30,0	**138 853,6**	128 116,9
Moins : Crédits permanents				**9,6**	9,6
Crédits à voter				**138 844,0**	128 107,3

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**3 144,4**	3 377,0
Fonctionnement	**1 854,7**	854,3
Affectation à un fonds spécial	**63 441,5**	56 081,9
Transfert	**70 399,3**	67 803,7
Total	**138 839,9**	128 116,9
Effectif des programmes	**64**	64
Effectif du fonds spécial	**363**	363
Effectif total	**427**	427
Budget d'investissements		
Immobilisations	**30,0**	-
Total	**30,0**	-

Tourisme, Loisir et Sport

Programme 1
Promotion et développement du tourisme

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Tourisme Québec	63 441,5	-	-	**63 441,5**	56 081,9
2. Société du Centre des congrès de Québec	15 300,0	-	-	**15 300,0**	14 254,4
	78 741,5	-	-	**78 741,5**	70 336,3
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 1				**9,6**	9,6
Crédits à voter				**78 731,9**	70 326,7

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre touristique et en assurant la promotion du Québec et de ses expériences touristiques.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2001-2002	2000-2001
	1	2		
		(000 $)		
Affectation à un fonds spécial	63 441,5	-	**63 441,5**	56 081,9
Transfert	-	15 300,0	**15 300,0**	14 254,4
	63 441,5	15 300,0	**78 741,5**	70 336,3

Tourisme, Loisir et Sport

Programme 2
Développement du loisir et du sport

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Promotion du loisir et de l'action bénévole	37 088,3	-	-	**37 088,3**	37 013,5
2. Promotion du sport et de la sécurité	17 081,0	-	-	**17 081,0**	16 310,8
3. Administration du loisir et du sport	5 929,1	16,3	30,0	**5 942,8**	4 456,3
	60 098,4	16,3	30,0	**60 112,1**	57 780,6
Crédits à voter				**60 112,1**	57 780,6

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	2001-2002	2000-2001
			(000 $)		
Rémunération	-	-	3 144,4	**3 144,4**	3 377,0
Fonctionnement	-	-	1 854,7	**1 854,7**	854,3
Transfert	37 088,3	17 081,0	930,0	**55 099,3**	53 549,3
	37 088,3	17 081,0	5 929,1	**60 098,4**	57 780,6
Effectif total	-	-	64	**64**	64
Budget d'investissements					
Immobilisations	-	-	30,0	**30,0**	-
	-	-	30,0	**30,0**	-

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Tourisme, Loisir et Sport

Crédits affectés à un fonds spécial

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme		
Fonds de partenariat touristique	63 441,5	56 081,9
Total	63 441,5	56 081,9
Effectif total	363	363

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	18 000,0	16 211,0
Fonctionnement	23 472,4	17 635,9
Capital	589,1	1 500,0
Support	21 380,0	20 735,0
Total	63 441,5	56 081,9

Tourisme, Loisir et Sport

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme		
Société du Centre des congrès de Québec	15 300,0	14 254,4
Programme 2 - Développement du loisir et du sport		
Kino-Québec	1 575,0	1 375,0
Promotion du loisir	13 618,1	14 992,8
Promotion du sport	15 506,0	14 935,8
Soutien aux équipements de loisir	1 668,0	1 668,0
Soutien aux organismes multidisciplinaires	21 802,2	20 352,7
Autres crédits de transfert	930,0	225,0
Total du programme 2	55 099,3	53 549,3
Total du portefeuille	70 399,3	67 803,7

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises et organismes d'État	15 300,0	14 254,4
Établissements de santé et de services sociaux	1 575,0	1 375,0
Municipalités	1 668,0	1 668,0
Organismes à but non lucratif	51 856,3	50 506,3
Total du portefeuille	70 399,3	67 803,7

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	3 421,7	3 322,0
Fonctionnement	3 344,6	2 279,9
Capital	6 866,2	6 736,3
Intérêt	4 292,8	4 541,5
Support	52 474,0	50 924,0
Total du portefeuille	70 399,3	67 803,7

Transports

Programmes	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Infrastructures de transport	1 118 872,9	229 178,3	26 283,1	**915 977,7**	896 466,8
2. Systèmes de transport	322 682,4	440,8	331,6	**322 573,2**	305 002,5
3. Administration et services corporatifs	89 960,9	12 004,1	3 929,3	**81 886,1**	75 733,8
	1 531 516,2	241 623,2	30 544,0	**1 320 437,0**	1 277 203,1
Moins : Crédits permanents				**19,2**	19,2
Crédits à voter				**1 320 417,8**	1 277 183,9

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**181 579,7**	176 536,1
Fonctionnement	**539 416,3**	542 210,2
Affectation à un fonds spécial	**435 434,7**	370 557,4
Transfert	**374 950,5**	408 252,1
Créances douteuses et autres	**135,0**	135,0
Total	**1 531 516,2**	1 497 690,8
Effectif des programmes	**3 949**	3 923
Effectif des fonds spéciaux	**2 426**	2 452
Effectif total	**6 375**	6 375
Budget d'investissements		
Immobilisations	**30 344,0**	42 761,9
Prêts, Placements et Avances	**200,0**	200,0
Total	**30 544,0**	42 961,9

Transports

Programme 1
Infrastructures de transport

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Construction des infrastructures de transport	662 816,5	229 178,3	11 625,0	**445 263,2**	393 457,4
2. Entretien des infrastructures de transport	389 956,4	-	14 658,1	**404 614,5**	385 509,4
3. Aide financière au réseau routier local	66 100,0	-	-	**66 100,0**	117 500,0
	1 118 872,9	229 178,3	26 283,1	**915 977,7**	896 466,8
Crédits à voter				**915 977,7**	896 466,8

Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection, de même que l'entretien des infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	2001-2002	2000-2001
			(000 $)		
Rémunération	-	110 199,2	-	**110 199,2**	107 703,2
Fonctionnement	231 621,3	270 819,5	-	**502 440,8**	510 936,1
Affectation à un fonds spécial	431 195,2	4 239,5	-	**435 434,7**	370 557,4
Transfert	-	4 698,2	66 100,0	**70 798,2**	122 248,2
	662 816,5	389 956,4	66 100,0	**1 118 872,9**	1 111 444,9
Effectif total	-	2 863	-	**2 863**	2 873
Budget d'investissements					
Immobilisations	11 625,0	14 458,1	-	**26 083,1**	39 072,4
Prêts, Placements et Avances	-	200,0	-	**200,0**	200,0
	11 625,0	14 658,1	-	**26 283,1**	39 272,4

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Transports

Programme 2
Systèmes de transport

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Transport terrestre	263 063,6	-	62,9	**263 126,5**	246 376,6
2. Transport maritime	44 833,4	-	-	**44 833,4**	44 712,0
3. Transport aérien	3 029,0	-	-	**3 029,0**	2 787,2
4. Commission des transports du Québec	11 756,4	440,8	268,7	**11 584,3**	11 126,7
	322 682,4	440,8	331,6	**322 573,2**	305 002,5
Crédits à voter				**322 573,2**	305 002,5

Ce programme vise à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	4	2001-2002	2000-2001
			(000 $)			
Rémunération	5 366,8	600,5	613,5	8 091,0	**14 671,8**	16 162,1
Fonctionnement	1 709,4	90,2	93,7	3 665,4	**5 558,7**	4 467,4
Transfert	255 987,4	44 142,7	2 321,8	-	**302 451,9**	284 303,5
	263 063,6	44 833,4	3 029,0	11 756,4	**322 682,4**	304 933,0
Effectif total	107	13	14	171	**305**	333
Budget d'investissements						
Immobilisations	62,9	-	-	268,7	**331,6**	395,0
	62,9	-	-	268,7	**331,6**	395,0

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance. De plus, sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde du crédit de transfert qui n'aura pas été utilisé à l'élément 1 peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de cette partie du crédit.

Transports

Programme 3
Administration et services corporatifs

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Direction	5 915,9	-	60,2	**5 976,1**	5 622,6
2. Services administratifs	65 739,3	12 004,1	3 520,3	**57 255,5**	55 208,7
3. Planification, recherche et développement	18 305,7	-	348,8	**18 654,5**	14 902,5
	89 960,9	12 004,1	3 929,3	**81 886,1**	75 733,8
Moins : Crédits permanents Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18) Élément 1				**19,2**	19,2
Crédits à voter				**81 866,9**	75 714,6

Ce programme vise à fournir les divers services de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	2001-2002	2000-2001
			(000 $)		
Rémunération	4 620,1	39 904,8	12 183,8	**56 708,7**	52 670,8
Fonctionnement	796,9	25 699,5	4 920,4	**31 416,8**	26 806,7
Transfert	498,9	-	1 201,5	**1 700,4**	1 700,4
Créances douteuses et autres	-	135,0	-	**135,0**	135,0
	5 915,9	65 739,3	18 305,7	**89 960,9**	81 312,9
Effectif total	48	495	238	**781**	717
Budget d'investissements					
Immobilisations	60,2	3 520,3	348,8	**3 929,3**	3 294,5
	60,2	3 520,3	348,8	**3 929,3**	3 294,5

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Transports

Crédits affectés à un fonds spécial

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Infrastructures de transport		
Fonds pour la vente de biens et services du MTQ	-	-
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	431 195,2	367 557,4
Fonds de gestion de l'équipement roulant	4 239,5	3 000,0
Total	435 434,7	370 557,4
Effectif total	2 426	2 452

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	69 977,1	68 443,3
Fonctionnement	102 929,0	105 289,1
Capital	146 886,8	112 486,1
Intérêt	115 641,8	84 338,9
Total	435 434,7	370 557,4

Transports

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Infrastructures de transport		
Aide financière au réseau routier local	**66 100,0**	117 500,0
Transport terrestre	**4 698,2**	4 748,2
Total du programme 1	**70 798,2**	122 248,2
Programme 2 - Systèmes de transport		
Société des traversiers du Québec	**34 632,2**	33 232,2
Transport aérien	**2 321,8**	1 962,0
Transport en commun : fonctionnement	**16 613,0**	8 813,0
Transport en commun : immobilisations et service de la dette	**179 336,7**	185 687,1
Transport en commun : transport adapté aux personnes handicapées	**46 363,4**	31 163,4
Transport maritime	**9 510,5**	10 706,5
Transport terrestre	**9 385,0**	9 492,3
Autres crédits de transfert	**4 289,3**	3 247,0
Total du programme 2	**302 451,9**	284 303,5
Programme 3 - Administration et services corporatifs		
Autres crédits de transfert	**1 700,4**	1 700,4
Total du portefeuille	**374 950,5**	408 252,1

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises	**18 204,8**	18 848,3
Entreprises et organismes d'État	**34 632,2**	33 232,2
Institutions d'enseignement	**658,6**	658,6
Municipalités	**319 160,1**	353 318,2
Organismes à but non lucratif	**2 007,8**	1 907,8
Personnes	**287,0**	287,0
Total du portefeuille	**374 950,5**	408 252,1

Transports

Crédits de transfert (suite)

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Rémunération	19 315,3	18 110,1
Fonctionnement	5 487,7	5 063,1
Capital	168 385,3	152 603,0
Intérêt	60 680,6	82 650,4
Support	121 081,6	149 825,5
Total du portefeuille	374 950,5	408 252,1

Travail

Programme	2001-2002 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	2001-2002 Crédits	2000-2001 Crédits
			(000 $)		
1. Travail	73 805,1	2 065,0	2 642,9	**74 383,0**	68 763,6
Moins : Crédits permanents				**2 440,9**	2 322,1
Crédits à voter				**71 942,1**	66 441,5

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2001-2002	2000-2001
		(000 $)
Rémunération	**41 390,3**	38 043,3
Fonctionnement	**16 153,0**	15 130,6
Transfert	**16 185,6**	15 185,6
Créances douteuses et autres	**76,2**	1,2
Total	**73 805,1**	68 360,7
Effectif du programme	**828**	826
Effectif total	**828**	826
Budget d'investissements		
Immobilisations	**2 641,9**	2 541,9
Prêts, Placements et Avances	**1,0**	1,0
Total	**2 642,9**	2 542,9

Travail

Programme 1
Travail

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Relations du travail	22 056,5	631,2	741,6	**22 166,9**	19 663,8
2. Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	500,0	-	1,0	**501,0**	491,4
3. Commission de l'équité salariale	5 806,9	114,6	235,0	**5 927,3**	4 421,1
4. Conseil des services essentiels	2 333,8	36,0	67,4	**2 365,2**	2 321,4
5. Régie du bâtiment du Québec	27 107,9	1 283,2	1 597,9	**27 422,6**	26 865,9

Suite à la page **24 - 3**

Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail, d'équité salariale, de santé, de sécurité et d'intégrité physique des travailleurs, de qualité des bâtiments, de sécurité des usagers d'édifices publics et d'installations techniques. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques, financières et informationnelles nécessaires à la gestion du ministère du Travail.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments 1	2	3	4	5	Sous-total
			(000 $)			
Rémunération	15 601,1	370,0	3 879,5	1 793,5	19 746,2	41 390,3
Fonctionnement	6 269,1	130,0	1 927,4	539,8	7 286,7	16 153,0
Transfert	185,6	-	-	-	-	185,6
Créances douteuses et autres	0,7	-	-	0,5	75,0	76,2
	22 056,5	500,0	5 806,9	2 333,8	27 107,9	57 805,1
Effectif total	332	6	67	22	401	828
Budget d'investissements						
Immobilisations	741,6	-	235,0	67,4	1 597,9	2 641,9
Prêts, Placements et Avances	-	1,0	-	-	-	1,0
	741,6	1,0	235,0	67,4	1 597,9	2 642,9

Travail

Programme 1 (suite)

Éléments	2001-2002				2000-2001
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
6. Aide financière à la Commission de la santé et de la sécurité du travail	16 000,0	-	-	**16 000,0**	15 000,0
	73 805,1	2 065,0	2 642,9	**74 383,0**	68 763,6
Moins : Crédits permanents					
Loi sur l'administration financière, (2000, c.15)					
Élément 1				**0,7**	0,7
Élément 4				**0,5**	0,5
Élément 5				**75,0**	-
Code du travail, (L.R.Q., c. C-27)					
Élément 4				**2 364,7**	2 320,9
Crédits à voter				**71 942,1**	66 441,5

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	Éléments 6	2001-2002	2000-2001
		(000 $)		
Rémunération	41 390,3	-	**41 390,3**	38 043,3
Fonctionnement	16 153,0	-	**16 153,0**	15 130,6
Transfert	185,6	16 000,0	**16 185,6**	15 185,6
Créances douteuses et autres	76,2	-	**76,2**	1,2
	57 805,1	16 000,0	**73 805,1**	68 360,7
Effectif total	828	-	**828**	826
Budget d'investissements				
Immobilisations	2 641,9	-	**2 641,9**	2 541,9
Prêts, Placements et Avances	1,0	-	**1,0**	1,0
	2 642,9	-	**2 642,9**	2 542,9

Autorisation de report d'une partie du crédit de ce programme :

Le solde du crédit de ce programme qui n'aura pas été utilisé peut être reporté en 2002-2003 jusqu'à concurrence de 3 % du montant de ce crédit, en excluant sa partie « transfert » et ce, dans la mesure où ce montant n'a pas été augmenté par un recours au fonds de suppléance.

Travail

Crédits de transfert

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Programme 1 - Travail		
Aide financière à la Commission de la santé et de la sécurité du travail	**15 000,0**	15 000,0
Autres crédits de transfert	**185,6**	185,6
Total du programme 1	**15 185,6**	15 185,6
Total du portefeuille	**15 185,6**	15 185,6

Ventilation par bénéficiaires

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Entreprises et organismes d'État	**15 000,0**	15 000,0
Organismes à but non lucratif	**185,6**	185,6
Total du portefeuille	**15 185,6**	15 185,6

Ventilation par catégories de dépenses

	2001-2002	2000-2001
	(000 $)	
Support	**15 185,6**	15 185,6
Total du portefeuille	**15 185,6**	15 185,6